

هكذا من زلازل



Radio-Télévision : l'Histoire entre réalité et fiction

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14808 - 7 F - DIMANCHE 6 - LUNDI 7 SEPTEMBRE 1992 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Jivkov, Honecker et les autres

CONTRAIREMENT à M. Erich Honecker, qui attend dans sa cellule d'être jugé, M. Todor Jivkov, condamné vendredi 4 septembre à sept ans d'emprisonnement, ne dort pas en prison. A quatre-vingt-un ans, celui qui a dirigé la Bulgarie communiste d'une main de fer pendant plus de trois décennies a regagné, au moins jusqu'à son procès en appel, sa résidence surveillée de Sofia - en l'occurrence la très confortable villa de sa petite-fille, où il avait couronné, ces deux dernières années, de recevoir des journalistes pour leur clamer son innocence.

En dépit du côté souvent extravagant donné au procès par un accusé jouant tantôt de la séduction, tantôt de la faiblesse, la Bulgarie n'en est pas moins le premier pays de la défunte Europe socialiste à condamner un haut dirigeant de l'ancien régime. Ex-bras droit de M. Jivkov, M. Milko Balev s'est vu condamné, le même jour, à deux ans de prison, et onze autres anciens responsables communistes bulgares - dont trois ex-premiers ministres - attendent leur procès derrière les barreaux.

AUCUN des autres pays d'Europe de l'Est n'a risqué de façon satisfaisante la problématique de la responsabilité des anciens dirigeants. Après la sinistre épopée de l'exécution de Nicolas Ceausescu et de son épouse, la Roumanie s'est enlisée dans des procès stériles qui n'ont trompé personne. Les hiérarches communistes de RDA, MM. Erich Honecker et Erich Mielke se réjouissent d'encombrement prévus pour la classe politique allemande, aucun responsable politique d'outre-Rhin ne souhaitant l'ouverture d'un procès qui les contraindrait à s'expliquer, eux aussi, sur leurs relations passées avec l'ancien régime.

L'insistance mise par Bonn à exiger de la Russie qu'elle leur livre son ancien allié était avant tout destinée à calmer la grogne de la population d'Allemagne de l'Est, qui ne comprend pas que l'on condamne les ex-dictateurs, comme les gardes-frontières du mur de Berlin, et que l'on ménage les hauts responsables.

LA situation n'est guère plus heureuse en Tchecoslovaquie, où un Miroslav Stepan, responsable de la répression brutale des manifestations à Prague dans les dernières années du régime, a pu se reconstruire discrètement dans les affaires, alors que de simples citoyens doivent affronter le cauchemar des heures d'une épreuve mal réglée. La question des règlements de compte à tout autant empoisonné la vie politique polonaise, où les dirigeants de Solidarité avaient pourtant réussi à faire admettre à l'opinion, dans un premier temps, qu'un traité soit purement et simplement tiré sur le passé.

La soif de vengeance de la population n'est pas la même partout : le procès de M. Jivkov, par exemple, s'est achevé dans l'indifférence quasi générale en Bulgarie. Les difficultés de la transition économique viennent souvent égarer les regards, comme on le voit en Allemagne où en Pologne. Mais il y a guère de solution miracle : la dilution des responsabilités à de multiples niveaux de la société, les difficultés de l'identification pénale de délits politiques, la filiation directe parfois, des nouveaux dirigeants par rapport aux anciens, comme en Russie ou en Ukraine, ont rendu impossible un jugement du communisme.

Lire page 3 nos informations sur la condamnation de M. Todor Jivkov.

Nouvelle crise dans la CEI

La Russie menace d'intervenir au Tadjikistan

La Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont décidé, vendredi 4 septembre, d'apporter assistance au peuple tadjik frère pour la stabilisation de la situation dans le pays (...) et la protection des frontières méridionales de la CEI. Le texte kazakh semble prévoir l'envoi de troupes à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, mais une telle éventualité n'est pas explicitement mentionnée dans la version russe.

MOSCOU

de notre correspondant

La Russie et trois autres pays d'Asie centrale ex-soviétique, le Kazakhstan, le Kirghizistan et l'Ouzbékistan ont décidé de « prendre des mesures extraordinaires » pour « stabiliser » la situation au Tadjikistan, et en particulier d'envoyer des troupes à la frontière sud de ce pays pour empêcher que « le Tadjikistan ne soit détaché de la Communauté des Etats indépendants », indique

une déclaration des présidents des quatre pays concernés rendue publique vendredi 4 septembre par le ministère kazakh des affaires étrangères.

Cette déclaration signifie-t-elle que la Russie et ses plus fidèles partenaires au sein de la CEI sont sur le point d'intervenir militairement au Tadjikistan, où le président Nabiev s'est placé sous la protection des militaires russes ?

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Le lancement d'Europol à Strasbourg

Les Douze mettent en place une Europe de la sécurité

L'Europe de la sécurité intérieure continue d'avancer, à pas comptés. M^{me} Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, accompagnés de leurs homologues allemands, MM. Schmidt-bauer et Seifers, ont annoncé, vendredi 4 septembre à Strasbourg, la constitution d'une équipe de policiers européens chargée de proposer les modalités de la création d'Europol, l'Office européen de police prévu par le traité de Maastricht.

par Erich Inciyan

Symbole de l'Europe des citoyens, « la liberté de circuler et de séjourner librement sur le territoire des Etats membres » reconnue par le traité de Maastricht aux ressortissants européens pose des problèmes cruciaux de sécurité et, paradoxalement, de liberté. Les bouleversements attendus ne sont pas minces puisqu'il s'agit en fait, pour la France, de repousser ses frontières orientales en Allemagne (sur la ligne Oder-Neisse), en Bel-

gique et aux Pays-Bas, tandis que les frontières occidentales de l'Hexagone s'étendront jusqu'en Espagne et au Portugal.

A l'approche du 1^{er} janvier 1993 - la date est toujours présentée par les ministres comme celle de la suppression des contrôles aux frontières internes à la Communauté - l'Europe de la sécurité intérieure subit un compte à rebours, alors que les principaux dossiers avancent avec difficulté.

Lire la suite page 8

La Grande-Bretagne et l'Italie au secours de leurs monnaies

La faiblesse du dollar et la force du mark obligent les gouvernements à intervenir pour défendre les parités au sein du système monétaire européen.

page 18

Détente entre la Syrie et Israël

Suspendues jusqu'au 14 septembre, les négociations israélo-arabes sont en progrès.

page 4

M. Michel Bon, PDG de Carrefour, « démissionné »

Les familles actionnaires principales ont repris les commandes.

page 20

Graves incendies en Haute-Corse

Une centaine de mises à feu attribuées par un vent violent... Lire page 8 l'article de BERTRAND LE GENDRE : « Le mythe de l'incendiaire »

Août meurtrier à Los Angeles

La « trêve », très médiatique, entre les gangs rivaux n'a pas empêché une nouvelle progression de la criminalité

LOS ANGELES

(correspondance)

Le mois d'août a été le plus meurtrier de toute l'histoire du comté de Los Angeles, qui englobe la ville et compte plus de neuf millions d'habitants. On y a recensé officiellement 263 homicides dont 169 par balles et 24 à l'arme blanche. On en avait déjà dénombré 254 en juillet...

Rien n'y a fait. Même les diverses trêves entre gangs rivaux, dont on a beaucoup parlé et qui semblaient tenir, n'ont pas eu de conséquences dans le monde froid des statistiques. Il est vrai qu'elles sont d'abord médiatiques. Elles sont surtout l'occasion pour les « représentants » des gangs de faire leur cinéma à la télévision contre espèces sonnantes et trébuchantes. Certains d'entre eux rêvent ouvertement de faire carrière, dans le show-business on s'en doute, en raison de la « notoriété » que leur ont donnée les émeutes des 29 et 30 avril dernier, les plus

meurtrières qu'aient connues les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale...

Le triste record d'août a révélé que les gangs formés par les immigrants récents venus du Mexique et d'Amérique centrale étaient les plus violents. Eux aussi ont annoncé leur intention de mettre un terme à « l'autodestruction de la communauté ». Les gangs noirs n'avaient pas hésité à revoir et corriger, pour sceller leur accord au mois de mai, le texte de l'armistice entre Israël et l'Egypte de 1949. La volonté de « mettre fin aux attaques en l'air, sur terre et sur mer » était devenue, dans le texte de l'accord, l'intention de cesser « les fusillades en voiture et les tirs au hasard », deux des jeux préférés des gangs...

L'annonce du cessez-le-feu par Antony Perry et Daude Sherrilla et d'autres leaders, parfois masqués, des bandes « PJs » et « Grape Street Crips » avait d'abord suscité le scepticisme des autorités.

RÉGIS NAVARRE

Lire la suite page 5

La campagne pour le référendum



- M. Juppé tente de rallier au « oui » les militants du RPR par OLIVIER BIFFAUD
- M. Madelin souligne « la belle promesse libérale » de Maastricht par FRÉDÉRIC BOBIN
- Un point de vue d'Henri Désar : « Tenter les nationalismes »
- M. Major souhaite un « oui » retentissant par LAURENT ZECCHINI
- Les Allemands rassurés mais toujours inquiets par HENRI DE BRESSON

pages 6, 7 et 20

LOIN DES CAPITALES

La « sécheresse des épouses » à Okunamura (Japon) page 5

HEURES LOCALES

Le sauvetage des caps du Pas-de-Calais pages 9 à 11

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or. ■ Marché monétaire et obligataire. ■ Matières premières page 19

« Grand Jury RTL - le Monde »

« Le grand jury RTL-le Monde » organisée, dimanche à 18 h 30, un débat contradictoire entre M^{me} Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes, et M. Philippe de Villiers, député apparenté UDF.

PAUL NIZON

DANS LA MAISON DES HISTOIRES SE DÉFONT

LA CHRONIQUE ROMANESQUE D'UNE DEMIÈRE FAMILIALE traduit de l'allemand par Jean-Louis de Rambures

LES ROMANS ACTES SUD

HUBERT NYSSSEN

LA FEMME DU BOTANISTE

FASTES ET ILLUMINATIONS DE LA SÉDUCTION DANS UN DERNIER REGARD

LES ROMANS ACTES SUD

CHEZ LES PEINTRES

Riopelle, le roi Lear

Visite chez un artiste amoral

par Philippe Dagen

Le lac Masson incite à la paresse et à la carte postale. Eau noire, rives boisées, contour sinuex, c'est le lac idéal, photographique et charmant - le paradis paysagiste et canadien. C'est du reste l'opinion des Canadiens eux-mêmes puisque la bonne société de Montréal a bâti là, entre sapins et bouleaux, ses chalets résidentiels et ses auberges faussement rustiques aux murs de bois et aux toits de bardeaux.

Le lac Masson a d'autres mérites. On y patine fort à son aise l'hiver, il est poissonneux, il passe pour abriter un monstre aquatique au plus profond de ses eaux et Jean-Paul Riopelle habite sur sa berge, près du village de Sainte-Marguerite, dans une maison qui semble, vue de dehors, une vaste grange à la lisière de la forêt.

A l'entrée, entre les blocs de granit, un bronze de Riopelle et une grande *Demiure* d'Étienne Martin démontrent l'artiste. Ils contrastent curieusement avec les parois de planches noircies et le massacre de renne cloué au-dessus de la porte.

A l'intérieur, même juxtaposition : peintures et dessins de l'artiste alternent avec une collection d'animaux naturalisés. Deux oies blanches empalées planent au plafond, des papillons exotiques déploient leurs ailes chamarrées et poussiéreuses sur le buffet. Plus spectaculaires, deux têtes de caribou pointent leurs longues ramures au-dessus de l'escalier et, énorme, dans un coin, le museau d'un orignal, l'élan du Canada, exhibe ses bajoues velues et ses cornes plates et larges comme des raquettes.

Lire la suite page 14

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles/Pérou, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRÖ ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRÖ ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRÖ ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DATES

Il y a soixante-dix ans

Le premier gouvernement kurde de Mossoul



Cheikh Mahmoud Barzandji. (Photo El Dorado, Bagdad. Tiré de *Kurds, Turks and Arabs*, de J. Edmond, Oxford University Press (1987). Bibliothèque de l'Institut kurde de Paris.)

SEPTEMBRE 1922. Les Britanniques rappellent un de leurs anciens clients, Cheikh Mahmoud Barzandji (1880-1956), chef d'une famille kurde influente. Ils le nomment *hukmdar* (gouverneur) du vilayet (district) de Mossoul, riche en pétrole. Il s'empresse, lui, de se proclamer roi du Kurdistan, puis il forme un cabinet de huit membres, émet des timbres postaux et fiscaux, lève des taxes sur le tabac et publie un journal, *Raj-i-Kurdistan* (Soleil du Kurdistan).

C'est le premier gouvernement kurde constitué au vingtième siècle. Son existence éphémère illustre le drame d'un peuple sans Etat qui compte actuellement près de 25 millions d'âmes réparties entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'ex-URSS. Depuis le seizième siècle, dernière époque d'une fugitive grande sans comparaison avec celle, bien lointaine, de Saladin (1138-1193) les Kurdes ont été victimes des ambitions des deux empires perse et ottoman, mais aussi de leurs propres divisions; comme le note Stéphane Verasimos, « l'adversaire principal d'un Kurde fut le plus souvent le Kurde de la tribu voisine ». Depuis le début de notre siècle, ils subissent aussi le jeu des grandes puissances qui défendent cyniquement leurs intérêts.

Deux négociations secrètes, conclues au début de la première guerre mondiale, nous éclairent. En 1915, McMahon, haut-commissaire britannique au Caire, promet au cheikh Hussein de La Mecque la création d'un royaume arabe que ce dernier réclame en échange de son entrée en guerre au côté des alliés. En mars 1916, l'Anglais sir Mark Sikes et le Français Georges Picot concluent l'accord qui porte leur nom. Anticipant la défaite de l'empire ottoman, ils se partagent ses dépouilles : à Londres, la Palestine et la Basse Mésopotamie; à Paris, la Syrie, le Liban et Mossoul.

Croissant rouge sur fond vert

En réalité, peu désireux de renouer à Mossoul, les Britanniques s'emploieront à le récupérer avec une machiavélique ténacité. Le 11 mars 1917, leurs troupes s'adjoint un avantage stratégique sur les Français en s'emparant de Bagdad : elles occupent Mossoul, sans coup férir, siégeant par les Turcs, le 30 octobre 1918, l'armistice de Mudros. Deux mois après, Cheikh Mahmoud est nommé gouverneur une première fois.

Les Britanniques découvrent alors que leur homme utilise des bandes armées pour « terroriser » Suleymanli, au sud-est de Mossoul, afin de renforcer son autorité contestée par d'autres chefs de tribus. En avril 1919, ils décident donc de limiter ses pouvoirs. Cheikh Mahmoud riposte : ses partisans s'emparent du Bureau politique britannique de Suleymanli, arment les occupants, saisissent les fonds et remplacent l'Union Jack par le drapeau kurde, croissant rouge sur fond vert. En mai, il proclame l'indépendance du Kurdistan : des tribus kurdes d'Irak se rallient aussitôt à cet « Etat ». Un détachement britannique dépêché de Kirkouk pour mater la rébellion est mis en déroute! Cheikh Mahmoud est finalement arrêté en juin; condamné à mort, il sera gracié puis exilé en Inde.

Les Britanniques qui, en novembre 1917, avaient promis aux dirigeants sionistes la création d'un « Foyer national juif » en Palestine, n'ont pu tenir les engagements pris avec le cheikh Hussein : proclamé roi des Arabes à Damas, son fils Fayçal en avait été chassé par les Français, en 1920. Pour le dédommager, les Anglais constituent le royaume d'Irak avec les deux vilayets de Bagdad et de Bassorah et l'installent sur le trône. Parallèlement, ils procèdent à un premier partage de la Palestine afin de créer le royaume de Transjordanie, qu'ils attribueront à son frère Abdallah.

Le 10 août de cette année 1920, le traité de Sévres est signé avec la Sublime Porte. Les articles 88 et 93 prévoient un Etat arménien indépendant dans les limites des vilayets de Trébizonde, Erzerum, Van et Bitlis. Quant aux articles 62, 63 et 64, ils envisagent l'autonomie pour les Kurdes vivant dans les

régions « situées à l'est de l'Euphrate, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie (...) et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie ». Sont donc exclus les Kurdes de Perse et ceux du vilayet de Mossoul.

Or, dans le même temps, Mustapha Kemal Atatürk mène une guerre d'indépendance pour limiter le dépeçage de l'empire ottoman et constituer la Turquie moderne. Il continue de revendiquer Mossoul. Pour calmer l'agitation des Kurdes qui entendent concrétiser leur souveraineté, les Anglais, non sans arrière-pensées, rappellent donc Cheikh Mahmoud en septembre 1922. Le 24 décembre, le Royaume-Uni, puissance mandataire, communique à la Société des Nations une déclaration commune rédigée avec l'Irak. Elle reconnaît « le droit des Kurdes vivant à l'intérieur des frontières de l'Irak à établir un gouvernement kurde », et formule l'espoir que « les différents éléments kurdes arriveront, dès que possible, à un arrangement entre eux pour que le gouvernement revête et sur les limites où il veut s'étendre ».

Cette manœuvre juridique ne tarde pas à donner les résultats escomptés par les Britanniques. Ils n'ignorent pas, en effet, que les vieilles familles kurdes de Kirkouk et de Mossoul ne veulent ni du « roi de Suleymanli » ni du « roi de Bagdad » mais que, rivales entre elles, chacune convoite le pouvoir. Promesses discrètes et fonds secrets attisent si bien les tensions que la RAF en prend prétexte pour rétablir l'ordre. Le 3 mars 1923, le roi Mahmoud cherche refuge au Kurdistan d'Irak, où il fonde le journal *Bang-e-Naqq* (l'Appel au Droit).

Atatürk victorieux obtient, le 20 novembre 1923, la signature du traité de Lausanne qui tire un trait sur les promesses d'Arménie indépendante et de Kurdistan autonome. Ismet Inönü, premier ministre turc, réclame toujours Mossoul parce que « la Turquie est la mère-patrie des Turcs et des Kurdes » : Lord Curzon rétorque : « les populations de Mossoul et de l'Irak ont choisi librement de vivre ensemble ».

Le 16 décembre 1925, conformément au vœu de Londres, la SDN décide le rattachement à l'Irak du vilayet qui devient le Kurdistan irakien. Sept mois plus tard, un accord entre Ankara (qui ne reconnaît pas la SDN), Londres et Bagdad entérine la décision. En 1927, la Turkish Petroleum Company (anglo-allemande) est dissoute. Elle est remplacée par l'Irak Petroleum Company.

Pour avoir renoncé à l'amiable au vilayet de Mossoul, le gouvernement français reçoit, en dédommagement, 23,75 % des actions représentant la part allemande de la TPC; il les attribue

à la Compagnie française des pétroles (CFP). Les Kurdes sont désormais divisés entre cinq Etats, mais les Anglais ont judicieusement réparti leurs zones d'intérêts pétroliers (et par là-même les risques) entre Mossoul, dans le nord de l'Irak, et Roumeilah, dans le sud, le Koweït, dont Sir Percy Cox, haut-commissaire, avait tracé les frontières lors de l'accord d'Uqair avec l'Arabie, en décembre 1922, les autres emirs du Golfe persique et, enfin, Abadan, fief de l'Iranais Oil.

1930. Dernier épisode de ce premier acte : alors que Londres vient de conclure un traité d'alliance avec le roi d'Irak, des troubles éclatent, en septembre, à Suleymanli et opposent les Kurdes aux forces irakiennes. Cheikh Mahmoud profite des circonstances pour reprendre le pouvoir. Incapable de mater l'insurrection, le gouvernement irakien lance un SOS à son allié britannique. La RAF intervient. Mahmoud résiste huit mois avant de se rendre. Il est mis en résidence surveillée à Bagdad.

Quatrième acte. 15 février 1991, treize jours avant la fin de la guerre du Golfe, George Bush appelle les Irakiens, civils et militaires, « à prendre les choses en main pour obliger Saddam Hussein, le dictateur, à céder la place ». Dans leur très grande majorité, les Kurdes (20 % de la population) et les chiites (60 %) se révoltent. Or, une victoire de ces derniers serait inacceptable pour l'Arabie saoudite, bastion du sunnisme, tout autant qu'un Kurdistan indépendant le serait pour la Turquie, solide pilier de l'OTAN. Les Etats-Unis, font

marque arrière pour ne pas affecter les intérêts stratégiques de deux de leurs plus fidèles alliés.

Beaucoup ont été choqués par les négociations engagées, dès la fin du conflit, entre Massoud Barzani, fils de Mustapha et chef du Parti démocratique du Kurdistan, son rival Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan, et Saddam Hussein, sur la base de la Loi d'autonomie de 1970. Mais, peu soutenus par la coalition qui venait de libérer le Koweït, les dirigeants kurdes avaient-ils alors réellement un autre choix ?

Le droit d'intervention humanitaire reconnu pour la première fois par l'ONU et la protection internationale organisée au nord du 36° parallèle ont apporté une bouffée d'oxygène aux 4 millions de Kurdes irakiens, dont un tiers - revenus depuis - avaient fui dans des conditions effroyables.

Faisant un nouveau pari sur l'avenir, les Kurdes ont élu, le 19 mai 1992, un Parlement de 105 membres (50 PDK, 50 UPK et 5 chiites) qui a été installé le 4 juillet. Un gouvernement de 15 membres (« 13 bandits » pour Bagdad) a été formé par Fouad Masoud, premier ministre, et a choisi Erbil comme capitale. Il lève des impôts pour entretenir une force de police et l'administration, mais a conservé monnaie et timbres irakiens.

L'idéal pour les Kurdes serait que Bagdad accepte l'instauration d'un Etat fédéral démocratique. Leur rêve se réalisera-t-il ? Les obstacles demeurent les mêmes : rivalités entre Kurdes, manœuvres du pouvoir central, intérêts des Etats voisins et des grandes puissances. Un nouveau facteur néanmoins : la conscience plus aigüe que la communauté internationale a des droits de l'homme et des minorités.

PAUL BALTA

Un nouveau pari sur l'avenir

La guerre reprend donc, mais Barzani est « lâché » par l'Irak et la CIA à la suite de l'accord d'Alger conclu, le 6 mars 1975, entre Mohamed-Reza chah et Saddam Hussein. Malade, il s'exile aux Etats-Unis. Le 16 août 1980, l'élection, à l'initiative de Bagdad, d'un Conseil législatif kurde, et la mise en place d'un Conseil exécutif de dix membres, sont condamnées par l'opposition kurde : l'autonomie est plus formelle que réelle. Elle recherche l'aide de Khomeiny et subit, pendant la guerre Irak-Iran, les représailles à l'arme chimique de Bagdad.

Quatrième acte. 15 février 1991, treize jours avant la fin de la guerre du Golfe, George Bush appelle les Irakiens, civils et militaires, « à prendre les choses en main pour obliger Saddam Hussein, le dictateur, à céder la place ». Dans leur très grande majorité, les Kurdes (20 % de la population) et les chiites (60 %) se révoltent. Or, une victoire de ces derniers serait inacceptable pour l'Arabie saoudite, bastion du sunnisme, tout autant qu'un Kurdistan indépendant le serait pour la Turquie, solide pilier de l'OTAN. Les Etats-Unis, font

Le Monde EDITIONS

Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

Jean de La Guévière

« Plutôt que de déchiffrer les deux-cent-cinquante pages du traité de Maastricht, il serait judicieux de lire Jean de La Guévière. » Michel Jobert. *Le Monde*

« À parcourir autant pour le plaisir de la lecture que pour l'information. » *Le Figaro*

192 pages, 98 F

Le traité de Maastricht

Quelles conséquences pour l'Europe financière ?

Au sommaire de ce numéro hors-série de la *Revue d'économie financière* :

- Maastricht : la lecture financière du traité.
- Le défilé
- Zone éco, union monétaire, banque centrale européenne
- Maastricht : la compétitivité française

Avec la participation des meilleurs spécialistes, praticiens et universitaires, de l'économie financière.

376 pages, 120 F

EN VENTE EN LIBRAIRIE

ou à défaut, au Monde-Éditions
5 rue Antoine Bourdelle, 75015 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Je désire recevoir :

☐ Voyage à l'intérieur de l'Eurocratie

98 F x exemplaire(s) soit : F

☐ Le traité de Maastricht - Quelles conséquences

pour l'Europe financière ?

120 F x exemplaire(s) soit : F

Frais de port : + 25 F

Somme totale : F

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
16, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 16
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 40-85-25-26
Téléfax : 206.808 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-26
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Dirigé de la société :
contenu à compter du
10 décembre 1994.
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Croc, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avry
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Télécopieur : 46-62-72-73
Téléc : 46-62-72-73
Téléc : 46-62-72-73
Société filiale
de la SARL Le Monde de Médias et Régions Europe Sud
Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbours
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Reproduction sur les informations et
l'ind. du Monde au (1) 40-85-25-26
Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-26

TARIF	FRANCE	RUSSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS du monde CSE
3 mois	460 F	572 F	700 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 360 F
1 an	1 620 F	2 065 F	2 500 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne
tarif sur demande.
pour vos abonnements
renvoyez ce bulletin
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

Changements d'adresse et/ou
provisoire : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indiquant
leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Peuilles avoir l'obligation d'inscrire nos
noms propres en capitale d'impression.

PP. Pubs 92 261 MCH 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourne : gérant

directeur de la publication

Bruno Pignatelli

directeur de la rédaction

Thierry Gode

directeur de la gestion

Marcus Luciani

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

responsable du directeur

de la rédaction

Yves Agnès

Jacques Arnauld

Thomas Fournet

Philippe Herrmann

Jacques-François Simon

Daniel Vermet

directeur

des relations internationales

Anciens directeurs

Hubert Beuve-Méry (1944-1988)

Jacques Fauvet (1989-1992)

André Laurens (1992-1993)

André Fontaine (1993-1991)

ÉTRANGER

La Monde • Dimanche 6 - Lundi 7 septembre 1992 3

La situation dans l'ex-Yougoslavie

La motion de censure déposée contre M. Milan Panic par les socialistes et les nationalistes serbes a été rejetée

Le Parlement fédéral de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) a rejeté, dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 septembre, la motion de censure contre le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, déposée lundi par la gauche ultranationaliste de M. Vojislav Seselj et les socialistes du président de Serbie, M. Slobodan Milosevic.

BELGRADE

de notre correspondant

A l'issue d'un débat interminable où se sont succédés les principaux opposants à M. Panic, la Chambre des citoyens (138 sièges) a réaffirmé, par 66 voix contre 30 et 7 abstentions, son soutien au gouvernement de la « Yougoslavie ». Les trente députés d'extrême droite regroupés dans le Parti radical serbe (SRP) de M. Seselj s'en sont tenus à leur position initiale. Ils accusent M. Panic de « trahir les intérêts du peuple serbe » en cédant « à toutes les volontés de l'étranger ». Orateur impétueux, Vojislav Seselj a montré clairement qu'il s'opposait aux concessions : « Nous ne céderons ni les Krajinas serbes (territoires de Croatie et de Bosnie revendiqués et occupés par les Serbes pour y créer un État indépendant), ni le Sandjak (enclave musulmane de la

Serbie), ni le Kosovo (province à majorité albanaise du sud de la Serbie), ni la Voïvodine (province du nord de la Serbie, même si des flots de sang doivent couler.) ».

Bien que critiqués à l'égard du premier ministre yougoslave, les députés du Parti socialiste serbe (SPS) de M. Milosevic ont accordé leur soutien à M. Panic « sous condition ». Estimant que « le moment n'était pas venu pour renverser le gouvernement yougoslave », le chef du SPS, M. Borisa Jovic, ancien président de l'ex-Yougoslavie lors de son démantèlement, a offert une « dernière chance » à M. Panic. Sous forme d'ultimatum, il a indiqué que les socialistes renonceraient à la motion de censure si M. Panic « acceptait et respectait » leurs suggestions. Le Parti socialiste considère que M. Panic mène « une politique d'apaisement », pour lui rappeler qu'il doit défendre plus fermement « trois questions d'intérêt vital » pour le peuple serbe : l'avenir des Serbes de Croatie, le Kosovo et l'économie du pays.

Alors que M. Panic jouit d'un large soutien dans l'opinion publique et que, grâce à l'appui des députés monténégrins, la responsabilité de son gouvernement ne peut pas être remise en cause à la Chambre des Républiques — puisque la Serbie et le Monténégro disposent du même nombre de sièges et que le Parti socialiste serbe n'y est pas majori-

taire, — le premier ministre yougoslave a finalement cédé aux menaces de M. Jovic en annonçant avant le vote que son gouvernement « tiendrait compte des suggestions non seulement des socialistes mais des autres membres du Parlement ». En obtenant à cet ultimatum, M. Panic a montré qu'il était sur la corde raide et que sa marge de manœuvre serait réduite tant que les socialistes au pouvoir en Serbie auront la majorité des sièges à la Chambre des citoyens (73 sur 138) et pourront faire ainsi obstruction à toutes les mesures de son gouvernement.

« Dernier espoir »

Les divergences entre M. Panic et les socialistes serbes laissent présager un conflit ouvert entre l'ambitieux premier ministre yougoslave — décidé à mettre sur la touche « l'ancienne équipe au pouvoir qui a conduit le pays au désastre » — et l'inflexible président de Serbie, M. Slobodan Milosevic. Dans son discours devant le Parlement, M. Panic n'a laissé aucun doute sur ses intentions : « Nous ne devons pas criser nos nerfs (en dépit des succès remportés à la Conférence de Londres), nous devons, maintenant plus que jamais, nous employer à éliminer toutes les causes de la crise et de l'application de l'embargo international. Le monde attend

de nous et nous le ferons ». Or, dans les chancelleries occidentales, on ne cache pas que l'une des conditions à la levée des sanctions contre la Serbie et le Monténégro reste le départ de M. Milosevic, considéré comme principal responsable de la tragédie yougoslave.

Toutefois, le discours de M. Cosic, président de la Yougoslavie, qui avait dernièrement soutenu le premier ministre et les interventions plutôt tempérées des socialistes serbes laissent supposer un accord tacite, pour le moment, avec M. Milosevic. A une forte majorité, les deux Chambres du Parlement fédéral sont finalement convenues que la délégation yougoslave avait réussi à infléchir la position de la communauté internationale à l'égard de la Yougoslavie et que la mise en œuvre des accords de Londres contribuerait à obtenir la levée des sanctions.

La rue s'est également exprimée vendredi. Près d'un millier de Belgradois se sont rassemblés sur l'esplanade du Parlement fédéral en dépit du décret interdisant tout mouvement de protestation dans la capitale. Ils ont venus soutenir Milan Panic, leur « dernier espoir », « le seul à pouvoir les sortir du cauchemar qu'ils sont en train de vivre », « le seul qui puisse leur rendre la paix et la démocratie ».

FLORENCE HARTMANN

L'avion italien qui s'est écrasé en Bosnie aurait été abattu par un tir de roquettes

L'avion italien d'assistance humanitaire qui s'est écrasé jeudi alors qu'il se rendait à Sarajevo (le Monde du 5 septembre) a été abattu par un tir de roquettes, ont indiqué, vendredi 4 septembre, des témoins aux enquêteurs des Nations unies qui se sont rendus dans la région (contrôlée par les forces croates et musulmanes) très boisée où se trouve l'épave, à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Sarajevo. Selon ces témoins, des roquettes ont été tirées contre l'avion peu avant que ce dernier s'écrase. Les experts ont, pour leur part, déclaré que l'enquête préliminaire montrait que l'avion s'était désintégré avant de toucher le sol.

En outre, des sources sûres à Zagreb, citées par l'AFP, ont confirmé que l'avion italien avait été abattu. « Il ne s'agit pas d'un accident », ont déclaré ces sources, soulignant que l'hypothèse d'une panne technique était désormais exclue mais que les circonstances exactes de la destruction de l'avion restaient à éclaircir. « Nous ne pouvons pas encore dire qui a tiré, ni avec quoi », a-t-on ajouté de mêmes sources.

A Rome, deux membres du gouvernement italien ont également repris l'hypothèse de tir contre l'appareil. Le ministre du commerce extérieur, M. Claudio Vitas- tose, a ainsi indiqué qu'il existait

« des éléments qui orientent de manière décisive vers la thèse de l'avion abattu », précisant que « des traces (sur l'appareil) laissent supposer que l'avion a été attaqué ». Il a précisé qu'en l'état de ses informations il pourrait s'agir d'impacts causés par un missile. Le ministre a ajouté que, pour le gouvernement italien, la thèse de « l'agression » semblait la plus vraisemblable, la quantifiant de « geste criminel dirigé contre un équipage engagé dans une opération humanitaire et sans but offensif ».

« L'avion italien a certainement été abattu », a déclaré le ministre des affaires urbaines, M. Carmelo Conte, mentionnant, lui aussi, l'hypothèse d'un missile. Le bimoteur à hélices de type G-222 s'est écrasé alors qu'il effectuait le 1 023^e vol humanitaire du pont aérien à destination de la capitale bosnienne. Parti de Split, il transportait un lot de couvertures. L'aéroport de Sarajevo a, depuis, été fermé.

Le porte-parole du Haut Commissariat de l'ONU aux réfugiés à Zagreb, M. Peter Kessler, a précisé que l'appareil italien avait explosé avant de toucher le sol. « L'épave de l'avion est disséminée sur une zone d'environ 1,5 kilomètre, ce qui indique qu'il y a eu comme une explosion avant l'impact ». a-t-il dit. — (AFP, Reuter.)

La Russie menace d'intervenir au Tadjikistan

Suite de la première page

L'opposition, qui a pris le contrôle de la capitale, Douchanbé, a expressément demandé à Moscou de ne pas se mêler du conflit. Une autre version de la même déclaration, publiée elle à Moscou par la présidence russe, ne mentionne pas l'envoi d'un contingent à la frontière tadjik-afghane, mais pour le reste elle est rigide en des termes qui rappellent étrangement une autre époque : après avoir noté que « seul le peuple du Tadjikistan est en droit de déterminer l'avenir de son pays », les présidents ajoutent : « Il ne doit faire de doute pour personne que nous prendrons tous les mesures nécessaires pour apporter assistance au peuple tadjik frère pour la stabilisation de la situation dans le pays, le renforcement de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, et la protection des frontières méridionales de la CEI ».

Le même jour, les Izvestia, le principal quotidien russe, publiaient une interview du président Nabiev, qui a fui au début de la semaine le palais présidentiel envahi par les manifestants. L'ancien secrétaire du parti y affirme sa détermination à rester au pouvoir. Il déclare aussi — contre toute évidence — « contrôler pleinement la situation » et accuse l'opposition de « vouloir couper les liens du Tadjikistan avec la CEI » et instituer un « état islamiste ».

M. Nabiev s'affirme aussi disposé à apparaître devant le Parlement et à y « répondre à toutes les questions » — mais, sur le terrain, et en particulier au nord et au sud du pays, ses partisans s'emploient, selon diverses sources, à empêcher les députés de se rendre à Dou-

chanbé, où la session convoquée pour vendredi 4 septembre n'a pu se tenir faute de quorum. L'opposition « démocratique » — qui en son dernier état parvenait à désigner M. Nabiev une bonne partie de ses pouvoirs et à prendre le contrôle de divers ministères — espère pourtant toujours obtenir une destination légale du président, faute de pouvoir arracher sa démission.

Mais cette entreprise pourrait s'avérer impossible s'il apparaît que M. Nabiev bénéficie de l'appui ouvert de la Russie, en plus de la protection que lui accordent les commandants des diverses garnisons et postes militaires soviétiques entre lesquels il circule apparemment depuis quelques jours.

Une attitude nouvelle

L'envoi d'un « contingent » supplémentaire de forces de la CEI à la frontière tadjik-afghane pose par ailleurs de nombreuses questions. Cette frontière est certes l'objet d'une très importante contrebande d'armes avec l'Afghanistan — et les risques de contagion de la guerre civile afghane ne sont en effet pas négligeables. Mais déjà un décret signé récemment par M. Boris Eltsine plaçait ces gardes-frontières sous la juridiction de la Russie, une décision qui avait été accueillie avec beaucoup de méfiance par l'opposition tadjike.

Cette fois, il s'agit apparemment de redonner une couverture « internationale », sinon internationaliste, à cette présence militaire. Ces forces supplémentaires pourraient aussi servir à intervenir dans le sud

du pays, où des attaques de formations pro-communistes, qui soutiennent M. Nabiev, contre des localités tenues par l'opposition ont déjà fait des centaines de morts, et où de très graves incidents se poursuivent. Selon l'agence Nega, l'une de ces bandes aurait pris en otages ces derniers jours plusieurs dizaines de malades et de médecins de l'hôpital de Kourgan-Tioubé, ainsi que cent fidèles en train de prier dans une mosquée.

« Les mesures extraordinaires » annoncées sans autre précision par la Russie le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan pour « stabiliser » la situation et venir en aide au « peuple frère du Tadjikistan » peuvent donc être présentées comme une mission de paix, confirmant le désir manifesté par la Russie d'apaiser les conflits qui embrasent sa périphérie. Mais elles pourraient tout aussi bien attiser la guerre civile, en encourageant les partisans de M. Nabiev, qui sembleraient avoir partie perdue, à entreprendre la reconquête du pouvoir.

Quelle que soit sa traduction dans les faits, la déclaration signée par les quatre présidents témoigne d'une attitude nouvelle, d'une sorte de droit de regard des membres, ou de certains membres, de la CEI sur la situation intérieure des États qui la constituent. La déclaration ne mentionne en tout cas aucun « appel » à l'aide venu du Tadjikistan. Le président du présidium du Parlement de Douchanbé, M. Haidar Eskandarov, a d'ailleurs dénoncé l'attitude des « quatre » : « Le peuple tadjik doit résoudre seul ses difficultés (...). Nous avons des conventions avec les pays voisins, les armées ne peuvent intervenir dans un pays sans que son peuple en fasse la demande expresse ».

JAN KRAUSE

BULGARIE : condamné à sept ans de prison

M. Jivkov ne reconnaît que « le verdict de l'Histoire »

L'ancien dirigeant communiste bulgare, M. Todor Jivkov, condamné, vendredi 4 septembre, au terme d'un procès de dix-huit mois, à sept ans d'emprisonnement pour détournement de fonds publics et abus de pouvoir, s'est élevé contre cette condamnation en affirmant qu'il ne reconnaissait « que le verdict de l'Histoire ».

« Ce verdict est dirigé contre le peuple bulgare, qui doit se sentir compromis, a-t-il déclaré à l'AFP. Une telle accusation ne peut pas être formulée contre un chef d'Etat. J'ai gouverné le pays pendant trois décennies. Je n'ai pas peur de la prison, je n'ai peur de rien. N'importe quel chef d'Etat au monde pourrait être condamné et emprisonné sur la base d'une accusation pareille ».

A l'agence Reuter, il a assuré que le procès avait été « fabriqué ». Condamné à rembourser les fonds détournés, il a affirmé qu'il en

était incapable : « Vous le savez bien, je n'ai pas le moindre lev ». Jugé en même temps que lui, l'ancien bras droit de M. Jivkov, M. Milko Balev, a été condamné à deux ans d'emprisonnement pour fraude.

M. Jivkov, qui est âgé de quatre-vingt-un ans, a accueilli le verdict de la Cour suprême calmement — le procureur avait réclamé dix ans de prison — alors que, quelques minutes plus tôt, il prédisait son acquittement devant la presse. Ses avocats ont indiqué qu'ils avaient l'intention de faire appel, et M. Todor Jivkov a d'ailleurs regagné la villa de sa petite-fille, où il vit depuis deux ans, à l'issue du procès.

L'ancien chef du Parti communiste et de l'Etat bulgare, renversé en novembre 1989 par une révolution de palais, est encore sous le coup de deux autres accusations : l'une d'incitation à la discrimina-

tion raciale (pour la campagne d'assimilation forcée de la minorité turque dans les années 80), l'autre de transfert illégal de quelque neuf millions de dollars, de 1959 à 1987, sur un compte en banque moscovite destiné à subventionner les partis communistes occidentaux. — (AFP, Reuter, UPI.)

□ TCHECOSLOVAQUIE : amélioration de l'état de santé de M. Dubcek. — L'état de santé de M. Alexandre Dubcek, l'ancien leader du « printemps de Prague », victime d'un grave accident de voiture mardi 1^{er} septembre, s'est légèrement amélioré, ont indiqué vendredi ses médecins. M. Dubcek, soixante et onze ans, a repris connaissance, mercredi, après une opération d'une fracture ouverte des vertèbres lombaires. — (AFP, Reuter, UPI.)

Scènes de débâcle autour de Gorazde

Les forces musulmanes de Bosnie ont enregistré un succès notable en desserrant l'étau serbe autour de Gorazde (50 kilomètres au sud-est de Sarajevo), mais sans pouvoir mettre fin au siège imposé depuis trois mois aux 35 000 habitants de la ville. Des journalistes accompagnant un convoi de l'ONU qui acheminait 60 tonnes de vivres et de médicaments à Gorazde ont pu constater que les Serbes avaient dû reculer de plusieurs kilomètres dans les collines qui surplombent la ville au nord. « Le siège n'a pas été brisé », a déclaré le maire de Gorazde, M. Kemal Kulich, mais nous les [les Serbes] avons repoussés et la pression est moins forte ». La version serbe officielle des événements — qui veut que les forces serbes se soient volontairement retirées en vertu des accords conclus à la conférence de Londres — n'est pas corroborée par la situation sur le terrain.

Sur des kilomètres de piste montagneuse, la présence de casques ou d'uniformes abandonnés et de cadavres en putréfaction témoigne d'une déroute plutôt que d'un retrait ordonné. Un char serbe T-65 retourné, des

caisses de munitions vides, des masques à gaz et des caisses d'obus de mortier gisant sur le chemin d'une importante position serbe à présent occupée par des Musulmans bosniaques, qui disent l'avoir prise lundi.

Entre les dernières positions serbes et la ville s'étend un no man's land de collines boisées, jonché de voitures et de camions détruits. Des trépas posés dans les arbres ouvrent le feu à travers les feuillages en direction des vallées.

On notait aussi des traces de retraite précipitée, sans doute laissées par des civils serbes — vêtements, chaussures, sacs. Les habitations qu'ils occupaient sur les pentes dominées par des positions serbes étaient désertes, sans toit et calcinées. Des villages entiers et sortaient hâtivement de maisons abandonnées avec meubles et matelas, d'autres amenaient des troupeaux à l'écart. Lorsque le convoi a repris la route de Sarajevo, plusieurs foyers serbes avaient été incendiés. Vêtements et autres effets personnels semblaient avoir été lancés par les fenêtres. — (Reuter.)

JACQUES-PIERRE AMETTE



Editions du Seuil

AFRIQUE

MAROC : malgré les consignes de boycottage de l'opposition

La révision constitutionnelle a été approuvée à une écrasante majorité

Les Marocains ont approuvé, vendredi 4 septembre, à une écrasante majorité - 99,98 % des suffrages exprimés, - la révision constitutionnelle soumise à référendum, selon les résultats officiels quasi définitifs.

Le ministre de l'intérieur s'est félicité de cet « excellent » résultat, jugeant que la population avait « fort bien entendu et compris » l'appel de Hassan II à voter « oui ».

M. Driss Bassi a souligné que, malgré l'appel au boycottage lancé par les deux principaux partis d'opposition, le taux de participation avait atteint 97,4 %.

C'est ainsi que, dans plusieurs villes du Sahara occidental où l'ONU doit, en principe, organiser un référendum d'autodétermination, le « oui » a recueilli 100 % des voix.

« Les résultats du référendum ne nous surprennent pas », a déclaré M. Mohamed Elzaghi, membre du bureau politique de l'Union socialiste des forces populaires (USFP). Les chiffres dépassant les 99 % sont courants dans les pays non démocratiques.

« Nous aurons eu des discussions sérieuses avec la Syrie et une amélioration s'est produite, même si l'ONU n'est pas parvenue à parler de cesse », a reconnu, vendredi, dans un entretien accordé à la télévision locale, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin. A ses yeux, ces « progrès » ont été réalisés grâce au changement de la position d'Israël, qui a décliné les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU applicables « sur tous les fronts », y compris sur le plateau du Golan, conquis par Jérusalem en 1967 et annexé par lui en 1981.

De son côté, le chef de la délégation syrienne, M. Moufak Alal, a indiqué que le document écrit remis à ses interlocuteurs israéliens « pose comme condition » que « les arrangements de sécurité, en vertu de la résolution 242, doivent être réciproques et ne doivent pas porter atteinte à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale » d'aucune des parties. Si M. Rabin a récemment laissé entendre que son pays « ne s'accrocherait pas à chaque centimètre carré du Golan », il avait ainsi la porte ouverte à un retrait partiel. M. Alal a répété que Damas ne renoncerait « pas à un pouce » de ce plateau.

Tout en cherchant ainsi à tempérer l'optimisme ambiant, le négociateur syrien a, néanmoins, évoqué l'éventualité d'une « paix » avec Jérusalem, même si, à ses yeux, elle ne doit pas forcément aboutir à une normalisation des relations entre les deux pays. En outre, il a appuyé sur le fait que le document écrit remis à ses vis-à-vis israéliens ne contient pas le terme de « traité » mais celui d'« accord », et insisté sur la « globalité » d'un règlement israélo-arabe.

M. Rabin, qui, dans un entretien accordé au quotidien *Yediot Aharnot*, s'est dit prêt à rencontrer le président syrien Hafez El Assad « n'importe où et n'importe quand », s'est félicité d'avoir réussi à « surprendre favorablement » Damas et à « détendre l'atmosphère ». Affirmant qu'il « ne dévierait pas le prix que nous sommes prêts à payer pour obtenir une paix totale avec la Syrie », c'est déjà annoncer très clairement que Jérusalem n'est pas au bout de ses concessions.

« Une grave erreur »

Le chef de la diplomatie israélienne s'est employé à mettre les points sur les « i ». « Notre politique a changé », a souligné, à la radio nationale, M. Shimon Peres. Et ceux qui pensent que nous pouvons obtenir la paix et conserver tout ce qui est actuellement sous notre contrôle commettent une grave erreur. Il a toutefois rappelé qu'il n'était pas question de céder sur la ville de Jérusalem et à ses alentours, les Palestiniens que toute tentative pour transformer l'autonomie en indépendance échouera.

La presse officielle syrienne a beau dénoncer « l'entêtement » et les « manœuvres » de Jérusalem et conclure « qu'aucun progrès » n'a été réalisé, les Etats-Unis, par la voix de M. Lawrence Eagleburger, secrétaire d'Etat par intérim, n'en ont pas moins salué l'attitude de Damas, jugeant, dans sa position, « un progrès important qui devrait être applaudi et encouragé ».

J. de B.

M. Shimon Peres se rendra prochainement en France. - Le premier ministre israélien des affaires étrangères fera une visite officielle en France du 9 au 11 septembre, a annoncé, vendredi 4 septembre, un porte-parole du Quai d'Orsay. M. Shimon Peres aura notamment des entretiens avec MM. Pierre Bérégovoy, Roland Dumas et Pierre Joxe. Il sera reçu à déjeuner par le président de la République. - (AFP)

Visite de M. Rabin en Allemagne. - Le premier ministre israélien fera une visite officielle en Allemagne, du 14 au 16 septembre, au cours de laquelle il sera reçu par le chancelier Helmut Kohl, a annoncé vendredi 4 septembre un porte-parole du gouvernement allemand. M. Itzhak Rabin se rendra aussi à Berlin, où il aura des entretiens avec le bourgmestre et le président du Bundestag. - (Reuters)

LIBAN : la fin des opérations électorales

Intégristes et notables s'affrontent dans le sud du pays

BEYROUTH

de notre correspondant.

Les élections législatives auront finalement été menées à leur terme. Si les promoteurs du boycott, et ceux qui s'y sont ralliés, ont pu croire à un report du scrutin, ils ne se faisaient plus d'illusions à la veille de la troisième et dernière journée électorale, organisée, dimanche 6 septembre, dans le sud du pays. La grève de trois jours qui a eu lieu dans l'ex-réduit chrétien et dans la bande frontalière contrôlée par Israël, n'a été qu'une sorte de baroud d'honneur.

Le sud du pays, où sont inscrits 550 000 électeurs, forme une circonscription unique dans laquelle sont en jeu 23 sièges pour 131 candidats en lice. Deux listes s'affrontent : l'une dont le noyau est constitué des deux mouvements chiites rivaux, Amal et Hezbollah, ayant au tête M. Nabih Berri ; l'autre, qui repose sur une alliance de notables, dont le chef de file est M. Kamel el Assad.

Le chef de l'armée du Liban sud (ALS), inféodée à Israël, le général Lahd, a annoncé qu'il ne se livrerait à aucune opération militaire. On espère donc, à Beyrouth, que le scrutin pourra se dérouler sans incidents. La sécurité sera assurée par l'armée dans la majeure partie de la région. Mais dans la zone où sont déployées les forces de l'ONU, seule la gendarmerie libanaise sera présente pour éviter des complications avec Israël, l'ONU se contentant de lui fournir une aide logistique.

L. G.

AFRIQUE DU SUD : Amnesty International accuse de « déshumanisation » les relations entre les races (SAIRR), organisme de recherches indépendant et connu pour son impartialité, a accusé, jeudi 3 septembre, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, de faire « de la désinformation » à propos de la violence politique en Afrique du Sud. Le SAIRR estime que ces organisations ont éliminé les informations ne correspondant pas à leurs thèses de départ, qu'elles ont traité comme des faits des informations non vérifiées et qu'elles se sont toujours abstenues d'interroger la partie adverse. - (AFP)

DJIBOUTI : 70 % des électeurs auraient participé au référendum. - Selon les estimations du ministère de l'intérieur, rendues publiques dans la soirée du vendredi 4 septembre, le taux de participation au référendum constitutionnel de jeudi se situait entre 70 % et 75 % des électeurs inscrits. Le déroulement de ce scrutin, boycotté par l'opposition, n'a pas provoqué d'incidents. - (AFP)

ETHIOPIE : nouveau détournement d'avion. - Les pirates de l'air qui, dans la soirée du vendredi 4 septembre, avaient détourné sur Djibouti un Boeing 727 de la compagnie Ethiopian Airlines, se sont

même de « nous confier le passeport pour faire notre entrée sur la scène mondiale ».

C'est dire qu'autour de sa réforme constitutionnelle il eût souhaité que se rassemblât la classe politique tout entière. Mal lui en a pris : les deux principaux partis de l'opposition, l'istigial et l'Union socialiste des forces populaires (USFP), se sont finalement ralliés, après d'âpres débats, au principe de la « non-participation ». Du coup, cette « dérobade », qui jette une ombre sur ce plébiscite, fait dire dans l'entourage royal « qu'une fois encore, ces formations ont raté le train de l'Histoire... »

Les grogards de la base

Habités, bon an mal an, à suivre la cadence royale sans trop maugréer, les dirigeants de l'opposition - davantage ceux de l'USFP que ceux de l'istigial - étaient tentés de faire sagement campagne pour le « oui » même sans avoir obtenu satisfaction sur les points essentiels d'une « réforme constitutionnelle en profondeur » qu'ils appelaient de leurs vœux. A savoir l'élection de tous les députés - et non pas les deux tiers - au suffrage universel direct, la responsabilité du gouvernement devant le seul Parlement et non pas aussi devant le souverain, la garantie de l'égalité de l'homme et de la femme.

Mais les grogards de la base -

jeunes et syndicalistes - ne l'ont pas voulu ainsi, qui ont contraint leurs chefs à choisir un mauvais compromis, c'est-à-dire la solution botteuse de la « non-participation ». Non seulement, ils ont jugé trop superficiel le toilettage de la Constitution, mais ils ont refusé de donner crédit au pouvoir de ses bonnes intentions.

Au Maroc plus qu'ailleurs, l'habit ne fait pas le moine. Au royaume des apparences, il y a souvent loin du texte au contexte, de la promulgation de la loi à son application. Les plus déterminés des opposants déplorent, entre autres, le maintien en détention de M. Noubir Amaoui, secrétaire général de la Confédération du travail (CDT) et membre du bureau politique de l'USFP, condamné, au mois d'avril dernier, à deux ans de prison ferme pour propos injurieux à l'encontre du gouvernement. Tout comme ils s'inquiètent des fraudes qui, selon eux, ont présidé à la mise à jour des listes électorales, et des violations répétées de la liberté de la presse.

Pour leur part, les médias publics se sont contentés de couvrir, par le son et par l'image, la seule campagne de ceux qui militaient pour le « oui ». S'étant placés en position de « non-participation », les partis d'opposition n'ont donc pas eu droit à la parole. Ce qui a permis aux milieux officiels de répondre assez commodément à ceux qui s'en étonnaient : « Si ces formations avaient organisé des

réunions électorales, nous les aurions évidemment couvertes ».

Les travaux de couture constitutionnelle auxquels vient de se livrer Hassan II n'auront, en réalité, abouti qu'à un référendum sans grande valeur aussi longtemps que le jeu politique continuera de se pratiquer à l'ancienne. Et pourtant, le souverain chérifien n'a-t-il pas reconnu, pour justifier son souci d'épouser son temps, que « le peuple marocain est, aujourd'hui, une peuple majeur qui peut s'assumer » ?

JACQUES DE BARRIN

Les journalistes d'Antenne 2 déplorent les conditions de l'entrevue accordée par Hassan II à leur chaîne. - La société des journalistes d'Antenne 2 déplore, dans un communiqué, que « l'interview fleuve » de Hassan II, diffusée jeudi 3 septembre par la chaîne publique, ait « été décidée, réalisée et programmée en dehors de toutes les procédures habituelles en la matière ». Soulignant qu'« aucun reportage dans ce journal ne donnait la parole à l'opposition politique marocaine ni ne permettait aux téléspectateurs de connaître avec objectivité l'enjeu du référendum du 4 septembre au Maroc », ils refusent d'être associés à « une opération de promotion politique (...) décidée par les plus hautes autorités d'Antenne 2 et imposée à la rédaction ».

Par ailleurs, un dirigeant de droite organisation de défense des droits de l'homme a accusé les forces armées de « cacher à l'opinion publique le carnage sans précédent dont elles ont été les auteurs sur de présumés séparatistes ». Selon ce responsable, qui a requis l'anonymat, « on ne peut excuser l'utilisation d'armes lourdes - fût-ce contre des indépendantistes ». Les affrontements du 1^{er} septembre ont fait, officiellement, cinquante-deux morts et près de soixante-dix blessés. - (Reuters)

SOMALIE

La trêve de la CEE à Mogadiscio

« Nous avons tous été trop lents », a estimé, vendredi 4 septembre, à l'issue d'une visite de la trêve de la CEE dans les quartiers dévastés de Mogadiscio, le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd. Le chef de la diplomatie britannique a expliqué la réaction tardive de la communauté internationale face à la tragédie somalienne, en évoquant la guerre des clans - dont l'ampleur et les conséquences ont été, selon lui, dramatiquement sous-estimées. « Il est plus facile d'intervenir lors d'une catastrophe naturelle », a sobriement résumé M. Hurd, dont le pays préside actuellement le Comité européen.

Les Etats-Unis, qui contribuent de manière importante aux efforts humanitaires en Somalie, ont annoncé, vendredi, qu'ils verseraient une contribution supplémentaire de 10 millions de dollars au Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève), ce qui porte à plus de 100 millions de dollars le total de l'aide américaine depuis le début de la crise somalienne, que Washington fait remonter à 1991, date du renversement de l'ex-président Siyad Barre. - (AFP, Reuters)

SÉNÉGAL

Les troubles en Casamance inquiètent les organisations humanitaires

Près de cinq jours après les affrontements meurtriers qui ont opposé militaires et maquisards séparatistes en Casamance (sud du Sénégal), des responsables du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève) ont fait part de leur vive préoccupation devant la décision des autorités gouvernementales de leur interdire l'accès dans la province. « On nous accuse de vouloir nous ingérer dans une affaire sénégalaise-sénégalaise. On nous permet de nous déplacer, mais on nous interdit de parler », a déclaré, vendredi 4 septembre, une employée du CICR.

AFRIQUE DU SUD : Amnesty International accuse de « déshumanisation » les relations entre les races (SAIRR), organisme de recherches indépendant et connu pour son impartialité, a accusé, jeudi 3 septembre, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, de faire « de la désinformation » à propos de la violence politique en Afrique du Sud. Le SAIRR estime que ces organisations ont éliminé les informations ne correspondant pas à leurs thèses de départ, qu'elles ont traité comme des faits des informations non vérifiées et qu'elles se sont toujours abstenues d'interroger la partie adverse. - (AFP)

DJIBOUTI : 70 % des électeurs auraient participé au référendum. - Selon les estimations du ministère de l'intérieur, rendues publiques dans la soirée du vendredi 4 septembre, le taux de participation au référendum constitutionnel de jeudi se situait entre 70 % et 75 % des électeurs inscrits. Le déroulement de ce scrutin, boycotté par l'opposition, n'a pas provoqué d'incidents. - (AFP)

ETHIOPIE : nouveau détournement d'avion. - Les pirates de l'air qui, dans la soirée du vendredi 4 septembre, avaient détourné sur Djibouti un Boeing 727 de la compagnie Ethiopian Airlines, se sont

هكذا من الامم

PROCHE-ORIENT

Pause dans les négociations israélo-arabes

Premiers pas d'une détente entre Damas et Jérusalem

Les négociations israélo-arabes se suivent, mais ne se ressemblent pas. Suspendues jusqu'au lundi 14 septembre en raison de plusieurs fêtes religieuses, la sixième série d'entretiens qui, pendant deux semaines, a eu lieu à Washington pour cadre n'a, semble-t-il, paru venir ni à ceux qui y ont participé, ni à ceux qui se sont tenus en arrière de la scène. Il est vrai que la présence, autour du tapis vert, d'une nouvelle équipe de négociateurs israéliens, après l'arrivée au pouvoir des travaillistes, n'est pas étrangère à ce changement de climat.

C'est avec la Syrie - bien davantage qu'avec ses autres interlocuteurs arabes - qu'Israël a réussi à jeter les bases d'un possible dialogue. Il est vrai qu'entre Damas et Jérusalem les relations étaient à ce point exécrables que le moindre petit geste de détente prend, très vite, les proportions d'une ouverture diplomatique.

« Nous avons eu des discussions sérieuses avec la Syrie et une amélioration s'est produite, même si l'ONU n'est pas parvenue à parler de cesse », a reconnu, vendredi, dans un entretien accordé à la télévision locale, le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin. A ses yeux, ces « progrès » ont été réalisés grâce au changement de la position d'Israël, qui a décliné les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU applicables « sur tous les fronts », y compris sur le plateau du Golan, conquis par Jérusalem en 1967 et annexé par lui en 1981.

De son côté, le chef de la délégation syrienne, M. Moufak Alal, a indiqué que le document écrit remis à ses interlocuteurs israéliens « pose comme condition » que « les arrangements de sécurité, en vertu de la résolution 242, doivent être réciproques et ne doivent pas porter atteinte à la souveraineté ou à l'intégrité territoriale » d'aucune des parties. Si M. Rabin a récemment laissé entendre que son pays « ne s'accrocherait pas à chaque centimètre carré du Golan », il avait ainsi la porte ouverte à un retrait partiel. M. Alal a répété que Damas ne renoncerait « pas à un pouce » de ce plateau.

Visite de M. Rabin en Allemagne. - Le premier ministre israélien fera une visite officielle en Allemagne, du 14 au 16 septembre, au cours de laquelle il sera reçu par le chancelier Helmut Kohl, a annoncé vendredi 4 septembre un porte-parole du gouvernement allemand. M. Itzhak Rabin se rendra aussi à Berlin, où il aura des entretiens avec le bourgmestre et le président du Bundestag. - (Reuters)

LIBAN : la fin des opérations électorales

Intégristes et notables s'affrontent dans le sud du pays

BEYROUTH

de notre correspondant.

Les élections législatives auront finalement été menées à leur terme. Si les promoteurs du boycott, et ceux qui s'y sont ralliés, ont pu croire à un report du scrutin, ils ne se faisaient plus d'illusions à la veille de la troisième et dernière journée électorale, organisée, dimanche 6 septembre, dans le sud du pays. La grève de trois jours qui a eu lieu dans l'ex-réduit chrétien et dans la bande frontalière contrôlée par Israël, n'a été qu'une sorte de baroud d'honneur.

Le sud du pays, où sont inscrits 550 000 électeurs, forme une circonscription unique dans laquelle sont en jeu 23 sièges pour 131 candidats en lice. Deux listes s'affrontent : l'une dont le noyau est constitué des deux mouvements chiites rivaux, Amal et Hezbollah, ayant au tête M. Nabih Berri ; l'autre, qui repose sur une alliance de notables, dont le chef de file est M. Kamel el Assad.

Le chef de l'armée du Liban sud (ALS), inféodée à Israël, le général Lahd, a annoncé qu'il ne se livrerait à aucune opération militaire. On espère donc, à Beyrouth, que le scrutin pourra se dérouler sans incidents. La sécurité sera assurée par l'armée dans la majeure partie de la région. Mais dans la zone où sont déployées les forces de l'ONU, seule la gendarmerie libanaise sera présente pour éviter des complications avec Israël, l'ONU se contentant de lui fournir une aide logistique.

L. G.

AFRIQUE DU SUD : Amnesty International accuse de « déshumanisation » les relations entre les races (SAIRR), organisme de recherches indépendant et connu pour son impartialité, a accusé, jeudi 3 septembre, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, de faire « de la désinformation » à propos de la violence politique en Afrique du Sud. Le SAIRR estime que ces organisations ont éliminé les informations ne correspondant pas à leurs thèses de départ, qu'elles ont traité comme des faits des informations non vérifiées et qu'elles se sont toujours abstenues d'interroger la partie adverse. - (AFP)

DJIBOUTI : 70 % des électeurs auraient participé au référendum. - Selon les estimations du ministère de l'intérieur, rendues publiques dans la soirée du vendredi 4 septembre, le taux de participation au référendum constitutionnel de jeudi se situait entre 70 % et 75 % des électeurs inscrits. Le déroulement de ce scrutin, boycotté par l'opposition, n'a pas provoqué d'incidents. - (AFP)

ETHIOPIE : nouveau détournement d'avion. - Les pirates de l'air qui, dans la soirée du vendredi 4 septembre, avaient détourné sur Djibouti un Boeing 727 de la compagnie Ethiopian Airlines, se sont

SOUVENIRS BRITANNIQUES DE LA GUERRE DU GOLFE

La chasse aux Scud dans le désert irakien

Le général Sir Peter de la Billière, qui commandait les forces britanniques pendant la guerre du Golfe, raconte dans un livre, *Storm Command, a Personal Account of the Gulf War*, dont des extraits ont été publiés samedi 5 septembre par le *Daily Telegraph*, comment des commandos d'élite s'étaient introduits derrière les lignes irakiennes et donnaient des détails inédits sur le rôle du Special Air Service (SAS).

Des équipes du SAS se sont enfoncées dans le désert avec des Land Rover et des motos, spécialement modifiées pour rechercher les missiles Scud irakiens qui menaçaient l'Arabie saoudite et Israël. Ces patrouilles devaient les localiser, puis prévenir l'aviation, qui avait pour mission de les bombarder.

Mais les avions alliés mettaient souvent jusqu'à cinquante minutes pour arriver sur place, délai parfois suffisant pour que les missiles tractés aient disparu. « En conséquence, les patrouilles ont de plus en plus pris les choses en main et, plutôt que de voir un Scud s'échapper, ont attaqué avec leurs propres missiles anti-chars Milan », rapporte le général de la Billière. - (Reuters)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
L'ÉCONOMIE

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Le nombre officiel de « pauvres » a augmenté de plus de 2 % en un an

WASHINGTON
de notre correspondant

Une double série de statistiques est venue nourrir l'inquiétude du camp républicain à quelques semaines du scrutin présidentiel du 3 novembre : la pauvreté augmente, et le niveau de l'emploi reste inquiet.

A en croire les statistiques du département du commerce, le nombre d'Américains vivant dans la « pauvreté », telle que la définissent les critères officiels, a crû de plus de 2 % de 1990 à 1991, pour atteindre le chiffre de 35,7 millions (14,2 %). Avec respectivement des taux de pauvreté de 32,7 % et 28,7 %, les communautés noire et hispanique sont plus touchées que la moyenne nationale. Les prévisions pour 1992 projettent les mêmes tendances à l'augmentation de la pauvreté aux États-Unis, du fait de la faiblesse de l'activité économique. Ces chiffres sont inférieurs aux taux de pauvreté enregistrés lors de la récession de 1981-1982 (15,2 % pour la moyenne nationale) ou au début des années 60.

Le seuil de pauvreté officiel est situé au-dessous d'un revenu annuel de 14 000 dollars pour une famille de quatre personnes (dont deux enfants). Nombre d'économistes critiquent le mode de calcul du revenu concerné, qui ne prend en compte aucune aide publique (alimentaire, médicale ou au logement), pas plus qu'il n'intègre d'éventuelles ressources non salariales.

Affichés à la « une » de la presse, les chiffres sur l'évolution de la pauvreté ont alimenté l'offensive du candidat démocrate, M. Bill Clinton, contre la politique économique de M. George Bush. Ils n'auront été que légèrement compensés par une autre batterie de statistiques indiquant une petite diminution du chômage au mois d'août : il est passé de 7,8 à 7,6 % de la population active. C'est un progrès qui est surtout dû aux programmes de stages d'été, puisque, dans le même temps, l'industrie et le secteur des services n'ont cessé de continuer à licencier (167 000 emplois supprimés en août).

ALAIN FRACHON

■ ARGENTINE : un cimetière juif profané à Mar-del-Plata. — Une trentaine de tombes ont été profanées, jeudi 3 septembre, dans le cimetière juif de Mar-del-Plata, à 400 km au sud de Buenos-Aires, a annoncé vendredi la Délégation des associations israéliennes argentines (DAIA). Des croix gammées ont été posées sur dix tombes et des pierres tombales ont été renversées. — (AFP)

■ PANAMA : un haut fonctionnaire anti-drogue dans ses fonctions. — Le directeur des douanes du Panama et haut fonctionnaire anti-drogue du gouvernement du président Guillermo Endara, M. Rodrigo Arosemena, a été démis de ses fonctions pour corruption et abus d'autorité, a annoncé vendredi 4 septembre, le procureur général Rogelio Cruz. — (AFP)

À Los Angeles

Suite de la première page

La police de Los Angeles craignait qu'après un moment de solidarité célébré par des « barbecues de l'amitié » qui ont réuni jusqu'à trois cents membres des bandes, les jeunes, dont le principe vestimentaire est de tout porter à l'envers, jusqu'à la casquette, ne se retournent contre les forces de l'ordre. Le nombre de meurtres liés à la guerre des rues et des quartiers a bel et bien baissé à South Central. Aucun meurtre lié aux gangs n'a été répertorié depuis trois mois à Jordan Downs et Imperial Courts, deux quartiers de Watts où personne n'osait sortir après la tombée de la nuit.

Pour toute la ville de Los Angeles, le LAPD (Los Angeles Police Department) ne recense que huit meurtres liés aux gangs depuis l'accord, contre soixante-trois l'an dernier au cours de la même période. Les associations comme celle de l'ancien joueur de football Jim Brown ont contribué à répandre l'idée qu'après la flambée des émeutes de Los Angeles la communauté noire, menacée par les Latinos, les Chicanos, les Blancs, ne devait plus s'auto-détruire. Les plus optimistes espèrent que le cesse-le-feu s'étendra aux gangs de la ville qui, selon la LAPD, seraient un millier environ (y compris les gangs latinos et asiatiques) et compteraient quelque 150 000 membres.

L'accord entre les bandes intervient au moment où les Noirs doivent plus que jamais lutter pour leur survie économique : 4 500 entreprises au total ont été détruites durant les émeutes. Il ne se passe pas de semaine sans que les maçons noirs ou mexicains ne se disputent les chantiers de la reconstruction.

Les Noirs ont dû boycotter l'association « Reconstruire Los Angeles » qui coordonne les travaux avant d'être représentés équitablement.

Au niveau politique, les tensions raciales se sont exacerbées après un affrontement verbal à l'hotel de ville : l'un des plus anciens conseillers municipaux, M. Bernardi, a interpellé le leader noir Mark Ridley Thomas, le qualifiant de « frisé ». Il a plus tard présenté ses excuses en affirmant qu'il avait l'habitude d'appeler tout le monde « frisé ». Une autre affaire a provoqué un scandale. L'un des rares juges noirs des affaires criminelles de Los Angeles, M. Roosevelt Dorn, a été démis de l'affaire Reginald Denny, le Blanc frappé par trois Noirs devant plusieurs caméras vidéo au début des émeutes du 29 avril. « C'est une clique au visage de la communauté afro-américaine », a commenté avec colère M. Dorn devant une assemblée de la très influente congrégation méthodiste noire FAME.

Un sondage effectué avant et après les émeutes et rapporté par le Los Angeles Times le 3 septembre montrait « la croissance forte et générale chez les Noirs du sentiment d'exclusion des institutions sociales américaines ». Les bénéficiaires de l'Etat-providence savent qu'après le vote épique du budget 1992-1993 de la Californie, leur allocation va diminuer de 15 % et que les « bons de nourriture » seront plus difficiles à obtenir. Loin de défaire le pacte entre les gangs, ces événements vont comme autant d'« questions envers la communauté » sembler renforcer la volonté de continuer la trêve.

Les ententeaux, eux aussi, sont méconnaissables : ce ne sont plus les

grands-messes à la mémoire des martyrs de la guerre des rues comme celui de « Cadillac Jim », un gangster tué peu avant l'accord et pour qui une collecte avait permis de louer six limousines et d'acheter des couronnes de fleurs aux couleurs des gangs. Plus de deux cents personnes y assistaient, portant le ruban bleu des « Crisps ». A l'inverse, les obsèques d'Anita Robertson, tuée le 31 juillet après avoir refusé de donner son portemonnaie, a été suivi de longues veillées silencieuses qui se répètent maintenant chaque semaine, comme un rite.

La police, toujours aussi impopulaire, préfère se tenir à l'écart de ces réunions où se retrouvent parfois plusieurs centaines de Noirs qui demandent l'arrêt des tueries. Les policiers craignent aussi de briser une paix fragile en déclarant par exemple qu'ils n'y croient pas. Les leaders de la communauté hispanique ont tenté de faire accepter un cesse-le-feu similaire par les cinq cents bandes de l'est de Los Angeles. Les Noirs se

réfèrent aux figures de Malcolm X, sur qui un film doit sortir le 20 novembre, ou du pasteur King. Les Latinos invoquent, outre Emiliano Zapata et Pancho Villa, la « fièvre brune », ou la grandeur de la « cruz », qui ne sont pas toujours très mobilisatrices, surtout pour appeler à la paix. Le manque de cohésion d'une communauté latino moins homogène, avec la présence de Mexicains, de Guatémaltèques et de Salvadoriens, ne semble pas pour le moment permettre le respect d'un armistice.

Au contraire, le nombre de meurtres liés aux gangs latinos dans le Barrio, le ghetto hispanique, connaît une forte croissance. Ces dernières semaines, les frictions entre gangs n'ont jamais fait autant de morts. Le meurtre pour 20 dollars d'un marchand de glaces ambulant mexicain, une profession qui par tradition est celle de tout nouvel immigré, a créé un choc.

RÉGIS NAVARRE

Le Pentagone lance son programme de missiles Super-Patriot

Le Pentagone a choisi un consortium d'entreprises américaines conduit par le groupe Lockheed pour la mise au point d'un nouveau système anti-missiles qui doit intégrer au dispositif GPALS (programme de protection contre des frappes nucléaires limitées). Ce contrat de développement est d'un montant de 689 millions de dollars (l'équivalent de 3,4 milliards de francs) et porte sur le projet THAAD (Theater high altitude area defense), autrement baptisé Super-Patriot.

Ce missile, pour l'étude duquel McDonnell-Douglas et Sparta

étaient aussi en compétition, est un intercepteur susceptible de s'en prendre à des missiles balistiques à longue portée.

Le programme GPALS est une nouvelle version du projet IDS de bouclier spatial antimissiles, que M. Ronald Reagan avait lancé en 1983 du temps où il était président des États-Unis. L'armée de terre américaine, qui a lancé le projet de missile THAAD pour la défense anti-missiles balistiques tactiques, ne dispose à ce jour que de batteries Patriot et Hawk, plus axées vers la lutte anti-aérienne ou anti-missiles rudimentaires.

ASIE

LOIN DES CAPITALES

La « sécheresse des épouses » à Okuramura

OKURAMURA
de notre envoyé spécial

G LORIA, jeune japonaise avec l'accent chantant de son pays : les Philippines. Elle vit depuis six ans dans le village de Shio, au nord de la préfecture de Yamagata, l'une des régions longtemps recueillies du « Japon de l'envers » (ura nippon) opposé à la côte pacifique. Aux alentours de la grande maison, d'où fusent les cris des enfants, s'étendent les rizières. Au loin, on distingue dans la brume de chaleur de l'été le sommet enneigé du mont sacré Gassan.

Chaleureuse, Gloria ne cache pas que si elle a quitté sa province natale de Cavite, c'était d'abord « une question de money » (une question d'argent), poursuivant la conversation dans cet anglais acidulé propre aux Philippines. Orpheline à douze ans, élevée par ses grands-parents, elle était servante dans un café lorsqu'un beau jour le rumeur courut qu'elle japonaise était arrivée au village pour chercher des épouses. « Les Japonais ont mauvaise réputation et j'ai pensé qu'il s'agissait de yakuza (gangsters). En fait, c'était un groupe de fonctionnaires de la mairie d'Okuramura. On a parlé. D'autres filles étaient avec moi. Quelques semaines plus tard, les futurs maris sont venus. Nous avons sympathisé et j'ai décidé de partir. »

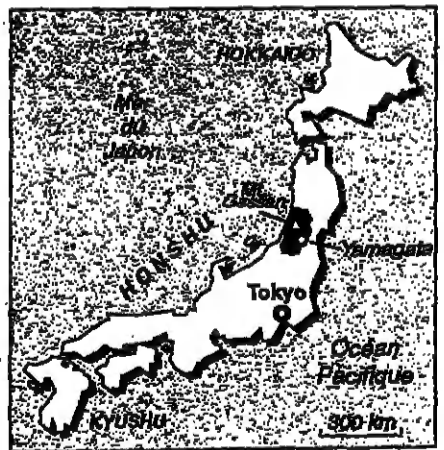
C'est la « sécheresse des épouses », dit-on ici. Les campagnes japonaises se dépeuplent et les jeunes paysans ne trouvent plus à se marier. Aussi certaines municipalités ont-elles initié les « mariages internationaux » avec des Philippines, des Coréennes ou des Chinoises du continent. Elles « recrutent » les candidates par le biais d'associations d'amitié, puis envoient quelqu'un sur place examiner les dossiers. Les agences matrimoniales qui ont fleuri avec la flambée du yen se sont avérées rapidement des entreprises aux activités douteuses, et les municipalités préfèrent agir directement. D'autant plus qu'aux Philippines le gouvernement a interdit ces agences, qui servaient de couverture à d'autres finalités que de « justes noces ».

« Les meilleurs amants »

Cuelle rançon de l'histoire pour ces régions du nord du Honshu (Tohoku) où, encore dans les années 30 à la suite de diétètes, les paysans devaient vendre leurs filles aux « marchands de femmes » arpentant les campagnes pour alimenter les quartiers de prostitution des villes. Aujourd'hui, les Japonaises ne veulent plus se marier avec des paysans et désertent les villages : les jeunes hommes se retrouvent seuls. Les « mariages internationaux » unissent souvent deux désarrois : celui de paysans essouffés d'un pays riche et celui

de filles en quête d'avenir d'un pays pauvre, dont les hommes partent à l'étranger pour « faire » du dollar ou du yen.

Certaines Philippines sont arrivées au Japon pour travailler dans les bars. Quelques-unes, rares, ont eu la chance de bifurquer et se sont mariées sur place. C'est le cas de Cecilia, rencontrée dans un hameau perdu : elle avait commencé dans un « topless » de Mabini, quartier chaud de Manille, puis travaillé dans un bar à Tanegashima (île du sud du Kyushu) et enfin à Kagoshima, où elle a rencontré son mari, qui tient un bistro à la campagne. Ce jour-là, Cecilia portait une casquette sur laquelle on pouvait lire « Farmers are best lovers » (les paysans sont les meilleurs amants). Un zeste de Mabini au fin fond de la province nipponne.



Dans la région de Yamagata, on compte trois cents couples mixtes. C'est le mariage d'Asiennette qui, il y a une dizaine d'années, a eu l'idée d'aller chercher à l'étranger des filles à marier. Le sage Tomiso Kobayashi raconte qu'il a tiré de son expérience de la guerre sur le « front du sud » (Asie du Sud-Est) le sentiment que « les populations n'y sont pas très différentes des Japonais : les manières de vivre sont similaires et tous ont le riz pour aliment principal. On peut donc sympathiser. Mais ce n'est pas facile de persuader le conseil municipal, de faire admettre que les temps ont changé et que les Japonais ne doivent pas forcément épouser des Japonaises ».

Depuis 1986, une douzaine d'Asiatiques, dont neuf Philippines de la région de Batas (célèbre pour la bataille échouée que s'y livrèrent Américains et Japonais), sont venues se marier à Asishima. La municipalité a créé pour elles une école de langue et

de cuisine et organisé dans le bourg voisin un service religieux catholique. « Les enfants ne sont pas baptisés et cela est triste, confie, un peu amère, l'une des Philippines du village. Mais mon mari ne veut pas. Moi pourtant, j'entretiens l'autel des ancêtres. »

Selon M. Kobayashi, il n'existe aucune discrimination de la part de la population locale : « L'adaptation est néanmoins souvent difficile. Il faut beaucoup d'endurance de part et d'autre. (...) Au début, on avait essayé de faire venir des filles à marier de la ville. Mais l'expérience fut négative : non que nos jeunes soient plus maladroits que d'autres avec les femmes, mais simplement parce que celles-ci ne voulaient à aucun prix habiter à la campagne », raconte M. Shigeo Mori, responsable du service de planification d'Okuramura. Aussi à partir de 1988 est-il allé aux Philippines pour y trouver des femmes. Dix d'entre elles habitent désormais à Okuramura.

Réunies autour de la table basse de cette vieille ferme de Masudama, un hameau des environs qui se dépeuple rapidement, les quatre fortes paysannes, toutes grands-mères, ont leur franc-parler. La question suscite néanmoins momentanément leur volubilité : que pensent-elles du mariage d'un fils avec une Philippine ? Silence. Des têtes s'inclinent, des regards s'échangent. « Pourquoi pas (...) C'est mieux avec une fille d'ici. Mais c'est encore pire de rester sans femme. Alors... »

A Okuramura, on parle des Philippines avec affection. On plaisante sur leur japonais « plus pur » (c'est-à-dire non dialectal), on loue un « enthousiasme souvent perdu par les jeunes Japonaises ». Il y a aussi des phénomènes de rejet, des incompatibilités et des drames. Mais, à en croire Gloria, la plupart des mariages tiennent.

« Quand j'ai vu la neige pour la première fois, je sautais de joie, mais avec la neige est arrivé le froid. Le froid pénétrant de ces villages couverts de plusieurs mètres de neige pendant le long hiver, les bûches trop chaudes pour ceux qui n'ont pas été habitués depuis l'enfance, le poisson cru et les relations avec la belle-mère ou le mari avec qui on converse, au départ, à l'aide d'un dictionnaire : « il faut tenir et ne pas se faire d'illusion : c'est ce que j'étais aux copines qui veulent venir. Le Japon n'est pas le paradis. On y travaille dur : work, work, work. Mais je peux envoyer de l'argent pour la scolarité de mes frères et sœurs. »

Gloria ne regrette rien. Heureuse ? « Oui, la vie en a décidé ainsi. Une acceptation du cours des choses dans lequel semble sonner en écho la « shikatanagi » (on n'y peut rien) des Japonais.

PHILIPPE PONS

DIPLOMATIE

A Djakarta

Les non-alignés s'opposent sur la conception des droits de l'homme

Le dixième sommet des non-alignés devait s'achever, dimanche 6 septembre, à Djakarta. L'Indonésie assumait pour les trois prochaines années la présidence du mouvement. Un accord se dessinait, vendredi 4 septembre, parmi les 108 Etats membres, en faveur de la création d'un « mécanisme intergouvernemental » permanent pour traiter de la dette extérieure. Les non-alignés sont favorables à une remise de leur dette aux Etats les plus pauvres, et à des facilités de paiement pour les autres. Les participants ont également demandé une réorganisation de l'ONU dans un sens plus favorable au tiers-monde. Ils ont aussi souligné que des troupes ont été envoyées en Somalie sous l'égide de l'ONU.

Les non-alignés sont, en revanche, divisés sur l'attitude à observer à propos de l'ex-Yougoslavie : les Etats musulmans, plus que d'autres, mettent en cause la responsabilité des Serbes dans la situation en Bosnie-Herzégovine. Un sérieux différend s'est également élevé sur la

conception des droits de l'homme. Les pays d'Amérique latine en ont défendu une approche « universaliste », alors que les Asiatiques ont, en général, plaidé pour le droit de chaque Etat à la définir selon la culture sociale dominante — qui, chez eux, met aussi fortement l'accent sur les devoirs de l'individu envers la société.

Enfin, nous indiquons notre envoyé spécial à Djakarta Jean-Claude Pomouli, le chef de l'Etat cambodgien, le prince Norodom Sihanouk, dernier leader encore au pouvoir parmi ceux qui avaient participé à la fameuse conférence afro-asiatique de Bandung en 1955, a dans son discours du jeudi 3 septembre, déclaré qu'il n'éprouvait « aucune amertume » d'avoir été tenu à l'écart du mouvement « pendant tant d'années ». Il s'est engagé à « appuyer toutes les résolutions mises en avant par les éminentes délégations présentes à cette conférence ».

EN BREF

■ CHINE : démission du ministre des finances. — Le ministre chinois des finances, M. Wang Bingqian, soixante-sept ans, a démissionné de son poste « pour raisons de santé », a annoncé vendredi 4 septembre l'agence Chine nouvelle. M. Wang avait dirigé la politique budgétaire du pays pendant onze ans. Il avait récemment critiqué de façon assez vive le fonctionnement « relâché » des grandes entreprises publiques déficitaires. Il a été remplacé par un économiste de cinquante-sept ans, ancien vice-ministre des finances, M. Liu Zhongli. Le ministre des chemins de fer, M. Li Shizuo, a également été déchargé de ses fonctions par le comité permanent du Congrès du peuple. — (AFP, Reuters, UPI)

■ IRLANDE DU NORD : un jeune homme tué par les forces de l'ordre à Belfast. — Un jeune homme a été tué par balles « lors d'un affrontement avec l'armée », vendredi 4 septembre à Belfast, a indiqué la police. Selon des témoins, ce fait de dix-huit ans avait été stoppé par l'armée pour un contrôle et s'enfuyait lorsqu'il a été tué. Les forces de l'ordre, qui ont précisé que la victime n'était pas armée, disent toutefois qu'il

était soupçonné d'être un terroriste. — (AFP)

■ PAKISTAN : le premier ministre indien invité à Islamabad. — L'agence pakistanaise APP a annoncé, vendredi 4 septembre, que le premier ministre, M. Nawaz Sharif, a, lors d'un entretien organisé en marge du sommet des non-alignés à Djakarta, invité son homologue indien, M. Narasimha Rao. La rencontre devrait porter en priorité, selon Islamabad, sur l'épineuse question du Cachemire, un territoire qui a provoqué deux guerres entre les deux pays. New-Delhi accuse le Pakistan d'armer les séparatistes musulmans qui combattent sa souveraineté. — (Reuters)

■ PHILIPPINES : le Congrès légalise le Parti communiste. — Répondant au souhait formulé par le président Fidel Ramos dans son premier discours à la nation en juillet, le Congrès philippin a voté, vendredi 4 septembre, une loi légalisant le Parti communiste (CPP), prosaïque depuis 1957. Ce texte prévoit en particulier l'abrogation de l'acte 1700, la loi qui organisait les peines pour appartenance au mouvement communiste, ainsi que la libération de toutes les personnes condamnées pour « subversion ». — (UPI)

LA CAMPAGNE POUR LE RÉFÉRENDUM

M. Juppé tente de rallier au « oui » les militants du RPR

CHALON-SUR-SAÔNE
de notre envoyé spécial

L'heure de la contre-offensive a sonné pour les dirigeants du RPR. Premier à charger sur le terrain, M. Alain Juppé est allé se recueillir - amicalement mais fermement - avec les militants et sympathisants du mouvement néogaulliste, vendredi soir 4 septembre à Chalon-sur-Saône. Invité par l'un de ses adjoints au secrétariat général, M. Dominique Perben, maire de la ville et député de Saône-et-Loire, qui ne dissimule pas son approbation du traité de Maastricht, M. Juppé a bataillé pendant deux heures pour tenter de convaincre du bien-fondé du « oui » les trois cents personnes qui participaient à un dîner-débat.

Devant un public penchant visiblement pour le « non » mais qui, apparemment, ne demandait qu'à trouver des raisons de faire vaciller cette opposition, l'ancien ministre a développé un véritable contre-argumentaire politique et théorique pour battre en brèche les nombreuses affirmations des adversaires de la ratification du traité sur l'union européenne. Le secrétaire général, qui remettra son mandat en jeu après la consultation du 20 septembre, a été responsable, quel que soit son poste, ne peut continuer sa tâche s'il se sent soutenu par ses mandataires, c'est d'ailleurs un principe que je m'appliquais à moi-même au lendemain du

référéndum sur Maastricht », a-t-il déclaré sur FR 3, - a indiqué que M. Philippe Séguin a de « très bons arguments », qu'il les respecte, et il a demandé le même respect pour les siens. Les dirigeants du RPR veulent contre les déclarations fallacieuses, erronées sinon fantaisistes, qui fleurissent ici ou là, selon eux, et vont répondre désormais - implicitement ou explicitement - aux arguments employés par le maire d'Epinal.

L'identité française

« L'intérêt de la France est que la constitution européenne avance », a lancé M. Juppé, en affirmant que « malgré ses imperfections - mais quelle réalisation humaine est parfaite ? - le traité de Maastricht ne mettra pas en péril l'identité française ». Contrairement à certaines affirmations, « il n'y aura aucun alignement par le bas » dans le domaine de la protection sociale, a-t-il assuré. Maastricht va-t-il libérer les flux migratoires, comme certains le prétendent ? « Ce n'est pas vrai », s'empresse de répondre M. Juppé. Au contraire, selon le député de Paris, « Schengen et Maastricht vont donner des moyens supplémentaires contre l'immigration clandestine ».

S'interrogeant sur la situation créée par une victoire du « non », le dirigeant du RPR a affirmé qu'il y aurait « inévitablement une crise en Europe » avec l'Angleterre et avec

l'Allemagne, qu'il y aurait des « turbulences économiques » et des « turbulences dans l'opposition ». Répondant à l'accusation de dramatisation de la situation, M. Juppé a déclaré : « Quand les opposants disent que la France disparaîtrait, ne dramatisent-ils pas ? Confiant à son auditoire qu'il n'avait « pas trouvé » bon M. François Mitterrand à la télévision, le secrétaire général a lancé : « Ne confondons pas les échéances ! ».

Soumis au feu des questions sur la technocratie, sur la monnaie unique, sur la banque centrale et sur le financement de la Communauté, M. Juppé a patiemment répondu aux interrogations et aux angoisses de son auditoire. Il l'a contesté - « M. Delors se balade partout comme un chef d'Etat. Ce n'est pas normal. Il n'est pas élu », - étonné - « Maastricht va dans le sens du recul de la technocratie » - et galvanisé - « Tout est affaire de volonté politique ». Avec M. André Jarrot, sénateur, ancien ministre de M. Valéry Giscard d'Estaing, figure locale, haute en couleur, du RPR et farouche partisan du « non », la discussion a pris un tour passionnel. L'orateur ayant fait débiter son propos sur la guerre civile dans l'ancienne Yougoslavie, M. Juppé lui a répondu : « Je suis, comme vous, André, scandalisé par ce qui se passe en Yougoslavie, mais cela n'a rien à voir avec le vote du 20 septembre ».

OLIVIER BIFFAUD

M. Lalonde propose aux centristes de constituer une force nouvelle

Invité par les jeunes démocrates-sociaux à leur université d'été de Batz-sur-Mer (Loire-Atlantique), M. Brice Lalonde a exhorté les centristes, vendredi 4 septembre, à s'associer avec Génération Écologie pour « sortir des vieux clichés ».

BATZ-SUR-MER

de notre envoyé spécial

En acceptant l'invitation des jeunes démocrates-sociaux, M. Brice Lalonde a débordé vendredi dans leur université un peu comme un chien dans un jeu de quilles. Il a confirmé publiquement ce que l'on pouvait soupçonner depuis un certain temps, à savoir que Génération Écologie est tout à fait disposée aujourd'hui à bâtir une alliance avec le CDS.

M. Lalonde n'y est pas allé par quatre chemins pour expliquer devant cette jeunesse centriste, visiblement en facile communion avec lui, que l'heure du ressaisissement moral et politique est venue aussi pour eux, que pour répondre à l'attente des Français il est urgent de « sortir des vieux clichés » et que les centristes ont dans cette optique une sérieuse carte à jouer. Bref, M. Lalonde a expliqué qu'il ne comprendrait pas que les centristes ne fassent pas à sa suite le « pas de côté » qui permettrait de jeter les bases d'une force nouvelle capable

de bousculer la vie politique française.

« Les écologistes, a-t-il assuré avec passion, sont là pour bouleverser la politique complètement et remettre les yeux en face des trous. L'écologie représente aujourd'hui 30 %, on s'en occupe ! Mais des 80 % restants, on va s'en occuper aussi ! Aux prochaines élections législatives il y aura partout des triangulaires, voire des quadrangulaires. Ce sera la grosse surprise pour les partis dominants. Il y aura des candidats partout, et par conséquent celui qui sera à 17 % sera élu. Ça va décoller ! ».

Un appel prématuré

M. Lalonde considère que le référendum du 20 septembre sonnera l'heure de vérité pour toutes les formations existantes. « De la même façon que je n'arriverai pas demain, a-t-il dit, à travailler avec des gens qui auront été contre l'Europe, je ne vais pas vraiment comment nous, centristes, vous y arriveriez avec des gens comme Séguin, Pasqua ou de Villiers ». Persuadé qu'avec ses amis écologistes, les centristes ont fait « le même choix de la nature », qu'ils partagent la même obsession de la « fraternité », que tous ensemble ils peuvent « réussir la combinaison du libéralisme social et de l'orientation européenne », l'ancien ministre de l'environnement s'est dit également convaincu qu'ensemble ils pouvaient « constituer le mouvement du futur président de la République » et qu'« annoncer maintenant cette formation ferait une traînée formidable ».

L'appel de M. Lalonde a été reçu avec beaucoup de prudence. Sur le fond, toutefois, beaucoup de centristes partagent son analyse sur la mort annoncée du système politique actuel. Au terme de son intervention, certains d'entre eux confiaient qu'il n'avait fait que dire tout haut ce que beaucoup de centristes pensent depuis longtemps. M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, a confirmé que son parti et Génération Écologie ont des « points communs forts » : le même engagement mondialiste et européen, le même

fondement humaniste, la même volonté de discuter des problèmes de fond et enfin le fait que les deux mouvements sont « les deux seuls à être totalement ouverts pour l'Europe ».

Mais l'appel de M. Lalonde est jugé prématuré par les responsables centristes, qui sont soucieux de ne pas prêter le flanc à de nouveaux procès en suspicion de la part de leurs partenaires de la droite et qui se méfient en outre de la personnalité « papillonnaire » de M. Lalonde. Ils voudraient également être sûrs qu'il a abandonné toute tentation d'un retour « vers un écologisme fondamentaliste remettant en cause la primauté de l'homme ».

Dans son discours de clôture, vendredi après-midi, M. Bosson a fait plus que laisser une porte ouverte à M. Lalonde : « Si le « non » l'emporte, a-t-il prévenu, je fais partie de ceux qui considèrent que nous n'avons pas le droit de nous unir sur n'importe quoi, à l'intérieur de l'opposition actuelle. Si d'aventure telle ou telle formation politique parvenait à plier à sa tête les partisans du « non », aucun accord ne serait à mes yeux possible. (...) Nous aurons alors à combattre sur deux fronts, sur notre droite et sur notre gauche, et à construire avec l'armée des personnes déçues par les partis traditionnels la force ou les alliances permettant d'affirmer notre idéal et de le traduire dans les faits ».

En cas de victoire du « oui », MM. Méhaignerie et Bosson se contenteront de servir de « jets de pont » pour le compte de l'opposition en direction des rives écologiques. En aparté, ils confient être prêts à donner à Génération Écologie « des coups de main sur le terrain » aux élections législatives. Une circonscription est même gardée au chaud pour M. Lalonde.

Après s'être beaucoup interrogés sur l'opportunité d'une ouverture et d'une reconnaissance avec les socialistes, les centristes, qui viennent de vingt-quatre heures de se laisser séduire tour à tour par MM. Balladur et Lalonde, s'exposent à nouveau à bien des étonnements.

DANIEL CARTON

M. Madelin souligne la « belle promesse libérale » de Maastricht

AIME-LA PLAGNE (Savoie)
de notre envoyé spécial

Le Parti républicain est saisi d'une douce ivresse. Est-ce cette neige insolite qui s'est abattue, vendredi 4 septembre, sur son université d'été alpine ? Ou la tournure plus souriante de la campagne européenne que prend la campagne référendaire ? Le fait est que chacun se sent, ici, investi d'une grise mission : porter l'estocade finale au « non ». « Le « oui » repose sur nous », « Nous détenons entre nos mains le sort du référendum ». Les dirigeants et les cadres du parti se complaisent à présenter leur électorat comme « le » recours qui fera pencher la balance en faveur du traité de Maastricht. Ils soulignent tous que la remontée du « oui » dans les sondages correspond à l'entrée en campagne de M. Giscard d'Estaing, confortée par la prise de position de M. Létour.

S'ils ne veulent pas sous-estimer l'impact des interventions de dirigeants du RPR favorables au « oui », tels que MM. Jacques Chirac ou Edouard Balladur, ils considèrent que la réserve de voix la plus importante est dans l'électorat de l'UDF dont un tiers, selon les sondages, est actuellement tenté par le « non ». L'objectif est de ramener ce pourcentage à 20 %, tâche que l'on estime facilitée par la prestation télévisée, le 3 septembre, d'un Philippe Séguin jugé « en retrait ».

Le « non » de M. Pasqua « est un non d'emprunt »

Pour emporter la conviction des hésitants de son propre camp, le PR a décidé de relancer sa campagne sur la célébration des vertus libérales de l'Europe de Maastricht. M. Madelin en a donné un avant-goût, vendredi, en assurant que « la construction européenne porte une belle promesse libérale ». « Le traité de Maastricht, a-t-il ajouté, agit comme une assurance-vie pour éviter le retour à l'expérience socialiste pure et dure de 1981-1983. L'Europe impose des contraintes, mais ce sont des contraintes heureuses car ce sont des contraintes libérales ».

Après s'en être pris à M. Jacques Delors, qui « devrait être moins arrogant », et à M. Michel Rocard, qui « était opposé au traité de Rome », M. Madelin a épinglé les porte-drapeau du « non » au sein de l'opposition, dont il s'est plu à relever que l'intérêt pour la construction européenne « est très récent ». M. Séguin, selon lui, « se trompe » quand il conteste l'indépendance de la future banque centrale européenne par rapport au pouvoir politique. M. Philippe de Villiers, pour sa part, « abandonne les libéraux » quand il « joue trop facilement sur les peurs ». Quant à M. Charles Pasqua, le vice-président du PR, s'est payé d'un bon mot en rappelant qu'il s'était prononcé en faveur de la ratification du traité le 2 juin, au Sénat, avant de changer radicalement d'avis le lendemain, après avoir pris connaissance du « non » danois.

« C'est un « non » d'importation, c'est un « non » d'emprunt », a ironisé M. Madelin sous les éclats de rire militants. A chacun son registre. Si M. Madelin a donné dans le discours de combat, M. Millon s'est livré à une méditation amère, parfois empreinte de noirceur, sur le thème de la « boussole déglissée ». Très marqué par son déplacement, cet été, en Bosnie-Herzégovine, en compagnie de M. Simone Veil, il a noté des « points communs entre la période que nous vivons et la période des années 30 » et s'est alarmé des « passions mafieuses qui peuvent se réveiller ». Évoquant la situation française, il s'est inquiété de la « montée des corporatismes et des égoïsmes », tout en reconnaissant que les hommes politiques étaient

« peut-être devenus les premiers corporatistes » pour avoir « oublié qu'en politique, on ne se sert pas, on sert les autres ». Ainsi est-ce dans ce contexte qu'il revient aux Français de décider, le 20 septembre, « si l'Europe s'arrête, se dégrade et se déglisse ». Son espoir est, bien sûr, que « la boussole retrouve le nord ».

FRÉDÉRIC ROBIN

POINT DE VUE

Terrasser le nationalisme

par Harlem Désir

APRÈS s'être réduit trop longtemps à une juxtaposition de monologues, le débat sur Maastricht s'emballe au risque désormais de passer du côté de la confusion.

Le fait le plus marquant de ces dernières semaines est qu'au « non » anti-européen et nationaliste des premiers jours soit venu s'ajouter un « non » européen à la ratification. « Pour l'Europe, contre Maastricht » disent de plus en plus de Français parmi lesquels de nombreux jeunes de vingt-cinq à trente-cinq ans.

Cet écho pour les organisateurs de la première campagne du « oui » est également un très sérieux avertissement pour une certaine façon de faire l'Europe.

Le souvenir des deux guerres mondiales s'éloignant, le danger de faire bloc s'estompe avec le pacte de Varsovie, le dialogue et la crise amènent le crépuscule des grandes familles politiques qui ont attaché leur nom à l'édifice européen, ce qui a été possible jusqu'ici ne sera plus jamais dans les mêmes conditions.

L'entreprise européenne est aujourd'hui sommée par ses citoyens non seulement de répondre aux nécessités objectives de la compétition mondiale, mais de dire ce qu'elle est et ce qu'elle prétend être au regard de l'idéal démocratique et social sur lesquels se sont fondés les États-nations du vieux continent.

Elle est en particulier confrontée à trois questions dont dépend le sens profond de sa construction : 1) L'Europe a-t-elle un autre projet que d'être le premier supermarché de la planète ? N'est-elle qu'une entreprise de destruction des acquis sociaux sacrifiés sur l'autel de la survie économique ?

2) L'Europe peut-elle penser son unité culturelle autrement que contre les non-européens ? A-t-elle un autre projet que le peur et le rejet d'un ennemi extérieur ou intérieur, qu'on l'appelle fourni japonais, réfugié du tiers-monde ou travailleur immigré ?

3) L'Europe a-t-elle encore quelque chose à dire au monde. En tant que continent riche et développé ? Est-elle porteuse d'un autre mes-

sage, d'une autre attitude que ceux d'une super-puissance dominatrice en cynique ?

Seule l'incapacité de la gauche à la fois aux libéraux l'a empêchée de se saisir de ces questions et de les mettre au cœur du débat. Alors qu'elle se devait de donner une perspective autre que mercantile à l'aventure européenne, elle a abdiqué de sa spécificité et de son identité, au risque de détourner une partie des sens de la Communauté.

Comme d'autres, en effet, l'aurait préféré qu'il y ait dans ce traité davantage de progrès sur le fonctionnement des institutions : l'Europe sociale, la coopération Nord-Sud, l'ouverture à l'Est où les droits des immigrés.

Mais Maastricht n'est pas un manifeste pour l'Europe. C'est un compromis entre deux États démocratiques à l'économie libérale. Un compromis qui se traduit tout de même par le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, la naissance d'une citoyenneté nouvelle, l'amorce d'une politique étrangère et de sécurité commune. Est-ce si négligeable à l'heure du drame yougoslave ?

Est-ce si négligeable quand sont à l'œuvre partout sur la planète les forces de dislocation et de repli national et ethnique ?

Ni « non » européen, ni « non » de gauche

Comme les autres, les pays européens sont déchirés entre deux modes d'existence : soit se constituer en grandes unités communales, apprendre à vivre et travailler ensemble, par-delà les séquelles de l'histoire, en créant une citoyenneté supranationale qui assure à chaque individu égalité et protection de ses droits, quels que soient son origine, sa langue ou ses croyances ; soit se replier sur eux-mêmes en tentant d'affirmer leur suprématie économique, politique et culturelle, aux dépens de leur voisin. Sans hésitation, je sais de quel côté mon cœur balance.

Bien sûr, l'union économique et monétaire ne saurait être l'aboutissement de la construction européenne. Mais en quoi devrait-elle

être diabolisée ? Il n'y aura pas d'Europe sociale sans Europe économique, pas d'Europe des citoyens sans Europe politique, pas d'Europe de la coopération sans politique étrangère commune. Pour ceux qui considèrent que l'économie n'est pas une fin en soi mais un moyen au service du progrès humain, Maastricht n'est qu'une étape. Une étape qui en appelle d'autres. Pour que demain l'Europe se dote d'un traité social, d'une assemblée constituante, que soient posées les fondations d'une véritable République européenne.

Il s'agit désormais de situer nos combats dans ce nouvel espace. C'est en organisant des réseaux et des forces civiques européennes, mouvements associatifs, syndicats et politiques, en faisant naître une opinion publique européenne dans des batailles pour le partage du temps de travail, l'instruction civique, la solidarité urbaine, l'écologie que nous ferons progresser l'Europe.

Quand on voit les forces qui dominent la campagne contre Maastricht, en France comme ailleurs, à qui fera-t-on croire que la victoire du « non » déboucherait sur la rédaction par les tenants du « non » d'un nouveau traité plus social, plus démocratique ou plus écologique ?

Il n'y a pas place dans les faits, pour un « non » européen et moins encore pour un « non » de gauche dans ce rendez-vous avec l'histoire. Sans mettre en doute la sincérité des courants politiques qui le porte, il est de plus en plus patent que le « non » ne trouve sa véritable consistance que dans un nationalisme idéalisé et artificiellement paré de toutes les vertus républicaines. Il ne traduit ni mieux qu'un pessimisme respectueux mais sévère, et au pire qu'un calcul de Giboulès sur la recomposition politique française.

Libre à chacun de faire fâche de tout cela. Le problème est qu'il ne s'agit pas de l'avenir de telle ou telle formation politique qu'il s'agit, mais de l'avenir d'une grande idée. Celle d'un ensemble de nations décidant de s'associer librement pour terrasser le nationalisme.

Harlem Désir est porte-parole du « Mouvement ».

Réunie pour une université d'été

La LCR réaffirme son opposition au traité

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) a organisé, du 29 août au 3 septembre, à Saint-Beauzire, près de Brioude (Haute-Loire), sa première université d'été. Au cours de leurs travaux, consacrés notamment aux perspectives du communisme et du marxisme après les bouleversements à l'Est, les trotskistes de la LCR ont réaffirmé leur opposition au traité de Maastricht.

BRIOUDE

de notre envoyé spécial

Heureusement, il y a l'Europe ! Bâillonnée par les bouleversements dans les pays de l'Est et en Union soviétique, qui ont atteint inévitablement leur corps de doctrine, en dépit de leur combat séculaire contre le stalinisme et ses avatars, les trotskistes de la LCR retrouvent tous leurs réflexes dès lors qu'on leur pose le problème de Maastricht. Un jeu d'enfant. Derrière la construction européenne, on devine, évidemment, une concentration de capitaux. Ajoutons une relance politique, qui se place sur un axe de plus en plus libéral, et la réponse est simple comme bonjour : c'est non !

Pour une fois, tout le monde est d'accord. La « majorité », la majorité de M. Alain Krivine, comme la T 13, la tendance minoritaire animée par M. Gérard Filoche, en dépit des réticences qu'ont éprouvées certains militants à mêler leurs voix « contre » avec celle de M. Jean-Marie Le Pen.

Le « non » de gauche de la LCR serait même ce qui se fait de mieux, puisque c'est un « non » pur socre, sans les grâces de nationalisme ou de chauvinisme que les responsables de la Ligue croient discerner dans le discours du Parti communiste comme dans celui de M. Jean-Pierre Chevènement, et dépourvu d'une animosité particulière à l'encontre de l'Allemagne et des menaces que recèlerait sa puissance économique.

Comme la recomposition de la gauche, limitée par une économie éprouvée, vaut bien quelques sacrifices, la LCR compte, cepen-

dant, sur le PCF comme sur le courant socialiste du maire de Belfort pour son meeting du 17 septembre dans la salle de la Mutualité, à Paris, qui verra conclure la campagne trotskiste contre Maastricht. Ceux des Verts opposés eux aussi au traité sont également attendus.

Un « casier judiciaire vierge »

Pour le reste et, particulièrement, l'avenir du marxisme, les réponses sont plus hésitantes. Ce n'est pas par hasard que la LCR a choisi la Haute-Loire, bastion conservateur, comme cadre de ses travaux, mais, plus prosaïquement, parce que c'est aussi le fief d'un militant syndical particulièrement bien implanté, M. Raymond Vacheron, qui peut se targuer d'être au-dessus des troupes. Il a obtenu plus de 15 % des suffrages à une élection, même s'il s'agissait, en l'occurrence, d'une cantonale.

Si la LCR a rompu avec ses traditions stalinistes d'été, où l'identité marxiste était pieusement transmise aux novices, c'est que, précédemment, elle souffrait d'une véritable crise de foi. Les trotskistes ont beau se défendre comme de beaux diables et mettre en avant, devant le jugement de l'histoire, leur « casier judiciaire vierge », selon l'expression de M. Gilles Perrat, ils ont l'impression d'avoir subi les contrechocs des bouleversements à l'Est tout comme les partis communistes orthodoxes.

« Il faut lâcher l'héritage de Marx, supprimer les croyances et les positions religieuses », a assuré M. Daniel Bensaid, coordinateur de l'université d'été et partisan d'une lecture « non biblique » de Marx, au cours d'une table ronde consacrée à l'actualité du marxisme. Les militants ont hoché la tête : l'un d'eux a récusé l'expression même de crise du marxisme ; un autre s'est demandé si la grille de lecture du philosophe allemand permet de comprendre l'évolution actuelle des pays de l'Est ; un autre, enfin s'est employé à faire un tri à l'intérieur même de l'œuvre de Marx. Un sacré travail en vérité !

GILLES PARIS

SUR LE TRAITE DE MAASTRICHT

M. Rocard exhorte les « patriotes de l'Europe »

MONTPELLIER

de notre correspondant

Devant ses jeunes sympathisants des clubs Forum, qui tiennent à Montpellier leur huitième université d'été, M. Michel Rocard a lancé un appel à la « restauration du sens civique » face au « désenchantement de la société ». « Vous qui écoutez Elton John et Genesis, a-t-il dit, vous qui allez voir les films de Wenders ou d'Almodovar, qui lisez Umberto Eco et Thomas Bernhard, pour vous l'Europe est une évidence. L'attente de vous que vous vous engagez dans le combat des droits de l'homme, le devoir d'urgence, le civisme et le respect de la vie... ».

Comment restaurer la crédibilité du politique? Par l'engagement, répond l'ancien premier ministre. C'est aussi l'objectif des clubs Forum, qui revendiquent deux mille adhérents en France. « Nous sommes un peu le poil à gratter du PS », fait remarquer leur président, M. Christophe Clavier, vingt-quatre ans, qui rêve de réintroduire à l'Université l'idée de « changer la vie ». « Si le « oui » l'emporte le 20 septembre, chers amis, l'Europe sera ce que vous la ferez, vous! » vient de leur dire Michel Rocard en conclusion de son discours. (Inédit.)

M. Jospin dit « non » au « non »

TOULOUSE

de notre correspondant

« Je suis, dans cette campagne, un artisan raisonné du « oui » parce qu'un partisan passionné de l'Europe! » En ses terres de la Haute-Garonne, où il sera candidat en mars prochain pour le renouvellement de son mandat de député, M. Lionel Jospin a fait, vendredi soir, sa véritable rentrée politique. Bien sûr, personne n'a évoqué l'échéance nationale qui l'opposera, l'année prochaine, à un jeune loup RPR, M. Michel Angoulart, maire de Cugnaux et anti-Maastricht déclaré. Mais tout le monde y pensait.

En compagnie de M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, de retour de Narbonne, où il avait tenu meeting, l'ancien ministre de l'Éducation nationale a profité de la campagne du référendum pour marquer son territoire et signifier aux militants socialistes venus nombreux à Auch, ville, une commune « sans de la gauche nord de Toulouse, qu'il n'entend pas désertier le combat local après son échec à l'élection régionale de mars dernier.

Sur l'Europe, chacun y est allé de sa partition. A M. Fabius l'improvisation confidente, la lecture pour tous et en quatre points du fameux traité. Le « oui » sans état d'âme. A M. Jospin le discours charpenté, la réflexion européenne, la double certitude, un « oui » qui est en fait « un non au non ».

GÉRARD VALLÉS

Après l'intervention télévisée de M. Mitterrand

Un entretien avec le sociologue Patrick Champagne

« Les sondages indiquent comment les choix se répartissent, et non ce que pensent les gens »

Patrick Champagne, sociologue, auteur de *Faire l'opinion* (Éditions de Minuit, 1990), a pris part, le 2 septembre, à l'université de la communication de Carcans-Maubouisson, à un débat intitulé « L'usage des sondages, une éthique? » Il a répondu à nos questions sur l'émission télévisée à laquelle participait, jeudi soir, M. Mitterrand et sur le rôle des sondages dans la campagne pour le référendum.

CARCANS-MAUBOUISSON

de notre envoyé spécial

« Comment avez-vous jugé l'émission de jeudi soir? »

« Je l'ai trouvée formidablement bien fabriquée, parce qu'elle était construite et coulée sur les règles de l'Audimat. Ses quatre parties (trois, en réalité) correspondaient très exactement aux trois publics successifs de la soirée. Dans la première partie, une sélection de gens - dont on nous a dit qu'ils n'étaient pas vraiment la France, mais qu'ils étaient quand même la France - sont venus nous faire le coup de la représentation : il fallait séduire le grand public populaire de 20 h 30. Placé dans une situation à la fois socialement improbable et totalement déséquilibrée, celle de parler au président de la République, qui se tenait d'ailleurs derrière un bureau, le panel s'est tagé. Ceux qui voulaient « oui » étaient respectueux, ceux qui voulaient « non » se sont vus forcés d'adopter

une agressivité et une violence verbale qu'aurait condamnées n'importe quel conseil en communication.

« Le reste de l'émission vous a semblé plus classique, plus sérieux? »

« L'ensemble de la prestation est resté dominé par une mise en scène tout à fait remarquable, avec un président qui, du début à la fin, a su faire rire et déclencher l'applaudissement par un public nombreux et venu pour cela. Mais la seconde partie a inauguré un autre type de rapport au politique : celui d'un débat unilatéral entre hommes (journalistes) de bonne compagnie. La coupure publicitaire a permis de sortir de cet univers de complicité pour retrouver un débat politique classique autour d'une table ronde et de vrais sujets de discussion (l'éducation ou la confédération?). Ainsi, à mesure que la soirée avançait, que le public se raréfiait et devenait plus élitiste, le référendum est apparu comme quelque chose de grave - un cas de figure exceptionnel en politique puisqu'il touche à l'opinion.

« Voter « oui » ou « non » le 20 septembre, ce n'est pas un choix politique? »

« Le référendum fait à mon sens le pont entre une question politique classique et une question d'opinion. En politique, on ne consulte institutionnellement que pour dire des gens. Même s'ils ont derrière eux des programmes, on ne demande pas aux gens de voter sur des projets. Le référendum sur Maastricht, lui, est une manière exceptionnelle de répondre à une question d'opinion. On se retrouve ainsi pris dans le mécanisme traditionnel des sondages du même type : les réponses très variées

n'ont pas toujours à voir avec la question posée. Ces sondages prétendent pourtant saisir quelque chose, tout en supposant que chacun a une opinion sur tout.

« Doit-on en conclure que vous êtes, pour les mêmes raisons, méfiant vis-à-vis de la pratique référendaire? »

« Il ne faut pas mélanger sociologie et politique. Le référendum est une procédure politique, qui vise à résoudre quelque chose de politique, et à ce titre c'est une pratique tout à fait légitime, et plutôt préférable au tirage au sort que pratiquaient les Grecs! Ce qui n'empêche pas la sociologie de commenter et d'observer ces problèmes. Elle constate par exemple que la politique a intérêt à croire - ou, plus cyniquement, à faire semblant de croire - que le citoyen se prononce sur Maastricht en connaissance de cause : cela a été l'argument de François Mitterrand, jeudi soir, lorsqu'il a invité les Français à se référer au texte du traité pour infirmer les propos de Philippe Séguin. La sociologie n'a en réalité qu'une seule tâche : rappeler que les sondages n'indiquent que la manière dont les choix se répartissent, et surtout pas scientifiquement ce que pensent les gens. Elle veille pour que la science des sondages ne cautionne pas un fantasme et un fétiche politique : l'opinion publique. »

« Vous avez dit et écrit que, contrairement aux sondages d'opinion, les sondages politiques ne posent pas de problèmes techniques. En est-il de ceux qui mesurent les intentions de vote pour ou contre Maastricht? »

« En gros, les instituts de sondage ne se sont pas trompés sur les élec-

tions en France, en tout cas pas beaucoup et d'autant moins que l'enjeu est national, clair et simple. Pourtant, les sondages qui sont actuellement publiés posent quelques problèmes techniques. Quand on sait que, même si l'échantillon est représentatif, la marge d'erreur demeure de 2 ou 3 %, il est mathématiquement faux de dire que le « oui » - ou le « non » - l'emporte avec 51 %. Surtout, les sondages pratiqués avant le référendum du 20 septembre posent un problème de redressement. Ce processus classique qui consiste à donner du poids aux personnes sous-représentées s'appuie en effet sur les résultats d'élections du même type. Les comparaisons sont difficiles à établir, et il n'est pas sûr que les correctifs classiques soient suffisants.

« Depuis quelques jours, une autre question agite les esprits. Quels sont les effets politiques de la publication de ces sondages? Sur les journalistes, l'effet est évident. On observe aujourd'hui le même phénomène que lors des dernières législatives : leurs commentaires prennent, au fil de l'évolution des résultats, l'allure d'un commentaire de course de chevaux. Sur les responsables et les acteurs politiques, l'effet n'est pas moins évident. La montée du « non » constatée à la fin du mois d'août les a contraints à se mobiliser. Il est probable, par exemple, que l'émission de jeudi soir entre dans le cadre des tentatives de persuasion auxquelles les hommes politiques se livrent depuis peu. »

Propos recueillis par ARIANE CHEMIN

Selon l'institut CSA

Le « oui » devance nettement le « non »

Selon une enquête de l'institut CSA publiée dans le *Féribien* du 5 septembre, le « oui » au référendum du 20 septembre pour la ratification du traité de Maastricht a enregistré, au lendemain de la prestation télévisée de M. François Mitterrand, une progression de huit points, en passant, pour les intentions de vote exprimées, de 47 % à 55 % (1). Le « non » chute nettement, à l'inverse, de 53 % à 45 %.

Les abstentions, votes blancs ou nuls tombent également de 40 % à 33 %. La mobilisation de l'électorat semble donc jouer en faveur du « oui ».

C'est particulièrement net au sein des sympathisants du PS (le « oui » passe de 75 % à 80 %) et du RPR, divisé sur Maastricht (le « non » chute de 75 % à 63 %), alors que l'UDF, traditionnellement favorable à la construction européenne, subit un effet inverse

(le « non » progresse de 35 % à 46 %). A propos de l'émission de TF1, regardée entièrement ou en partie par 55 % des personnes interrogées, l'institut CSA note qu'elle a été nettement favorable au président de la République. 55 % des personnes questionnées ont trouvé M. Mitterrand « convaincant » (41 % sont d'un avis contraire).

Son contradicteur, M. Philippe Séguin, opposé à Maastricht, ne recueillait que 34 % d'avis favorables, contre 45 % d'avis défavorables. La présence de M. Helmut Kohl, vivement contestée par les adversaires du traité européen, est considérée comme « une bonne chose » pour 55 % des personnes interrogées.

(1) L'enquête du CSA a été effectuée par téléphone le 4 septembre auprès de 830 personnes inscrites sur les listes électorales.

Les réactions des partisans du « non »...

« M. Charles Pasqua (RPR). - M. Mitterrand est désormais le « chef de l'armée des « oui » (...). Il s'est mis au milieu de la cible. Si vous vous mettez en première ligne et que les fusils partent, vous avez plus de chance d'être touché que quand vous êtes dans la tranchée. »

« M. Marie-France Garand. - « Le président de la République, l'illusionniste, était mal à l'aise face à la franchise jaillie du cœur des Français qui s'expriment devant lui. (...) [Il] a décrit l'Europe dont il a rêvé comme en d'autres temps il a rêvé du socialisme. Heureusement, Philippe Séguin nous a ramené à l'Europe du traité. »

« M. Georges Marchais (PCF). - « C'était une émission de complaisance. (...) Philippe Séguin, qui a dit des choses justes, mais qui est un homme de droite, ne s'en est pas pris à ce qui est la logique fondamentale du traité : une logique de droite. »

« M. Philippe Séguin (RPR), qui était l'un des interlocuteurs de M. Mitterrand. - « A un ou deux

détails près, si c'était à refaire, je le referais de la même manière. Il ne pouvait être question que ce débat tourne au panacée. »

...et du « oui »

« M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale (PS). - « L'intervention du président de la République a été positive. Il a su trouver des arguments à la fois émotionnels et rationnels. Le « oui » a gagné des points. »

« M. Jacques Chaban-Delmas (RPR). - « Cette émission a été très réussie et très utile. Indiscutablement, elle relance la campagne électorale. Il ne faut surtout pas se tromper de match. Le match du 20 septembre, c'est l'Europe. »

« M. Jean Lecanuet (CDS). - « Le président de la République a eu raison de remercier tous ceux qui contribueront à la victoire du « oui », conscient qu'il n'est pas en mesure, en l'état présent de l'opinion, d'en être le meilleur avocat. »

Comment la SOFRES a choisi les participants à l'émission

Le panel de quatorze Français sélectionnés par la SOFRES pour l'émission de TF1, qui comprenait notamment deux agriculteurs et trois enseignants, aucun sympathisant du Parti communiste, du Front national et des Verts, a pu surprendre. En fait, sa composition n'a pas privilégié les traditionnels clichés socio-économiques et politiques dont il aurait été difficile de rendre compte, selon M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de l'institut de sondage, « compte tenu de l'étrangeté de l'échantillon retenu ».

En effet, les échantillons considérés comme représentatifs par la SOFRES lorsque celle-ci procède à une enquête d'opinion nationale sont de l'ordre du million de personnes, sur la base de critères naturellement impossibles à réunir pour sélectionner quatorze personnes. La SOFRES a donc mis en avant la « logique référendaire », le clivage entre le « oui » et le « non », et la « logique de questionnement », la qualité des questions posées au président de la République.

Un effet de distorsion

Une présélection de trois cents personnes a d'abord été effectuée il y a une dizaine de jours, sur le critère du vote du 20 septembre et sur celui, plus prosaïque, de la disponibilité pour l'émission de TF1. A partir d'un groupe de 80 présélectionnés, Guillaume Durand et la SOFRES ont choisi vingt personnes s'exprimant aisément, équilibrablement réparties entre le « oui » et le « non », et dont les questions rendaient compte, selon eux, de la diversité de celles de l'échantillon de départ. M. Jaffré a précisé que le secteur agricole avait été privilégié, compte tenu de l'importance de la crise agricole, directement liée à la construction communautaire.

Le directeur des études politiques de la SOFRES a expliqué le sur-représentation de Gérardon Ecologie au sein du panel (trois sur quatorze) en précisant que, selon lui, les participants au débat expriment avant tout une sympathie pour « l'écologisme ». La mention des appartenances politiques avait été demandée par Guillaume Durand. Il a enfin indiqué qu'un des participants, qui s'était initialement présenté comme sympathisant du Front national, avait finalement décidé de se déclarer proche de la droite modérée, aggravant ainsi l'effet de distorsion de la représentativité politique.

Pour votre culture, CinéCINEFIL diffuse le meilleur du 7ème art, 7 jours

La chaîne dont rêvent tous les amoureux du cinéma existe

Émission 7 jours sur 7 sur le câble, CinéCineFil propose plus de 150 films par an, principalement du cinéma d'auteur, des grands classiques, des versions originales...

En élargissant des débats occupés antérieurement, en diffusant des documentaires inédits sur l'histoire du cinéma ou des portraits de personnalités du 7ème Art, CinéCineFil affirme sa vocation de cinémathèque à domicile.

Actuellement, seuls les studios abonnés au câble ont le privilège d'accéder aux programmes de CinéCineFil.

C'est pourquoi autour lui à la culture, c'est juste un peu d'espace.



- « Du 7 au 13 septembre »
- « La Peste du Diable », d'Anthony Mann (1950)
- « Les Deuxième Nuit », de Georges Lacombe (1953)
- « L'Affaire Giscard », de Joseph L. Mankiewicz (1952)
- « Première de Cécile », de Louis Daguerre (1943)
- « Eau », de Joseph L. Mankiewicz (1950)
- « La Vérité sur Bébé Dong », de Henri Decoin (1952)
- « Tendresse », de Georges Stevens (1948)
- « Les Amants du Montparnasse », de Jacques Becker (1958)
- « Document : Avec Buster Keaton, De l'enfance aux premières grandes réalisations »
- « Actualité Eclair : du 7 au 13 septembre de 1939 à 1962 »

Pour en profiter, COLLEZ CETTE IMAGE SUR VOTRE ÉCRAN. Pour un plus grand plaisir, ABONNEZ-VOUS.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Maisons évacuées à Bastia et 300 hectares détruits

Une centaine de feux de forêt ont éclaté en Haute-Corse

Une centaine de mises à feu, dont une bonne partie seraient d'origine criminelle, ont été enregistrées vendredi 4 septembre en Haute-Corse, où près de 300 hectares ont été détruits. Dans la ville de Bastia, noyée dans la fumée par un incendie de maquis, plusieurs centaines d'habitants ont dû être temporairement évacués de leurs immeubles. Dans la région de Calvi, les villages de Speloncato, Belgodère et Ville-di-Paraso ont été entourés par les flammes plusieurs heures durant. Les populations de ces villages n'ont toutefois pas été évacuées, excepté les personnes intoxiquées par la fumée. Dans la soirée de vendredi, une quar-

taine de feux étaient encore actifs. Selon la cellule de crise de la préfecture de Haute-Corse, la situation devait rester « préoccupante » une grande partie du week-end, en raison notamment de la force du vent, dont les rafales, atteignant par endroits 130 kilomètres heure, entravaient considérablement le travail des Canadair et des Tracker. Aux sept cents sautoyeurs déjà sur place devaient s'ajouter, samedi 5 septembre, environ deux cents personnes venues du continent. Le vent, toutefois, avait faibli samedi en fin de matinée, permettant une amélioration de la situation.

Dans un communiqué publié vendredi soir, le ministre de l'intérieur et de la sécurité publique,

M. Paul Quilès, a déploré qu'« une fois encore la Corse a été le théâtre d'incendies d'origine criminelle ». Soulignant que « leur caractère simultané et leur dispersion géographique systématique sont les indices d'une démarche délibérée », le ministre a demandé « l'engagement d'importants moyens en renforts nationaux pour appuyer la dispositif mis en œuvre localement ». Le communiqué précise que ce potentiel a été porté à dix avions bombardiers d'eau, trois hélicoptères bombardiers d'eau, quatre Puma pour le transport de commandos hélicoptères et neuf sections des unités d'intervention de la sécurité civile.

Le mythe de l'incendiaire

Un incendie de forêt sur dix seulement est d'origine criminelle. Pourtant, dès que l'été ravive les feux de maquis et de pinèdes, le fantasme du pyromane renaît, tenace. « Quelqu'un a vu le prétendu incendiaire s'enfuir à bord d'une voiture immatriculée 75 » ou en Allemagne (l'incendiaire est toujours un « étranger » venu du « Nord »). Il serait à la solde de promoteurs immobiliers ou du terrorisme proche-oriental — le soupçon varie selon les époques. L'ami d'un ami l'aurait repéré, le regard tourné, au milieu de pompiers volontaires, jouissant du spectacle de son forfait.

L'incendiaire est un bouc émissaire idéal. Il aboutit par avance ceux dont la mission est de prévenir les feux de forêts. Il exorcise les pompiers de leur impuissance, les maires et les préfets de leur imprévoyance, les forestiers de leurs insuffisances... Le fantasme du pyromane omniprésent et insaisissable est d'autant plus ancré dans l'inconscient populaire que les civilisations primitives ont toutes attribué à la première flamme une provenance surnaturelle, inexplicable, comme la montre l'anthropologue britannique Frazer dans *Mythes sur l'origine du feu*. Voilà pourquoi, lorsque dans la région de la Corse, les Landes ou le Midi, on parle de l'incendiaire, neuf fois sur dix sans raison.

Un tiers des feux répertoriés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur sont dus à des travaux forestiers ou agricoles — c'est dire que le mythe de l'incendiaire vanu d'ailleurs est insensé : 11 % des feux qui sévissent dans la région sont le fait d'actes de malveillance, auxquelles on doit 15 % des surfaces incendiées. La fable la plus récente, qui attribue à des promoteurs immobiliers en mal de terrains constructibles la responsabilité de gestes criminels, n'a pas de réalité. « Des études très poussées ont été menées pour vérifier ce qu'il en est, confirme M. Philippe Michaut, chargé de mission à la direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur. Leurs conclusions sont négatives. »

Il n'empêche que cette fable-là et quelques autres ont vieilli, au grand mécontentement des spécialistes de la lutte contre les incendies, pour lesquels évaluer le rôle des pyromanes, c'est minimiser la cause essentielle — et de loin (42 %) — des feux de forêts : l'imprudence.

Pompiers-pyromanes

Le pyromane serait à l'incendiaire ce que le kleptomane est au voleur. Un maniaque. Dans le cas de la Haute-Corse, d'où part un feu d'été sur trois, il s'agit d'incendiaires au sens propre, qui mettent le feu au maquis pour y tracer un chemin à leurs troupeaux. Hormis cas mis à feu « utilitaires », la distinction pyromane-incendiaire n'est pas toujours commode. Le code pénal ne s'y risque pas. Et les psychologues hésitent à en faire des catégories à part. Comme l'explique le docteur Louis-Paul Roure, expert auprès de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, l'incendiaire est souvent travaillé par des pulsions qui l'apparentent à un pyromane. Les cas limites sont fréquents.

L'incendiaire-pyromane, disent les psychiatres, est un être frustré, sinon frustré, qui tente de se grandir à ses propres yeux. C'est



un dépressif qui agit souvent sous l'emprise de l'alcool et éprouve une pitié pervers au spectacle de sa faute, plaisir à forte coloration sexuelle.

La figure emblématique de l'incendiaire est l'anti-héros du *Faust* d'Or de Mishima, qui, retranché dans sa solitude, confie à une prostituée quelque temps avant son crime : « Ici un mois — ou, un mois — on parlera beaucoup de moi... Souviens-toi alors de moi... » Les « forces des ténébreuses » qui l'incitent à passer à l'acte ne tiennent pas seulement à sa vanité d'incendiaire social, mais à un dérèglement plus intime. Ces fureurs de la personnalité expliquent que les tribunaux absolvent une forte proportion d'incendiaires en les déclarant irresponsables (cette proportion varie d'un quart à la moitié, selon les études, éparpillées, dont on dispose).

Sur dix-huit affaires judiciaires recensées récemment par M. Jean-Pierre Bellot, substitut général à Aix-en-Provence, neuf avaient pour protagonistes des pompiers ou des parents de pompiers. Pompiers volontaires le plus souvent, anciens pompiers ou candidats pompiers dont les offres de service avaient été refusées.

Certains pompiers volontaires se muent en incendiaires afin de toucher la prime qui rémunère leurs services. Selon le grade, cette prime oscille autour de 50 F par heure. Lorsqu'un feu de forêt résiste plusieurs jours, les 3 000 ou 4 000 F sont facilement atteints.

Le plus symptomatique chez les pompiers-pyromanes, ce n'est pas l'appât du gain, marginal sur le nombre. C'est le passage à l'acte et ce qu'il révèle de la psychologie des incendiaires. Le feu aime certaines personnalités au point de susciter chez elles une vocation de combattant du feu. La plupart en restent là, surmontant facilement, s'ils en souffrent, leurs dans mortelles. Un petit nombre n'y résistent pas. Par son ambivalence, leur fascination pour le feu prouve à quel point la frontière est ténue entre le normal et le pathologique.

A en croire les statistiques de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, les feux dus à la malveillance ne brûlent généralement que de petites surfaces. Comme si les gens de la terre qui, le plus souvent, les provoquent pre-

naient soin de limiter les dégâts. En Haute-Corse, où la plupart des incendies ont une origine pastorale, les poursuites judiciaires sont quasi inexistantes. La figure grise est presque impossible à établir. « Quant à trouver des témoins prêts à déposer... », soupire le colonel Antoine Battesti, directeur des services d'incendies et de secours du département.

C'est pourquoi, si l'on entend beaucoup parler d'incendiaires d'été, les procès se font rares l'hiver venu. Début janvier, néanmoins, le tribunal de Poitiers a condamné lourdement un RMiste qui, le 28 août 1991, avait provoqué en état d'ivresse l'incendie de 90 hectares du champ de tir de Montmorillon (Vienne). Dix-huit mois d'emprisonnement, dont douze avec sursis, lui ont été infligés. C'est la première fois, semble-t-il, qu'a été appliquée une loi de 1987 qui permet à l'administration d'obtenir d'un condamné le remboursement des frais auxquels son geste l'a exposé. Dans ce cas précis, plus de 117 000 F pour cinquante heures d'intervention menées par cent vingt hommes à bord de trente-deux véhicules...

L'appel du feu se propage dans les esprits fragiles aussi sûrement que dans un sous-bois surchauffé. La pyromanie est une maladie contagieuse qui incite les « esprits fêlés » à passer à l'acte, observe le colonel Gérard Girard, directeur du centre inter régional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile (CIRCOSC) installé à Velabre, près d'Aix-en-Provence.

« Lorsque la télé montre des incendies de forêts et des Canadair en action, j'enrage, avoue-t-il. Je sais que ces images vont redoubler les départs d'incendie. Le 31 juillet 1989, des feux spectaculaires ont éclaté en Corse : le lendemain, ce brûlait partout dans le Sud-Est... »

Dans la *Psychanalyse du feu*, Bachelard ne dit pas autre chose : « Un incendie détermine un incendiaire presque aussi facilement qu'un incendiaire allume un incendie. » Il dit aussi que « le feu couve dans une âme plus sûrement que sous la cendre ». De tous les faits divers de l'été, les incendies sont, pour cette raison, ceux qui émeuvent le plus les imaginations. Peut-être parce qu'ils raniment une fascination très archaïque et très anxiogène au fond de chaque individu.

BERTRAND LE GENDRE

POLICE

Une Europe de la sécurité

Suite de la première page

Aussi les quatre ministres français et allemands ont-ils fait le déplacement de Strasbourg pour souligner que cette Europe de la sécurité est bel et bien en marche. Avec un objectif somme toute limité : le lancement officiel d'une équipe de quinze policiers européens qui, sous présidence allemande, se consacreront d'étudier les modalités d'action de l'Office européen de police, dont l'entrée en phase opérationnelle est prévue pour janvier prochain.

Encore les premiers pas d'Europol devront-ils suivre un chemin étroitement balisé : le traité de Maastricht a annoncé la création de l'« Office européen de police (Europol) » en précisant qu'il « se limitera à un système d'échanges d'informations ». Dans un premier temps, l'Office se cantonnera aux informations intéressant le trafic de stupéfiants, et son existence dépendra d'une convention internationale qui devra recevoir l'agrément ministériel des Douze. On est donc loin du modèle d'une police fédérale, souhaitée par l'Allemagne, qui aurait exercé des missions opérationnelles, à l'instar du FBI américain. Les policiers d'Europol ne meneront pas d'enquête, mais s'en tiendront à la mise en commun d'informations entre les polices communautaires.

Coopération renforcée

Cette prudente mise en route d'Europol n'en marque pas moins une première application des innovations apportées par Maastricht au traité de Rome. Les domaines de la police et de la justice figurent désormais parmi les « questions d'intérêt commun » traitées par la coopération intergouvernementale : « la politique d'asile, les règles régissant le franchissement des frontières extérieures (...), la politique d'immigration et la politique à l'égard des ressortissants des pays tiers (...), la lutte contre la toxicomanie (...), la coopération judiciaire en matière pénale, la coopération douanière, la coopération policière en vue de la prévention de la lutte contre le terrorisme, le trafic illicite de drogue et d'autres formes graves de criminalité internationale (...) en liaison avec l'organisation à l'échelle de l'Union d'un système d'échanges d'informations au sein d'un Office européen de police (Europol) ».

Aux yeux du ministre de l'intérieur français, M. Quilès, Europol constitue ainsi « l'embryon d'une police européenne ». De ce point de vue, l'installation de l'équipe Europol à Strasbourg constitue un passage pour la France, puisque ses policiers travailleront sur le site qui, dans la banlieue de Neufahr, abrite déjà le Système d'information Schengen (voir encadré). Il

n'est pas sûr que cette synergie suffira à accélérer la signature et la ratification de l'accord de Schengen par l'ensemble des Douze, tant les sensibilités nationales et les oppositions demeurent vives.

L'Europe de la sécurité intérieure est visée par deux sortes d'inquiétudes. Les unes émanent des défenseurs des droits de l'homme, qui redoutent l'alignement des politiques de l'immigration et du droit d'asile sur les pratiques policières des pays les moins accueillants aux migrants et aux étrangers. Les associations sont peu rassurées par les garanties présentées par le traité de Maastricht, qui s'inscrit dans le cadre de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et de la convention relative au statut des réfugiés.

Le retard de l'Europe judiciaire

Le second volet de critiques a été énoncé, dès décembre 1991, dans un rapport du Sénat français (1) : la liberté de circulation dans l'espace européen provoquerait un afflux de réfugiés et d'immigrés clandestins profitant des failles du système, tandis que l'Europe nouvelle créerait un appel d'air à la délinquance et à la criminalité.

Autant de débats qu'il est difficile de trancher, en l'état actuel d'avancement des dossiers. Quelques idées simples méritent cependant d'être rappelées. S'agissant du « déficit de sécurité », les réalités sont beaucoup plus contrastées qu'il n'y paraît : les « patrons » des polices criminelles des Douze, réunis en mai à Strasbourg, ont ainsi noté que la délinquance est à la hausse constante dans les pays d'Europe depuis une quinzaine d'années, et que le crime organisé (drogue, racket, terrorisme, fraudes économiques et financières) n'a pas attendu Maastricht pour jouer à saute-joint.

ÉRICH INCIVAN

(1) Rapport de la commission sénatoriale chargée d'examiner « la mise en place et le fonctionnement de la convention d'application de l'accord de Schengen », Sénat, 11 décembre 1991.

Bunker informatique et frontière électronique STRASBOURG

de notre envoyé spécial

Le cœur informatique de l'Europe des polices bat derrière ces grilles et ces barbelés, au sous-sol d'un bunker enfoui dans les sous-sols de cette paisible banlieue strasbourgeoise de Neuhof. Pièce maîtresse de l'accord signé le 19 juin 1990 à Schengen (Luxembourg) par huit pays (1), ce système informatique constitue, à ce jour, le dispositif européen de sécurité le plus élaboré.

D'une capacité gigantesque, ce fichier central rassemble et connecte les données informatiques, contenues dans chaque fichier national, des polices des Douze sur les étrangers déclarés « indésirables » (après un refus d'admission dans un des États-membres), les personnes recherchées, ou encore les objets (billets, papiers d'identité, véhicules) volés. Une dizaine de millions de personnes, ainsi que des objets ou des papiers d'identité en nombre encore plus grand, seront ainsi recensés (2).

Faut-il y discerner, comme l'a fait le ministre français, « un dispositif de frontières électroniques pour l'Europe » ? Toujours est-il que, de Malaga à Frankfurt-sur-l'Oder, tout policier européen pourra consulter les fichiers du Système d'information Schengen (SIS) sur un terminal informatique. En moins de cinq minutes, assurant les promoteurs du système, il obtiendra ainsi les informations sur la personne suspectée. De sorte que chaque policier français accèdera à une masse d'informations trois fois plus importante, en volume, qu'à l'heure actuelle. En écho à son homologue allemand, M. Quilès a estimé que « l'Europe sera dotée de frontières extérieures qui seront beaucoup plus hermétiques et plus sûres ».

E. IN.

(1) Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, La Grèce et un statut d'observateur.

(2) La convention d'application de Schengen a prévu un régime européen de protection des données comparable à celui existant à l'échelle française avec la Commission nationale informatique et libertés.

Le Monde LES FINS D'EMPIRES



Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Le feuilleton de l'été disponible en un seul volume

NUMÉRO SPÉCIAL 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'HERMÈS Editeur T.8. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur CONTRAT ET RELATIONS DU TRAVAIL

par Claude ORLIAC

Diffusion MEDILIS SA 9 rue Séguier 75006 PARIS

Blanc-Nez
Gris-Nez
péril
les touristes

lle-et-Vilaine am

Le Monde

HEURES LOCALES

Blanc-Nez et Gris-Nez au péril des touristes

Avec l'ouverture du tunnel sous la Manche, le sauvetage des caps du Pas-de-Calais, déjà fort dégradés, est urgent. Le Conservatoire du littoral lance une souscription publique pour acheter ces sites



E. S. 3019. GRIS-NEZ (P.-de-C.)
Donateurs en observation au Four à Bonnets

ESCALLES
de notre envoyé spécial

M. MARCEL CARON, un ancien cultivateur de soixante-dix-neuf ans, est fier de diriger la commune d'Andinghem. Sur son territoire se dressent le cap Gris-Nez, sorte de vigie soufflée par le vent, qui veille sur l'un des détroits les plus fréquentés du monde. Par temps de brume, la sirène du Crossman (Centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage de la Manche) lance son message déchirant. Mais par beau temps on aperçoit la ligne blanche des falaises britanniques.

Alors les touristes se pressent. Déjà cinq cent mille par an, dont les voitures et les cars submergent les parkings. Les hôtels, campings, restaurants et gîtes ruraux de la commune profitent évidemment de ce pactole qui indirectement alimente aussi le budget municipal.

M. Caron, qui se souvient de l'état de sa commune au lendemain de la dernière guerre, se félicite de cette renaissance. Fortifié par les Allemands, le cap avait été littéralement labouré par les bombardiers alliés, qui y avaient laissé trente mille crânes. Les trois quarts des habitants avaient dû s'exiler. C'est le tourisme qui a sauvé Andinghem, où vivent aujourd'hui cinq cent

quatre-vingts habitants. Mais le maire est préoccupé.

Avec l'ouverture du tunnel sous la Manche, à 12 kilomètres d'ici, et la construction d'une rocade littorale, la fréquentation du cap va doubler, peut-être tripler. Déjà des caravanes plantées à demeure sur des bords de falaise, des villas, des logements et des parkings plus ou moins sauvages ont commencé à « manger » le site. Comment encaisserait-il un nouvel afflux ? M. Caron sait qu'il n'a pas les moyens de maîtriser la marée touristique et ses conséquences prévisibles.

Des cabanons dans les dunes

Le maire d'Escalles, un peu plus au nord, où se trouvent le cap Blanc-Nez et la montagne de débris extraits du tunnel, se sent encore plus démuné avec ses trois cents habitants. Celui de Wisman (mille deux cents âmes), dont la longue plage de sable s'étend entre les deux caps, n'est pas plus fier. Des dizaines de cabanons se sont construits en toute illégalité dans les dunes et il n'en peut mais. Pourtant toute la zone des

caps avait été rangée, il y a déjà une dizaine d'années, dans les grands sites nationaux à réhabiliter. En 1980, M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'environnement et du cadre de vie, avait parcouru la côte et proposé aux collectivités locales de partager moitié les charges d'un nettoyage général doublé d'une mise en valeur (le Monde des 20 mars et 14 août 1980). Effectivement, on a classé les caps, enterré les lignes électriques et dissimulé quelques



décharges. Mais le mitage a continué. Force est restée au droit de propriété. A la demande même des autorités régionales, le Conservatoire du littoral n'est pas resté inac-

tif. Depuis 1976, il a acheté près de 2 000 hectares sur le littoral du Pas-de-Calais. Ce département est ainsi le troisième de France pour le linéaire côtier soustrait aux convoitises des constructeurs. Dans la zone des caps, le conservatoire a réussi à acquiescer ici et là, au gré des opportunités, une dizaine de parcelles totalisant environ 140 hectares. Face à une pression touristique qui risque de tripler, cette politique du coup par coup apparaît aujourd'hui comme un tigre de papier. Selon une étude réalisée l'an dernier par la région Nord-Pas-de-Calais, le sauvetage et la reconquête des caps exigent désormais une appropriation massive du littoral par la puissance publique.

Appel au mécénat

Telle est la première étape du projet baptisé Cap 93. Sur les communes d'Escalles, de Wisman et d'Andinghem, le conservatoire a l'ambition d'acquiescer 300 hectares supplémentaires. A l'amiable et possible, puis, si nécessaire, par déclaration d'utilité publique et expropriation. Dans la région, on ne le crie pas sur tous les toits, mais un certain nombre de caravanes-ventouses devront reprendre la route, et surtout quelques « chalandonnets » et même deux ou trois villas, qui sont autant de verrues sur

le nez vert des caps, seront passées au bulldozer.

Entre les acquisitions et les travaux de remise en état, il en coûtera une vingtaine de millions de francs sur quatre ans. A titre de comparaison, le devis de réhabilitation de la pointe du Raz s'élève à 36 millions de francs.

Sollicités d'intervenir tout au long des 5 500 kilomètres du littoral métropolitain, les responsables du conservatoire mesurent les limites de leur budget (environ 100 millions de francs en 1992). Ils ont pris le parti d'en appeler au mécénat et même à la tirelire des Français. Pour le sauvetage des caps du Pas-de-Calais, ils ont lancé, avec l'aide du quotidien régional *La Voix du Nord*, une souscription publique (1). L'envoi d'un modestes chèques de 100 francs permet l'achat de 40 mètres carrés de littoral.

En vérité, tout le monde s'y met. La région et le ministère de l'environnement débloquent quelques crédits pour la restauration du paysage. Les espaces devenus publics sont gérés par le département et surveillés par des gardes engagés par les communes. L'association Rivières propres continuera, comme elle le fait jusqu'ici, à nettoyer la côte avec l'appui de matériels et d'employés municipaux. M. Marcel Caron et ses collègues sont impressionnés par cette mobilisation générale. Cette fois, la reconquête du Blanc-Nez et du Gris-Nez paraît avoir de meilleures chances de réussir qu'il y a douze ans.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) Souscription Opération Gris-Nez. Les chèques sont reçus au Conservatoire du littoral-Fondation de France, 8, rue du Peix-d'Amour, 62200 Boulogne-sur-Mer.

La décentralisation à l'épreuve des déchets

A VANT qu'elle trouve son point d'équilibre, la gestion des affaires publiques n'a fini pas d'osciller, en France, entre les décisions parisiennes et les solutions locales. Dernier exemple en date : celui de l'importation des ordures ménagères d'outre-frontière, qu'un récent décret de Mme Ségolène Royal, ministre de l'environnement, a brutalement interrompu (le Monde daté 30-31 août).

Motif invoqué : les Allemands mêlent leurs déchets hospitaliers aux braves détritus domestiques. Objectif réel : pousser l'Allemagne, puis les autres nations européennes à adopter la pratique du « chacun chez soi ». Mais, du coup, voici les collectivités locales des départements de l'est de l'Hexagone en porte-à-faux.

Sur la ligne bleue des Vosges, comme dans la plaine du Rhin, certaines villes ont osé construire de coûteux incinérateurs. Pour les rentabiliser, elles recevaient les déchets des villes allemandes, plus disposées à payer le prix de la destruction que les communes françaises, dont la plupart recourent encore à la mise en décharge, plus ou moins sau-

Linge sale familial

La communauté urbaine de Strasbourg a vu ainsi le contrat passé avec ses homologues d'outre-Rhin brusquement remis en question. Le maire de la cité alsacienne, M^{me} Catherine Trautmann, en a conçu quelque humeur. Et elle n'a pas manqué de s'en ouvrir lors du mini-sommet franco-allemand qui s'est tenu sur ses terres le 31 août (le Monde du 2 septembre).

Pour elle, la barrière du Rhin n'existe plus depuis belle lurette. Son conseil municipal tient des séances communes avec celui de Kehl, de l'autre côté du pont. Laissez-nous laver notre linge sale en famille, dit-elle en substance, sinon la décentralisation n'a plus de sens.

M^{me} Ségolène Royal n'a pas cédé. Pour elle, la politique européenne des déchets ne se fait pas (seulement) sur les bords du Rhin. Les incinérateurs français doivent brûler d'abord des ordures « made in France ». N'en déplaise aux communes de l'Est qui ont investi dans des équipements.

M. A.-R.

L'Ille-et-Vilaine aménage son territoire

Profitant de la modernisation du réseau routier, le conseil général a incité les communes à se regrouper pour accueillir des entreprises

RENNES
de notre envoyée spéciale

LE GRAND-FOUGERAY n'est pas une pittoresque bourgade bretonne, juste un chef-lieu de canton rural aux confins des départements de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique. Sans charme particulier, hormis son donjon médiéval, mais pas sans atout. La nationale 137, une de ces autoroutes gratuites dont s'est doté l'Ouest de la France il y a dix ans, dessert les quatre communes du canton. Depuis que cette « quatre voies », reliant Rennes à Nantes, a attiré dans cette campagne vallonnée quelques entreprises et du travail, la vie a changé.

Au Grand-Fougeray, qui abrite la moitié des quatre mille habitants du canton, une école publique vient d'être construite. La municipalité a acquis un restaurant et envisage d'investir dans un hôtel. Le camping est prévu, à côté d'un centre sportif tout neuf. Les maisons à l'abandon ont été remises en état pour accueillir les nouveaux arrivants. Les commerçants ont repris espoir. Il n'est plus question de voir partir la gendarmerie ni la perception. Ce pays obstinément tourné vers l'agriculture, malgré la pauvreté de sa terre, était naguère passé à côté du développement apporté par le chemin de fer, dont a bénéficié la ville proche de Redon. Pas question cette fois de manquer le virage de l'essor routier.

Un exemple bien choisi de l'efficacité de la « politique des échanges » prônée par M. Pierre Méhaignerie (CDS), président du conseil général d'Ille-et-Vilaine

depuis 1983. Ici, la greffe a bien pris : un cimetière de produits frais d'une chaîne de distribution s'est installé en premier, d'autres ont suivi, notamment une entreprise moderne de production de circuits imprimés. Déjà plus de trois cents emplois ont été créés depuis 1988.

« Lors de la construction de la voie express, chaque commune réfléchissait au profit qu'elle pourrait en tirer et était prête à entrer en concurrence », se souvient M. Alain David, adjoint au maire du Grand-Fougeray. C'est alors que le conseil général a proposé de nous aider. En contrepartie, il nous a demandé de nous regrouper. » Ainsi les quatre communes ont-elles pu participer à l'aménagement de la zone d'activité, elles attendent désormais de se répartir les recettes de la taxe professionnelle (1). Une méthode que M. Alain David qualifie de « géniale ». Cet homme reconnaissant admet d'ailleurs partager la sensibilité politique de la majorité départementale. Il est aujourd'hui président du syndicat intercommunal des quatre routes.

Solidarité entre cités

En fait, l'ensemble du département a opté pour la solidarité entre cités. Sur trois cent cinquante communes, environ trois cents adhèrent actuellement à un syndicat. Dans certains regroupements, les élus se contentent de leur rôle pour la gestion d'une zone d'activités.

D'autres s'impliquent davantage, allant jusqu'à se partager toute taxe professionnelle à l'échelon du canton. « Je conçois l'Ille-et-Vilaine comme un département-ville de huit

cent mille habitants, composé de quatre cents quartiers », avait dit, il y a quelques années, M. Pierre Méhaignerie, maire de Vitré, ancien ingénieur du génie rural. La formule a fait mouche, les élus la répètent aujourd'hui à l'envi.

Muscler la capacité de réponse

Et dans l'avenir, « l'Ille-et-Vilaine est riche. La loi sur les communes de moins de 2 000 habitants leur a imposé la difficulté », affirme M. Alain de Bouteiller, directeur général des services départementaux. Ses collaborateurs sillonnent en ce moment la campagne, informant, faisant de convaincre, simulacres fiscaux à l'appui, du bien-fondé des nouvelles dispositions législatives.

L'origine de la réflexion départementale remonte à 1987, avec la modernisation et l'accélération de l'équipement routier. Le conseil général décide alors de favoriser, à coups d'aides financières substantielles, l'émergence de solides espaces d'activités économiques auprès de chaque échangeur important. Une démarche logique pour qui souhaite diffuser le développement, mais non dénuée de risques. L'équipe de M. Pierre Méhaignerie, relayée par ID 35, une agence chargée de prospecter en direction des entreprises sur le territoire français et au-delà, a beau promettre qu'à l'horizon 1997, le moindre village se situera à moins de trente minutes de Rennes, il n'est pas toujours aisé de persuader un industriel de s'installer loin de la préfecture.

Dès lors, des regroupements s'imposent afin de « muscler la capa-

cité de réponse des élus locaux », selon l'expression de M. de Bouteiller. L'intercommunalité s'est engagée d'autant plus rapidement que le département a créé dès 1988 un nouveau sigle : la DCDI (direction départementale de coopération intercommunale) accompagnée d'une ligne de crédit spécifique de 10 francs en moyenne par habitant. Il en a coûté environ 6 millions de francs au département en 1991. Une somme que M. de Bouteiller estime pas considérable mais, modulée en fonction des besoins locaux et libre d'utilisation, elle a grandement contribué à bousculer les susceptibilités de clochers.

Action sociale, animation culturelle, sportive, environnement, la solidarité doit pouvoir progresser dans tous les domaines. Au-delà des enjeux économiques, c'est bien d'aménagement global du territoire que le conseil général entend se saisir. Les villages doivent parvenir à unir leurs forces afin d'offrir des services comparables à ceux de la ville, il y va de leur survie.

MARTINE VALO

(1) Dans la région Bretagne, la plupart des entreprises ont droit à une exonération de la taxe professionnelle durant les cinq années suivant leur installation.

Le Monde DOSSIERS

SEPTEMBRE 1992

Premier dossier

10 ans de décentralisation

Les lois de décentralisation de 1982 ont transféré une part du pouvoir central aux élus. Chaque échelon territorial a été alors investi de missions précises, mais, en dix ans, la pratique s'est compliquée et le partage des pouvoirs n'est pas toujours très clair.

Deuxième dossier

Petits commerces et grandes surfaces

Le consommateur français a le choix : des grandes surfaces aux commerçants du coin en passant par les centres commerciaux, les marchés, les discounters ou les supérettes, le paysage commercial tricolore est moderne et divers. Mais le marché se sature, les gros se mangent entre eux et les petits ne résistent pas partout.

Et aussi, dans ce numéro, « Les clés de l'info ». Au sommaire : le budget, les vendanges, le référendum, les élections sénatoriales, Christophe Colomb, l'Afghanistan, la Somalie, la force d'intervention de l'ONU, la réglementation de la chasse...

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

HEURES LOCALES

REPÈRES

AQUITAINE

Réductions
SNCF
pour les étudiants

POUR la deuxième année consécutive, les étudiants résidant en région Aquitaine peuvent bénéficier d'une réduction de 30 % sur les trajets en train entre leur domicile et le lieu de leurs études, qu'il s'agisse d'université, d'IUT, ou des classes préparatoires aux grandes écoles. Le conseil régional d'Aquitaine a réactualisé un accord avec la SNCF aux termes duquel la collectivité finance 80 % du coût de l'opération et la SNCF les 20 % restants.

Il suffira aux étudiants d'acquiescer, au prix de 100 F, une carte spéciale Aquitaine Étudiants, qui donne droit à la défranchise gratuite par la SNCF, d'un abonnement « Modulopass », avec lequel ils pourront acheter des billets à demi-tarif. Inaugurée en février 1992, l'opération a déjà bénéficié à quatre mille étudiants au cours de l'année universitaire passée.

Les cartes Aquitaine Étudiants, valables jusqu'au 30 septembre 1993, sont en vente au Centre d'information Jeunesse d'Aquitaine (CJIA, 125, cours d'Alsace-Lorraine, à Bordeaux), ainsi que dans des points relais dont la liste est communiquée par Minitel (3615 TOP CJIA).

BOURGOGNE
Communauté
de communes
en Côte-d'Or

VINGT-CINQ communes rurales du canton de Pouilly-en-Auxois, déjà unies dans un Syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM), ont décidé de former une communauté de communes de l'Auxois-Sud, à compter du 1^{er} janvier 1993. M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, est venu, mardi 1^{er} septembre, manifester son soutien à des maires qui « confirment avec éclat une volonté collective de faire de la solidarité le moteur du développement économique ». Il s'agit du second exemple de regroupement, après la communauté du Val-d'Ost dans le Morbihan (le Monde daté 19-20 juillet), depuis la publication de la loi d'orientation du 6 février 1992.

Le principal objectif de la structure intercommunale, qui représente quelque 5 000 habitants, est de favoriser le développement économique en suscitant des implantations d'entreprises sur la ZAC des portes de Bourgogne, situées à proximité de l'échangeur de l'autoroute A 6, à Pouilly.

Cette communauté de communes, promue par M. François Patriat (PS), maire de Chailly-sur-Armançon et conseiller général du canton, s'intéressera également au tourisme rural par l'aménagement et l'entretien des sentiers de randonnée.

BRETAGNE

Les Côtes-d'Armor
s'équipent pour lutter
contre les nitrates

À Pléven, dans les Côtes-d'Armor, vient d'ouvrir une importante unité de dénitration. Ce nouvel équipement témoigne de la volonté des élus de l'Ouest de lutter contre la pollution de leurs rivières par les engrais. La station, qui aura coûté près de 45 millions de francs, permet une filtration de l'eau au rythme de 2 200 mètres cubes par heure. Elle sera gérée par le syndicat de l'Arguenon, qui regroupe cent treize communes et dessert 150 000 habitants.

L'eau traitée provient d'un barrage de 11,5 millions de mètres cubes de capacité. Elle est d'abord décantée, puis plusieurs fois filtrée pour éliminer les matières organiques, supprimer les couleurs, les mauvais goûts et les pesticides. Ensuite, une unité spéciale « nitrates » agit sur les nitrates grâce à un procédé de traitement à base de résines échangeuses d'ions.

Les nitrates purifiés sont acheminés, grâce à une canalisation de 35 kilomètres, vers une usine de Saint-Malo, pour servir à la fabrication d'engrais.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Patrick Le Nen (Saint-Brieuc), José Lanzini (Toulon), Jean-Jacques Leroisier (Caen), Michel Lavéque (Poitiers), Chris Maiziat (Dijon) et Ginette de Matha (Bordeaux).

Un statut pour la filière sociale

Les décrets précisant les conditions d'emploi des 240 000 fonctionnaires des métiers médicaux et sociaux des collectivités sont enfin publiés

DES propositions gouvernementales en manifestations de blouses blanches « très en colère », en passant par de longues séances du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT), la saga du statut de la filière sociale aura marqué l'année scolaire 1991-1992. Ministre, syndicats de personnels et représentants d'employeurs, en l'occurrence les collectivités, chacun s'est efforcé, au cours de réunions marathons, d'amener dans son sens les propositions formulées dès le mois de septembre 1991 (le Monde daté 29-30 septembre).

Une longue aventure qui s'est, peut-être, achevée à la fin de l'été. Le Journal officiel du dimanche 30 août a en effet publié une liste de 37 décrets qui donnent un statut de fonctionnaire des collectivités territoriales aux quelque 250 000 agents qui exercent leurs activités dans le domaine social, médical et médico-technique. Des textes qui tiennent compte de la rénovation de la grille des classifications et des rémunérations des trois fonctions publiques (accords Durafour de 1990).

Revalorisations
de traitement

Après la publication de ces textes, ce sont donc la quasi-totalité des 1,2 million de fonctionnaires territoriaux qui disposent de véritables statuts, assure M. Jean-Pierre Sueur, secrétaire d'Etat aux collectivités locales (1). « Cette modernisation statutaire et la rénovation des métiers qui en découle va permettre aux collectivités locales de définir et de mettre en œuvre des politiques de qualité dans leurs différents domaines de compétence ».

Les dispositions des nouveaux décrets concernent 22 métiers diffé-

rents, tels que celui d'assistant social, d'infirmière, de puéricultrice, d'agent spécialisé des écoles maternelles, d'assistant de laboratoire, de vétérinaire, de médecin... Selon le ministre, les statuts ainsi définis doivent permettre à ces personnels « de bénéficier des garanties attachées au statut général de la fonction publique territoriale et de perspectives de carrière améliorées, ainsi que pour nombre d'entre eux de revalorisations de traitement ».

Ces textes entraînent la suppression de la catégorie D au sein de la fonction publique territoriale. Désormais les carrières débutent en catégorie C. D'après les propos du ministre et les calculs de la Direction générale des collectivités locales (DGCL), les agents sociaux, par exemple, nouveau cadre d'emploi qui regroupe les aides ménagères, les auxiliaires de vie et les travailleuses familiales, doivent bénéficier d'un reclassement dans des échelons supérieurs, soit un gain brut de plus de 1 000 francs par mois en fin de carrière.

Les auxiliaires de puériculture ainsi que les aides soignantes et les assistants dentaires doivent, à l'instar des agents spécialisés des écoles maternelles (ASEM), connaître une progression de leur traitement brut de fin de carrière, qui passerait de 7 500 à 8 500 francs par mois.

Les assistants sociaux, dont quelques-uns jouent le rôle de la mobilisation hivernale, spécialistes des actions de commando à destination des médias, avant de se trouver isolés de leurs camarades de travail, ne sont pas oubliés par la réforme. Avec les éducateurs spécialisés et les conseillers en économie sociale et familiale, elles sont reclassées dans un cadre d'emplois de la catégorie B, bénéficiant du nouveau classement indiciaire

intermédiaire (IB 322-638), soit un gain immédiat de près de 11 000 francs par an.

Dans quelques jours doivent être publiés deux autres décrets instituant un régime indemnitaire de référence. « Cela se traduira par une revalorisation significative des rémunérations accessoires par rapport à la situation existante », précise M. Jean-Pierre Sueur en donnant l'exemple des assistants sociaux territoriaux de premier grade dont la prime doit doubler en moyenne, puisqu'elle se situait entre 3 300 et 6 700 francs par an et qu'elle devrait s'établir dans une fourchette de 6 700 à 13 000 francs.

Des charges supplémentaires
pour les collectivités

Cette avalanche de textes va-t-elle satisfaire les personnels concernés ? Il est encore prématuré de s'avancer sur ce point, mais si des organisations syndicales se déclarent favorables. Du côté des employeurs locaux, le moment est maintenant venu de réviser les budgets provisionnels en tenant compte des nouveaux textes. « En tant que maire d'Orléans j'ai mesuré l'importance des charges nouvelles que cela représente pour une collectivité », note M. Jean-Pierre Sueur. Mais le secrétaire d'Etat estime que la modernisation de la fonction publique locale doit entraîner « un meilleur accès à des services de qualité pour l'ensemble de la population ».

(1) La construction statutaire a débuté en 1987 avec la filière administrative, pour l'échelon, il ne reste qu'à définir le cadre des politiques municipales. Mais ces textes dépendent des orientations retenues dans un projet de loi relatif à la police municipale qui doit être prochainement déposé au Parlement.

BLOC-NOTES

AGENDA

Genie urbain. - Les nouvelles techniques apportant des solutions efficaces aux besoins de qualité de vie, de sécurité, de préservation de l'environnement qui se posent dans les centres urbains. La deuxième Rencontre nationale du génie urbain rassemblera, mercredi 16 et jeudi 17 septembre à Marseille, élus, techniciens et industriels pour débattre de la « gestion coordonnée de la ville » et de « la gestion des risques urbains ».

Institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille, technopôle de Chateau-Gombert. Europe bâtiment C, 13013 Marseille. Tél : 91-05-50-00.

Développement régional. - Les systèmes d'information géographique pour la planification et le développement régional, ainsi que le rôle des ports dans le développement régional, sont les deux thèmes retenus par le Centre européen de développement régional (CEDRE) pour ces deux séminaires de rentrée. Ils sont organisés, respectivement, à Poitiers, le lundi 14 septembre, et à Lorient, les jeudi 17 et vendredi 18 septembre.

Renseignements au (16) 33-88-22-38-83.

Protection sociale des personnels. - La Mutuelle générale du personnel des collectivités locales (MGPL) organise, vendredi 11 septembre, au Futuroscope de Poitiers, un colloque ayant pour thème le régime indemnitaire et la protection sociale dans la fonction publique territoriale. La question de l'intégration des primes dans le calcul des pensions doit aussi figurer au programme de cette rencontre.

Renseignements au (16-1) 42-85-35-22.

Le commerce en centre-ville. - L'intégration du commerce en centre-ville doit être le thème de la seconde édition des Rendez-vous de l'urbanisme qui aura lieu à Paris, mercredi 18 septembre. Elus, commerçants, professionnels de l'urbanisme, promoteurs, représentants des organismes consulaires et des services techniques des maires doivent débattre du rôle du commerce dans la recherche de structuration et d'animation des espaces urbains.

Secrétariat général IMHOTEP 92, 67, rue de Richelieu, 75002 Paris. Tél. 42-61-61-81.

NOMINATIONS

M. Bernard Frau chargé d'une étude sur les estuaires. - Le maire de Grand-Couronne, ville de la banlieue rouennaise, M. Bernard Frau (Généraliste Ecologie), vient d'être chargé par le ministre de l'environnement d'une mission d'étude sur la situation écologique des grands estuaires français. M. Frau d'établir un diagnostic et de proposer des remèdes à la mise en cause des estuaires par les ports autonomes, les collectivités locales, les industries pétrolières et chimiques. Elle estime que cela « nuit à notre pays au moment où le gouvernement veut renforcer la protection des milieux aquatiques et lancer une véritable politique portuaire ».

[Né en 1947 en Tunisie, M. Bernard Frau est entré au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) après avoir travaillé en Australie puis au Sénégal. Ingénieur chez Jeumont-Schneider, il crée sa propre entreprise en 1981 et est élu conseiller municipal de Grand-Couronne en 1983. Maire socialiste de la ville, il rejoint l'Association pour la défense des familles de victimes, que nous avons rapportée, affirmant qu'il fallait être volontaire pour faire partie des Waffen-SS.

« En tant qu'ancien membre de la Mission militaire auprès des armées alliées détaché à la mission de déprogrammation des Alsaciens-Lorrains vers la Wehrmacht, je dois rétablir une vérité historique, assure M. René Neunteufel, de Dordogne. Contrairement à ce que dit M. Hébras, la Waffen-SS a enrôlé de force, à partir de la fin de 1943 et le début de 1944, bon nombre de jeunes Alsaciens nés en 1926 (classe 1946), dans les rangs de ses unités. Il est donc parfaitement faux de dire qu'il fallait être volontaire pour en faire partie. Néanmoins, M. Hébras est excusable de l'avoir ignoré ».

M. Jean Weick, du Haut-Rhin, confirme que « tous les jeunes Alsaciens nés en 1926, et mesurant 1 m 70 et plus, furent incorporés dans la Waffen-SS. Mon voisin en fut. Il rejoignit la division Das Reich. Il eut la chance de ne pas faire partie du bataillon qui commet les horribles et effroyables exactions d'Oradour. Mais comme beaucoup d'autres Alsaciens dans son cas, le troisième jour de l'engagement en Normandie, à la première occasion, il leva les bras et se rendit aux troupes alliées... Il y a presque cinquante ans que ces faits se sont passés et, sans vouloir ressusciter de dangereux souvenirs, il serait bon que la France sache enfin ce qui s'est réellement passé entre 1940 et 1945 en Alsace annexée et sous la botte nazie ».

M. Gérard Pic, de Dijon, qui souhaite « dissiper les idées entretenu depuis la fin de la guerre sur nos compatriotes d'Alsace », souligne qu'« une infime minorité de traitres, moins nombreux au demeurant que ceux qui se sont engagés dans la milice de Vichy, ont choisi de rejoindre les Waffen-SS. Ils ont été incorporés de force, sans d'ailleurs que le gouvernement Pétain ait émis la moindre protestation contre cette violation inouïe du droit des gens ».

M. Gérard Pic, de Dijon, qui souhaite « dissiper les idées entretenu depuis la fin de la guerre sur nos compatriotes d'Alsace », souligne qu'« une infime minorité de traitres, moins nombreux au demeurant que ceux qui se sont engagés dans la milice de Vichy, ont choisi de rejoindre les Waffen-SS. Ils ont été incorporés de force, sans d'ailleurs que le gouvernement Pétain ait émis la moindre protestation contre cette violation inouïe du droit des gens ».

M. Gérard Pic, de Dijon, qui souhaite « dissiper les idées entretenu depuis la fin de la guerre sur nos compatriotes d'Alsace », souligne qu'« une infime minorité de traitres, moins nombreux au demeurant que ceux qui se sont engagés dans la milice de Vichy, ont choisi de rejoindre les Waffen-SS. Ils ont été incorporés de force, sans d'ailleurs que le gouvernement Pétain ait émis la moindre protestation contre cette violation inouïe du droit des gens ».

DÉBAT

Des remèdes pour la Corse

par Emile Arrighi de Casanova

LA Corse a le triste privilège de se signaler périodiquement à l'attention de l'opinion, par des actes de violence dont elle est le théâtre et les motivations, supposées mafieuses, qui en fourniraient, désormais, l'explication. Que le gouvernement ait décidé de réagir en donnant aux autorités responsables les moyens de faire respecter la loi ne peut qu'être approuvé, d'autant qu'une opinion répandue, avec une ironie perfide, tendrait à accrédi-ter l'idée que le laxisme irait de pair avec l'insularité.

Mais croire qu'il suffirait de rétablir l'ordre pour extirper le mal reviendrait à confondre les effets et les causes. La déstabilisation de la Corse, si elle a des origines lointaines, en a deux plus immédiates : le sous-développement et la quête, aussi insistante qu'illusoire jusqu'ici, d'une insularité.

L'erreur communément répandue a été de croire que prise dans le tourbillon des flux touristiques, l'île y trouverait la manne providentielle de son décollage économique. Or l'expérience a révélé qu'étant passée, en moins de dix ans, d'une fréquentation estivale n'excédant pas la centaine de milliers de visiteurs, en majorité insulaires d'origine, à plus d'un million et demi, elle n'a trouvé en elle-même ni les ressources humaines, ni les capitaux pour maîtriser ce développement ; pas davantage pour se protéger contre la destruction physique et culturelle qu'il portait en germe ainsi que des combinaisons spéculatives immobilières et financières auxquelles il offrait un terrain susceptible de les favoriser.

Autant un tourisme étalé dans l'espace et dans le temps et, surtout, inséré dans un tissu diversifié d'activités, aurait été et reste un atout majeur, autant, sous sa forme actuelle, avec une suractivité de deux mois à laquelle succède la léthargie du reste de l'année, fait-il penser à ces remèdes de cheval qu'on administrerait à un organisme anémié et qui, après un sursaut factice et passager, le replongeraient dans l'état dont on prétendait le guérir.

Une économie
à diversifier

Aussi est-il urgent que le plan de développement et le schéma d'aménagement, dont la loi du 13 mai 1991 a confié la charge au Conseil exécutif et à l'Assemblée de Corse, voient rapidement le jour et que, jouant sur les ressources agro-sylvo-pastorales dont l'île est mieux dotée qu'on ne l'imagine, celles-ci deviennent le support de valeurs ajoutées, capables de stimuler les initiatives, de créer des emplois et d'ouvrir des débouchés.

A ces leviers de développement qui ne feraient, d'ailleurs, que renouer avec les traditions ancestrales, pourrait s'ajouter l'ouverture à des activités de pointe, telles que celles rassemblées à Sophia-Antipolis. Les succès spectaculaires enregistrés par cette technologie ne sont tributaires ni d'une tradition industrielle, ni de l'existence de ressources naturelles, mais de la volonté conjuguée de politiques, de scientifiques, d'universitaires et d'entrepreneurs jouant de la qualité du site et de son aptitude à attirer une densité exceptionnelle de matière grise. Ce qui a réussi sur la Côte d'Azur est envisageable en Corse, où les mêmes conditions sont potentiellement existantes et où la négociation d'un tutorat de Sophia-Antipolis pourrait faire office de catalyseur.

Diversifier l'économie ne serait cependant pas suffisant si n'était, en même temps, prise en compte la quête confuse mais insistante des Corse - les jeunes surtout - à être au nombre des acteurs d'un dessein qui balaise la désespérance, voire la révolte qu'engendre un sentiment d'impuissance face au rouleau compresseur de l'uniformité.

Une triple
ambition

L'insularité à ces deux caractéristiques, en apparence contradictoires mais en fait interdépendantes, d'être symbole d'enfermement et de déshérence. L'histoire mouvementée et à certains moments tragique des Corse en traduit tout à la fois le paradoxe et la réalité. En regard d'épisodes glorieux, la réponse au mal d'être insulaire passe, au-delà du nécessaire décollage économique, par la reconnaissance à la Corse du droit de tenir une partition spécifique dans le concert des bâtisseurs d'avenir.

La considération du présent, dans ses données géographiques et politiques éclairées par les legs du passé, conduit à suggérer de la placer en pointe dans trois domaines.

L'un concernerait la définition d'une politique européenne de l'insularité. Il n'est que temps de cesser de raisonner, dans ce domaine, en termes dérogatoires. L'insularité est un phénomène en soi, qui justifie un droit commun fiscal, économique et financier. La Corse pourrait servir de laboratoire pour en approfondir les données, dès lors que par sa situation, ses dimensions, la diversité de son relief et de ses sites, elle est un archétype de l'insularité. Elle aurait aussi vocation à être le lieu où s'élaborerait, sur ce sujet qui concerne, à des titres divers nos onze partenaires, échanges, réflexions et propositions.

Un autre toucherait aux problèmes de coopération. Située sur l'axe nord-sud, mêlée jusqu'à un passé récent à la vie de nombreux pays africains, elle est encore présente par des familles originaires de l'île dans plusieurs d'entre eux, perçues, non comme des résidus colonisateurs, mais comme héritières d'administrateurs de tous niveaux ayant eu le mérite d'un comportement compréhensif et fraternel. La Corse pourrait, en conséquence, être un support pour la formation des coopérants et une terre de rencontres et de recherches tendant à donner corps à l'Eurafric, en concertation avec la région continentale la plus proche : Provence-Alpes-Côte d'Azur où, d'ailleurs, l'implantation corse par son importance et son insertion dans les réseaux politiques et économiques est un nombre des forces dynamiques.

Un troisième, enfin, concernerait la défense de l'environnement. Réputée pour sa beauté, farouchement soucieuse de la préserver, tout en refusant le passivisme de l'immobilité, elle pourrait être un lieu d'expérimentation pour une politique conciliant respect des sites et développement, dont l'ébauche existe d'ailleurs au sein de son parc naturel régional. Dans tous ces domaines l'université de Corse pourrait conjuguer recherche et filières de formation. Les instances de la nouvelle collectivité territoriale, fixant les objectifs et inventoriant les moyens, devraient aussi mobiliser les forces vives, ce que devrait faciliter la mise en place de l'Assemblée consultative prévue par le nouveau statut avec des compétences élargies par rapport à l'ancien.

L'Etat commettrait une erreur fatale s'il considérait que, garant de l'ordre, il n'aurait qu'à accompagner le reste. Si le précédent statut de la Corse, imaginé en 1982 par Gaston Defferre, s'est, en définitive, soldé par un échec, c'est en grande partie parce que l'Etat, au lieu d'en soutenir et stimuler la mise en œuvre, a cru bon de se désengager. Désormais, instruit par l'expérience, il devrait adopter une attitude de partenariat avec les nouvelles instances insulaires, en particulier le Conseil exécutif, et jouer franchement le jeu de la mobilisation des moyens nécessaires à la réalisation des objectifs retenus.

Dans la situation où est la Corse, il n'y a certes pas de remèdes-miracles. Au moins existe-t-il des atouts permettant de ne pas considérer la désespérance comme inéluctable.

Emile Arrighi de Casanova est président du comité économique et social de la Corse.

COURRIER

Oradour
entre le souvenir
et l'oubli

A la suite de la publication dans le Monde daté 23-24 août de l'article de Georges Chatain « Oradour entre le souvenir et l'oubli », des lecteurs nous ont écrit pour s'opposer des propos de M. Robert Hébras, président de l'Association des familles de victimes, que nous avons rapportés, affirmant qu'il fallait être volontaire pour faire partie des Waffen-SS.

« En tant qu'ancien membre de la Mission militaire auprès des armées alliées détaché à la mission de déprogrammation des Alsaciens-Lorrains vers la Wehrmacht, je dois rétablir une vérité historique, assure M. René Neunteufel, de Dordogne. Contrairement à ce que dit M. Hébras, la Waffen-SS a enrôlé de force, à partir de la fin de 1943 et le début de 1944, bon nombre de jeunes Alsaciens nés en 1926 (classe 1946), dans les rangs de ses unités. Il est donc parfaitement faux de dire qu'il fallait être volontaire pour en faire partie. Néanmoins, M. Hébras est excusable de l'avoir ignoré ».

M. Jean Weick, du Haut-Rhin, confirme que « tous les jeunes Alsaciens nés en 1926, et mesurant 1 m 70 et plus, furent incorporés dans la Waffen-SS. Mon voisin en fut. Il rejoignit la division Das Reich. Il eut la chance de ne pas faire partie du bataillon qui commet les horribles et effroyables exactions d'Oradour. Mais comme beaucoup d'autres Alsaciens dans son cas, le troisième jour de l'engagement en Normandie, à la première occasion, il leva les bras et se rendit aux troupes alliées... Il y a presque cinquante ans que ces faits se sont passés et, sans vouloir ressusciter de dangereux souvenirs, il serait bon que la France sache enfin ce qui s'est réellement passé entre 1940 et 1945 en Alsace annexée et sous la botte nazie ».

M. Gérard Pic, de Dijon, qui souhaite « dissiper les idées entretenu depuis la fin de la guerre sur nos compatriotes d'Alsace », souligne qu'« une infime minorité de traitres, moins nombreux au demeurant que ceux qui se sont engagés dans la milice de Vichy, ont choisi de rejoindre les Waffen-SS. Ils ont été incorporés de force, sans d'ailleurs que le gouvernement Pétain ait émis la moindre protestation contre cette violation inouïe du droit des gens ».

antes inaugure

conseillers généraux
pour l'école

Les Pyrénées

S

HEURES LOCALES

Nantes inaugure une deuxième ligne de tramway

Sur les bords de la Loire, les voitures sur rails sont considérées comme un excellent moyen de transport en commun. Le tracé de leur implantation permet aussi de redessiner la ville

NANTES
de notre envoyée spéciale

Le tramway ne divise plus les Nantais. La deuxième ligne, qui doit être mise en service lundi 7 septembre, profite du succès de la première. Bien sûr, il trouve encore quelques mécontents pour protester contre des travaux en centre-ville, mais la population réclame l'abandon pur et simple de ce mode de transport en site

12,6 kilomètres avait été prévus pour la première ligne. En juin 1990, l'approbation d'un schéma directeur des transports à l'horizon 2000 a prévu le prolongement de la deuxième ligne vers le nord ainsi qu'un projet de lignes autobus à grande capacité qui préfigure une troisième ligne.

Réaménagement du cours des 50-Otages
« Le tramway devient le fil conducteur d'une nouvelle politique d'urbanisme », explique M. Jean-Marc Ayrault, qui vise à éviter que la circulation de transit ne passe au centre et à dégager de nouveaux espaces publics pour les piétons. Avec l'édification, en cours, d'une quarantaine de kilomètres de rocade, la construction de nouveaux ponts sur la Loire, le développement de parkings en périphérie et le redéploiement du réseau de transports en commun, la ville change.

Le convoi se déplace à la vitesse maximale de 70 kilomètres/heure. Au total, l'opération a coûté 11 millions de francs au district dont 11 millions de subventions de l'Etat. Pour faire face à un programme d'investissement du transport collectif, la ville a dû augmenter la contribution des entreprises et a porté le versement transport à 1,75 % en 1990. Pour cette seconde ligne de tramway, qui s'est accompagnée d'un réaménagement de la station de bus, la ville a investi 1,75 million de francs.

Le convoi se déplace à la vitesse maximale de 70 kilomètres/heure. Au total, l'opération a coûté 11 millions de francs au district dont 11 millions de subventions de l'Etat. Pour faire face à un programme d'investissement du transport collectif, la ville a dû augmenter la contribution des entreprises et a porté le versement transport à 1,75 % en 1990. Pour cette seconde ligne de tramway, qui s'est accompagnée d'un réaménagement de la station de bus, la ville a investi 1,75 million de francs.

REPÈRES

BASSE-NORMANDIE
Ouverture d'un festival de congrès à Deauville

Sur la côte normande, le Centre international de Deauville (CID), ouvre ses portes, samedi 7 septembre, à l'occasion du dix-huitième Festival du cinéma américain. Construit dans le casino et les « planches », à proximité immédiate de la mer, ce centre semi-enterré, équipé des dernières techniques de communication, comprend un auditorium modulable de mille cinq cents places. Conçu par l'architecte deauvillais Patrick Legelles, cet équipement a coûté 300 millions de francs. La taxe municipale de 26 francs (soit 16 millions l'an dernier) a la contribution volontaire du groupe Lucien Barrière, à l'ordre de 1 million de francs jusqu'en 2005, participent à son financement. Voulu par le maire M. Anne d'Ornano (UDF-PR), le CID a l'ambition de faire vivre Deauville (5 000 habitants l'hiver, 10 000 l'été) jusqu'en 2005. « Nous accueillons 50 000 congressistes par an actuellement. L'objectif est de doubler ce chiffre dans les cinq ans », dit M. d'Ornano. « Nous accueillons 50 000 congressistes par an actuellement. L'objectif est de doubler ce chiffre dans les cinq ans », dit M. d'Ornano.

Des conseillers généreux pour l'école

Le département de l'Essonne ne ménage pas ses efforts pour financer des programmes d'actions pédagogiques

Le conseil général de l'Essonne a décidé, en 1988, de faire de l'éducation un des secteurs prioritaires de son investissement. L'initiative du président, Xavier Dugoin (RPR), un premier programme, baptisé « zéro redoublant », a été mise en place dès l'année scolaire suivante. Il a depuis été reconstruit chaque année. Il permet de financer des heures de soutien aux élèves des classes primaires de cours préparatoire (CP) et cours élémentaire (CE1) et cours élémentaire (CE2). Les lois de décentralisation n'ont pas accordé de compétences aux conseils généraux en ce qui concerne l'enseignement élémentaire. Des séances de rattrapage sont assurées en majorité par des enseignants, mais le dispositif rémunère également les intervenants extérieurs.

Le budget du département apporte les deux tiers du financement. La commune, qui a l'application des lois de 1982 exercée sa responsabilité sur les écoles, assure le complément. En 1991, 67 localités, sur les 196 que compte le département de l'Essonne, ont participé au programme. Seules les villes gérées par des maires communistes ont rejeté l'offre, estimant que ces dépenses devaient être prises en charge par l'Etat. Les communes rurales, encore nombreuses dans le sud de l'île-de-France, ne disposent pas, en ce qui les concerne, de moyens pour assurer de telles charges. Au total, de septembre 1990 à juin 1991, 2 962 enfants ont bénéficié de ce programme. D'après un premier sondage, les enseignants ont constaté chez 53 % des élèves concernés une « amélioration » des niveaux d'acquisition des savoirs et une « amélioration notable » chez 28,2 %.

Laisser l'initiative aux enseignants

Le modèle « zéro redoublant » (devenu entre-temps « réussite scolaire ») a été reproduit en 1990 dans les collèges. Le programme se concentre sur la classe de sixième, une année de transition, soumise de multiples problèmes d'adaptation. Pour cette opération, le département est le seul banquier à payer les professeurs intervenant dans les programmes de soutien. Au cours de l'année, 14 908 élèves de 101 collèges (dont 14 privés) ont été concernés. La facture s'est élevée à 6 500 000 francs.

« Quand nous avons démarré l'opération « zéro redoublant », nous nous sommes heurtés aux réactions des enseignants qui considéraient que l'initiative était leur domaine », raconte M. Jean L'Helgouan, vice-président du conseil général de l'éducation. Les responsables du département ont donc constatés d'une approche pragmatique et concertée, respectant les souhaits des professeurs, les laissant s'organiser en fonction des besoins pédagogiques. Tous les programmes sont aujourd'hui pilotés par des commissions paritaires regroupant élus départementaux, syndicats d'enseignants, représentants de l'inspection académique et parents d'élèves.

Les conseillers généraux se veulent les payeurs mais pas les conseillers. « Les enseignants souhaitent avoir des moyens supplémentaires, nous les leur donnons, mais nous avons pour principe de ne pas nous immiscer dans la définition des actions qu'ils souhaitent entreprendre avec cet argent », explique René L'Helgouan. La création du

L'avenir des marchés non-sédentaires de Seine-Saint-Denis

Les commerçants itinérants du nord de Paris souhaitent être consultés par les maires sur l'aménagement des centres-villes

Alors qu'il débute des années 60, l'apparition des grandes surfaces et des centres commerciaux a provoqué une baisse de fréquentation des marchés non-sédentaires. Le département de la Seine-Saint-Denis a échappé à cette constatation. Témoin des appels, les lieux de rencontre des habitants qui sont les marchés du nord de Paris sont devenus de véritables lieux de vie. Les commerçants itinérants du nord de Paris souhaitent être consultés par les maires sur l'aménagement des centres-villes.

Certains municipalités, comme l'explique M. Roger Filiol, vice-président de la chambre de commerce, sont obligés de rénover leur centre-ville. Elles ont appelé à des promoteurs qui préfèrent investir dans la construction d'immeubles. Les communes, comme Aubervilliers, La Courneuve ou Le Blanc-Mesnil ont compris l'importance du rôle moteur que peut jouer la concurrence non-sédentaire dans la vie d'une cité. D'autres ne réalisent qu'un marché est un investissement obligatoire.

Trop peu de municipalités ont été intéressées lorsqu'elles projettent de rénover ou transférer leur marché de stationnement. Les commerçants le regrettent. Ils sont près de 70 % à s'estimer insuffisamment représentés dans le cadre des opérations d'aménagement des centres-villes et à souhaiter un renforcement des relations entre les municipalités et les organismes de commerçants non-sédentaires. « Un bon interlocuteur à la mairie et un bon placier », de l'avis de M. Guy Coste, président du Syndicat des marchés de Seine-Saint-Denis, essentielle à la survie et au développement d'un marché.

Le problème du stationnement

La majorité (60 %) des commerçants attendent également leur tour de parole sur quelle les informe, le conseil sur le plan social et fiscal et surtout quelle les aide dans la gestion de leur commerce. Pour les trois quarts des commerçants interrogés, la présence de concurrents en situation irrégulière est l'une de leurs plus grandes difficultés. Ils estiment à 70 % (principalement les commerçants vendant pas de produits alimentaires) que cette concurrence nuit à leur activité.

Budget de promotion

Saint-Denis est un exemple. Il est l'un des plus actifs du département. Grâce à la ville, ce marché dispose de trois mille places pour les commerçants non-sédentaires (des « primeurs » aux marchands de chaussures) au sein d'un environnement commercial constitué de six à dix boutiques et d'un hypermarché. Un millier de commerçants y travaillent et accueillent jusqu'à 10 000 clients le dimanche. Malgré ses problèmes (places de parking insuffisantes, problèmes de circulation, etc.), il est, selon M. Coste, à avoir été considérablement augmenté.

Budget de promotion

Cette réussite est le résultat du travail des bénévoles, qui ont décidé, il y a une dizaine d'années, de s'organiser pour dynamiser. Ils ont mis parmi les premiers en France à instaurer, en 1985, une redevance proportionnelle au prix des places, destinée à promouvoir le marché. Aujourd'hui ils disposent d'un budget annuel de 350 000 francs et qu'ils consacrent à des campagnes de communication, de publicité et d'animation. Saint-Denis, l'un des marchés phares du département, prouve qu'en s'associant les commerçants peuvent surmonter leurs difficultés.

« Si les petits marchés veulent survivre... »

« Si les petits marchés veulent survivre, ils doivent faire entendre leur voix, mettre en valeur leurs qualités de service, de produits, de convivialité, renforcer leurs relations avec les municipalités et s'atteler à convaincre les pouvoirs publics de leur intérêt économique des Hauts-Pyrénées », dit M. Jean-Jacques Rollet.

« Si les petits marchés veulent survivre... »

« Si les petits marchés veulent survivre, ils doivent faire entendre leur voix, mettre en valeur leurs qualités de service, de produits, de convivialité, renforcer leurs relations avec les municipalités et s'atteler à convaincre les pouvoirs publics de leur intérêt économique des Hauts-Pyrénées », dit M. Jean-Jacques Rollet.

« Si les petits marchés veulent survivre... »

« Si les petits marchés veulent survivre, ils doivent faire entendre leur voix, mettre en valeur leurs qualités de service, de produits, de convivialité, renforcer leurs relations avec les municipalités et s'atteler à convaincre les pouvoirs publics de leur intérêt économique des Hauts-Pyrénées », dit M. Jean-Jacques Rollet.

Les Pyrénées, appellation contrôlée

Querelles de dénomination et rivalités économiques entre Lourdes et Pau

TARBES
de notre correspondant

SEULEMENT trente-cinq kilomètres, deux vingt-cinq d'autoroute, les séparent et pourtant les deux aéroports n'ont pas réussi la tâche de la complémentarité. Tarbes-Ossun-Lourdes et Pau-Orreaga-Magpie sont destinés à desservir la région pyrénéenne. L'un se trouve en bordure de l'axe de la Garonne, l'autre en bordure de l'axe de la Garonne. L'un se trouve en bordure de l'axe de la Garonne, l'autre en bordure de l'axe de la Garonne.

La cohabitation qui s'est installée entre les deux zones aéroportuaires risque de tourner à l'ennemi pour une simple question de vocabulaire. La chambre de commerce et d'industrie de Pau a obtenu, au mois de janvier, un avis

favorable de la commission supérieure de la navigation aérienne afin de modifier, à l'occasion de la dénomination de son aéroport, la dénomination de Pau-Pyrénées. Une appellation jugée abusive en Haute-Pyrénées, où certains n'hésitent pas à parler de « hold-up sur les Pyrénées ».

Au mois d'avril, M. Gérard Tremblay, président de la chambre consulaire des Hauts-Pyrénées, a saisi le ministre de l'équipement pour lui demander de réviser la dénomination de l'aéroport de Pau-Pyrénées. Si les interventions s'aboutissent, le président cariste d'engager une procédure auprès du tribunal administratif afin de faire annuler la dénomination de Pau-Pyrénées.

« Si les petits marchés veulent survivre, ils doivent faire entendre leur voix, mettre en valeur leurs qualités de service, de produits, de convivialité, renforcer leurs relations avec les municipalités et s'atteler à convaincre les pouvoirs publics de leur intérêt économique des Hauts-Pyrénées », dit M. Jean-Jacques Rollet.

DECIDEURS LOCAUX

Guide de la Fondation pour la Gestion des Villes et des Territoires Locaux

25 noms, 25 adresses, 25 numéros de téléphone des décideurs politiques et administratifs. A votre portée, un fichier complet et fiable des élus locaux (liste à jour par S.V.P. Services). Meilleur fichier disponible sur le marché à compter du 15/01/93. Commandez-le dès aujourd'hui au prix de souscription de 1 000 F TTC.

DECIDEURS LOCAUX
21-23, rue Lucien Sampaix
75010 PARIS
42 41 10 00 - Fax 42 86 39 50

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

« En matière de sécurité, la France sera plus forte avec ses partenaires que toute seule »

affirme M. Bérégovoy à l'IHEDN

« En matière de défense et de sécurité, la France sera plus forte avec ses partenaires que toute seule », a déclaré, jeudi 3 septembre, M. Pierre Bérégovoy, ministre de la Défense nationale (IHEDN). « La défense est un domaine où la coopération internationale est essentielle. Il n'est pas réaliste de vouloir tout faire seul. C'est même l'inverse, a expliqué M. Bérégovoy. Ce traité permet au contraire que l'Europe

marque enfin sur deux pieds : poursuivant l'intégration économique, il y ajoute la coopération politique avec les États. C'est un maître de sécurité, dont il confie la responsabilité à des institutions administratives, mais aussi intergouvernementales - Conseil européen des chefs d'État et de gouvernement, Conseil des ministres des affaires étrangères et de la défense - responsables démocratiquement devant leurs peuples respectifs. Ce traité est la souveraineté nationale, a-t-il ajouté.

« C'est même l'inverse, a expliqué M. Bérégovoy. Ce traité permet au contraire que l'Europe

M. Bérégovoy a évoqué le rôle du corps d'armée européen, la France et l'Allemagne. « Ce corps, a-t-il dit, relèvera essentiellement de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), mais il pourra être aussi engagé en tant que tel dans le contrôle opérationnel de l'OTAN, en application de l'article 5 du traité de Washington, qui prévoit formellement qu'une attaque contre l'un des pays membres, en Europe ou en Amérique du Nord, est une attaque dirigée contre tous ».

« Le maintien d'une présence américaine »

Le premier ministre a, d'autre part, cherché à clarifier la position de la France dans l'OTAN. « Le président de la République, a-t-il expliqué, rappelle, il y a un an, un attachement au maintien d'une présence américaine en Europe. Cette présence n'est pas le simple avatar d'une guerre froide oubliée. Elle est le signe tangible qui assure les deux rives de l'Atlantique. (...) La France tient à préserver le caractère spécifique de l'Alliance. L'essentiel, à ses yeux, la légitimité de cette coopération transatlantique, est d'établir une lien permanent entre la sécurité de l'Amérique du Nord et celle de l'Europe. » C'est la raison pour laquelle la France, en novembre 1991, a signé un document définissant le concept stratégique de l'OTAN, a reconnu M. Bérégovoy.

FO « Interpelle » M. Mitterrand sur le sort de Dassault. - Le syndicat de la métallurgie FO, dans une lettre à M. François Mitterrand qu'il a rendue publique, « interpelle » le chef de l'État à propos du « seuil critique » que le groupe Dassault a atteint. « L'industrie aéronautique française, écrit le syndicat FO, est en l'état de déclin. Elle a perdu 16 000 emplois (chez Dassault). Aujourd'hui, nous sommes 10 000. L'Europe, deuxième puissance mondiale, n'a pas lieu d'exister si elle est équipée d'avions américains », estime le syndicat, qui demande au président de la République de « bien vouloir intervenir auprès des ministres concernés afin d'aider cette société à conclure le marché de Taiwan ».

Un Falcon 900 en « cadeau » aux Grecs

En remerciement d'avoir accepté de mettre un avion au service de la sécurité, la France a offert à la Grèce un Falcon 900. L'avion sera livré à la Grèce en octobre 1992. Il s'agit d'un avion de transport à long rayon d'action, capable de transporter des VIP gouvernementaux.

« L'aviation des rois »

Le Falcon 900 est communément appelé « l'avion des rois ». Il est utilisé par les présidents des États pour l'acheminement des chefs d'État ou des chefs de gouvernement. En France, il est utilisé par le président de la République. En Grèce, il sera utilisé par le président de la République.

Le Falcon 900 est un avion de transport à long rayon d'action, capable de transporter des VIP gouvernementaux. Il est utilisé par les présidents des États pour l'acheminement des chefs d'État ou des chefs de gouvernement.

JACQUES ISNARD

JUSTICE

Le tribunal administratif ayant rejeté leur demande

Deux contribuables ne pourront poursuivre le maire de Nice pour ingérence

NICE

de notre correspondant régional

Dans un jugement en date du 27 août, notifié aux parties le 3 septembre, le tribunal administratif de Nice a rejeté la demande présentée par deux contribuables nicois, M. Raymond Bonifassi et M. Jean-Louis Dubois, tendant à les autoriser à engager une action en justice, pour ingérence, en lieu et place de la ville, contre le maire de Nice (RPR) et maire de Nice, M. Honoré Baillet.

Ces deux contribuables faisaient valoir que M. Baillet, alors adjoint au maire de Nice, avait profité de son mandat pour réaliser une opération immobilière lucrative en vendant, à une société d'ILM, un terrain lui appartenant en indivision avec son fils Paul, après modification du plan d'occupation du sol de la commune (le 19 août). Dans son jugement, le tribunal administratif a rejeté la demande des deux contribuables. Il a estimé que le maire de Nice n'avait pas agi en son nom personnel, mais en tant que représentant de la commune.

Une action « mal intentionnée »

Dans un communiqué, M. Baillet a déclaré que cette décision était une « mal intentionnée ». Elle intervient, indique-t-il, à quelques jours de son retour à la tête de la municipalité. Le maire de Nice a subi, en effet, une lourde opération cardiaque le 22 juillet dernier et des rumeurs ont circulé sur son état de santé.

Le 21 août, il avait, lui-même, déclaré planer un doute sur sa décision de se retenant derrière un avis médical « qui doit intervenir, avait-il précisé, le 15 septembre. Si ma santé le permet, avait-il déclaré, je reste. Sinon, on n'a qu'une vie et il faut en profiter ».

G. P.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des États-Unis

Connors exécuté par Lendl

Le Canadien Patrick Hy a surpris, vendredi 4 septembre à Flushing Meadows, en éliminant au troisième tour l'Américain Jennifer Capriati, championne olympique et sixième tête de série. Mais le match le plus attendu de la soirée opposait Jimmy Connors et Ivan Lendl, dont les routes se sont croisées pour la cinquième fois aux Internationaux de tennis des États-Unis. Les deux premières rencontres (1982 et 1983) avaient eu lieu en finale et avaient tourné à l'avantage de Connors. Lendl a enfin adjugé les deux dernières (1985 et 1987) en demi-finale. Deux jours après avoir été son quarantième anniversaire, Connors s'est incliné, au deuxième tour, contre Lendl (3-6, 6-3, 6-2, 6-0), face à son cadet de huit ans. De nombreux grâce.

NEW-TURN

de notre envoyé spécial

Jimmy Lendl et Jimmy Connors se disputent cordialement. Depuis toujours, ils se font des coups de poing. Mais cette fois, c'est différent. Lendl a gagné, mais il a aussi perdu. Il a perdu son titre de champion du monde. Il a perdu son statut de favori. Il a perdu son statut de numéro un mondial. Il a perdu son statut de champion du monde.

Ces champions que tout le monde connaît, se disputent depuis toujours. Mais cette fois, c'est différent. Lendl a gagné, mais il a aussi perdu. Il a perdu son titre de champion du monde. Il a perdu son statut de favori. Il a perdu son statut de numéro un mondial. Il a perdu son statut de champion du monde.

Peine perdue : en dépit de réactions sporadiques, il était constamment pris de rires. L'aveu de son impuissance fut définitif lorsque Lendl servit pour le match : il lobba alors Connors qui, pour rattraper le coup, tenta de frapper le ballon entre les jambes d'un filet. Le match de Yannick Noah nagère, mais pour un bien pire résultat. Connors ne retrouva la tête dans les bûches, exténué, comme s'il était prêt à déborder de sanglots. Dans la finale de 1983, Lendl qui avait trouvé dans cette situation humiliante. Et, manifestement, il a aussi nié et pardonné. L'application sadique de l'enfant qui se jette les sables de la manche qu'il va tremper dans l'encier et laisse courir sur le buvard, il conclut le match sans même le jeu. Lendl a gagné, mais il a aussi perdu.

Beaucoup de spectateurs ne supportent pas cette manière d'encourager. A 23 heures, un petit incident a même éclaté. A 23 h 15, il n'y avait plus qu'une dizaine de spectateurs. Les uns pour faire une dernière fois molle avant de se retirer. Les autres pour voir le match. La soirée s'est terminée par un scénario heureux. Il n'y avait plus de « happy end ». Tout le monde a compris que, cette fois, la fin de l'histoire Connors, sorti au premier tour à Wimbledon et à Flushing Meadows, était bel et bien terminée. Lendl a gagné, mais il a aussi perdu.

ALAIN GIRAUDO

(1) L'expression désigne ici les joueurs majeurs : Internationaux d'Amérique, de France, de Grande-Bretagne et des États-Unis.

Les résultats du vendredi 4 septembre

Simple messieurs (Deuxième tour)
1. Lendl (E-U) n. 10 b. J. Connors (E-U) 3-6, 6-3, 6-2, 6-0; R. Krajcek (P-B) n. 16 b. G. Markus (Arg.) 4-6, 2-6, 7-6, 6-3; A. Bonicchi (Fra.) b. J. Tarango (E-U) 4-6, 6-4, 6-3, 7-6; W. Ferreira (AUS) n. 12 b. S. Bruguera (Esp.) 6-7, 6-2, 3-6, 6-1; 2. M. Washington (E-U) n. 14 b. M. Goolbsy (ALL) 6-3, 6-3, 6-2; C.U. Stubb (ALL) b. F. Santoro (Fra.) 2-6, 7-6, 7-5, 6-2; B. Becker (ALL) n. 7 b. R. Wase (E-U) 4-6, 6-2, 6-1, 1-0, ab.; S. Edberg (Sue.) n. 2 b. J. Hasek (Slo.) 7-5, 6-2; 3. P. Sampras (E-U) n. 3 b. M. Damm (Tch.) 7-5, 6-1, 6-2; C. Roehrs (Fra.) b. T. Witsken (E-U) 6-3, 6-7, 7-5, 6-2; H. Lacoste (Fra.) b. H. Holm (Sue.) 6-1, 6-7, 6-2, 6-2; A. Agassi (E-U) n. 8 b. P. Rola (Esp.) 6-1, 6-3, 6-2; M. Chang (E-U) n. 4 b. P. McEnroe (E-U) 6-3, 6-3, 6-4; J. Sanchez (Esp.) b. T. Champion (Fra.) 7-6, 4-1, ab.; G. Forget (Fra.) n. 13 b. M. Larsson (Sue.) 4-6, 6-1, 7-6, 6-0; G. Hargreaves (E-U) n. 5 b. L. Lindqvist (Sue.) 7-5, 7-6, 6-2; C. Costa (Esp.) n. 10 b. A. Moroz (ALL) 6-3, 6-1, 6-2.

Simple dames (Deuxième tour)
A. Sanchez-Vicario (Esp.) n. 5 b. L. Davenport (E-U) 6-2, 6-2.
(Troisième tour)
M. Seles (You) b. C. Porwik (ALL) 6-4, 6-0; M. Pierce (Fra.) n. 10 b. R. White (E-U) 6-2, 6-1; P. Hy (Can.) b. J. Capriati (E-U) n. 6, 7-5, 6-4; M. J. Fernandez (E-U) n. 7 b. R. Schütz (P-B) 6-4, 6-2; G. Sabatini (Arg.) n. 4 b. N. Zvereva (Bél.) 6-4, 5-7, 6-4; H. Sukova (Tch.) n. 13 b. L. Michel (E-U) 6-2, 6-3.

■ **Echecs :** une « nulle » pour la deuxième partie Fischer-Spassky. - La troisième partie du match d'échecs historique qui, depuis mercredi 2 septembre, oppose dans le manoir de l'Américain Bobby Fischer à la Russe-Française Irina Spassky s'est achevée, jeudi 3, après 2 heures de bataille acharnée, par une « nulle » à cinquante-neuf coups. « La partie est très équilibrée », a commenté l'Américain qui jouait les Noirs, a-t-il déclaré. (1. d4-Cf3, 2. c4-e6, 3. Cc3-Fg7, 4. e4-d6), l'un des préférés de Fischer, qu'il n'avait pourtant jamais joué contre Spassky, auparavant lors de

leur célèbre match de Reykjavik (Islande) en 1972. Le résultat de 1992, bien reconnu par la Fédération internationale des échecs, sera remporté par le premier qui aura marqué dix victoires, parties nulles non comprises. - (AFP.)

■ **FOOTBALL :** championnat de France. - Bordeaux a été tenu en échec (1-1) sur son terrain par Nîmes, vendredi 4 septembre, en match reporté de la cinquième journée du championnat de première division. En deuxième division (groupe A), en matches avancés de la 5^e journée, Rodez a battu Mulhouse (1-0) et Nancy a dominé Epinal sur le même score.

REFERENDUM : TRAITE DE MAASTRICHT

Le débat RTL - Le Monde

ELISABETH

PHILIPPE DE

GUIGOU / VILLIERS

anime par André Passeron (Le Monde)

et Henri Marquet (RTL)

Dimanche 18h30 en direct sur

RTL

CHEZ LES PEINTRES

Riopelle le roi Lear

Suite de la première page

La demeure d'un peintre, pièce sombre, ornée encore de bibelots, d'une horloge et d'une cheminée dont le manteau est si haut que l'on se tient debout sous peine d'être étouffé. Ne sont les œuvres accrochées ça et là et les catalogues sur la table, ne se verrait plutôt un rendez-vous confortable. La demeure d'un trappeur retiré des affaires et par le goût du luxe.

Riépelle se plaît à accentuer jusqu'à l'incongruité. Le chevelure blanc-gris de roi Lear ou le patriarche biblique - mais plutôt Noé que Moïse, - il le jour dans un fauteuil vert d'une peau de caribou. Un pas vide, une cigarette dans l'autre, il parle volontiers - mais pas de peinture d'abord, et encore moins

[illegible]

Depuis quelque temps, quand il veut peindre, il se rend sur une île du Saint-Laurent, l'île des Oies. Là, il vit de la vie des chasseurs et

esquisses les plus minimes, même un procédé très simple en apparence : il dépose sur la toile, le carton ou le papier des plumes, des oies et des objets variés, qu'il dispose par-
fois les uns devant les autres de manière à ce que les formes apparaissent en négatif, entourées de brouillards chatoyants. Les motifs changent de fantômes, l'œuvre est une danse de spectres. Mais c'est une technique de grande difficulté, qui ne se maîtrise pas sans longs séjours à l'école des Oies, il faut attendre que l'observa-

[illegible]

Insiste-t-on ? Il vitupère. « Et pourquoi parler peinture ? La passion, la vraie passion, c'est la vie, ce n'est pas la peinture, c'est l'automobile. Je ne connais pas de plus bel objet qu'une voiture de course. Autrefois, j'en ai piloté de toutes les couleurs de l'Europe, des Etats-Unis, des Jaguar, des Bugatti, des Bristol... les Bristol... des machines magnifiques... J'en ai eues en France, dans mon



•

atelier de Saint-Cyr. » Il est vrai : dans cet atelier près de Paris, le rez-de-chaussée fait office de garage pour des Bugatti, des Jaguar et des Bristol.

Le garsien de l'endroit pour
mission de l'entretenir et de
faire rouler régulièrement. Sur ce
sujet qui le passionne, Ripollès est
un spécialiste. « J'ai même construit
ma propre voiture, avec un ami,
une voiture avec une carrosserie en
plastique. Elle s'appelait la Guéule
de Dieu. Ça m'a fait volée depuis...
J'ai connu les Vingt-Quatre Heures
de Le Mans avec elle. A cette époque,
je courais tout le temps... Et puis il
m'est venu l'idée de choisir entre
peinture et l'automobile.

» Avant, j'avais fait du hockey et du ski - j'y ai gagné au moins six francs... - ensuite du bateau, en Méditerranée. Je l'ai prêté à lui, un grand bateau anglais construit avant-guerre. J'avais habitude des équipiers à un rythme terrible. Ils n'avaient jamais droit à plus de dix minutes de repos... Ils ne pouvaient pas se reposer longtemps...

■ C'est ~~mon~~ rythme quand je peins. Je travaille sans m'interrompre, sans dormir, des heures et des heures. Je n'ai pas conscience du temps, ni du jour ni de la nuit. Je

peins, c'est ■■■■ Je suis
■■■■ le tableau. ■■■■
temps en temps, je
m'arrête dix minutes. je
■■■■ dix minutes ■■■■ Je
■■■■ aussitôt
après. »

Silence. ■■■ de question-
■ ■■ peur d'inter-
rompre ■ ■■ ■ ■■
confession, il reprend,
après une cigarette ■ ■■
un demi-verre ■ ■■
■ ■■. « Si je ■ ■■ ■ ■■
longtemps, ■ ■■ je
■ ■■ ■ ■■ ■ ■■ ■ ■■
■ ■■ si je prends conscience
■ ■■ cette interruption,
c'est qu'il y a fin. Il a
cessé de m'intéresser et
je n'ai qu'une chose à
faire de lui. Sinon, je suis
■ ■■ ■ ■■ ■ ■■ ■ ■■
■ ■■ ■ ■■ ■ ■■ ■ ■■
■ ■■ comme un envoi-
ement. Quand j'ai
peint mes Hommages,
il y ■ ■■ quelques années,
par exemple l'Hom-
mage à Calder, j'étais
■ ■■ ■ ■■ ■ ■■ ■ ■■
■ ■■ par la pensée, c'était
comme si nous étions
dans l'atelier. J'étais

- Et pour l'Homage à Duchamp ?

— L'Hommage à Duchamp, c'est autre chose. Duchamp a voulu montrer la dérision de la peinture. En lui dédiant un tableau, j'ai opéré la dérision de sa dérision. Mais il y avait aussi des souvenirs... J'ai bien connu Duchamp. J'ai habité dans son atelier à Paris, rue Larré. Au plafond, il avait peint un échiquier. J'ai joué aux échecs avec lui d'ailleurs, il était très fort, un professionnel. Il jouait très sérieusement, mais ne prenait rien d'autre au sérieux... A New-York, nous nous donnions rendez-vous sur le trottoir en bas de chez lui. Je ne suis jamais mort, je n'osais pas... Et puis... est mort... »

Commence alors enfin l'évocation des années parisiennes, évocation mi-comique mi-mélancolique, de plus en plus mélancolique à mesure que la nuit véritable s'allonge et que Riopelle réclame à boire.

« Je me souviens de Breton... Je rencontre Breton à Paris un jour. Il me demande aussitôt si Duchamp est arrivé à Paris et continue en le dénigrant. Duchamp, dit-il, est un truqueur et un tricheur, et sûrement

... surréaliste — cela
Duchamp, qui débarquer de New-York, n'en
encore le saluer. Quelques
jours après, je revais Breton,
enchante. Il proclamait que
Duchamp était le surréaliste
authentique en dehors de moi. Entre-
temps, Duchamp était venu le voir...

conduisait en pape, il
fleurerait l'apocalyp-
se. Mais il s'agit d'un
d'une pudibonderie
affreuse. Quand il a voulu
que Mao se joigne au groupe sur-
réaliste, J'ai accusé d'ignominie
morale ». Il voit bien et j'ai
dit qu'« ignominie morale »
n'était pas une catégorie surréa-
liste, mais moralisatrice.

Moi, je suis amoral, par moralité. J'ai quitté le giron et, depuis un jour, quand j'étais m'apercevoir à Saint-Germain, il changeait de trottoir... Ce qu'il faut dire aussi, c'est qu'il avait une bibliothèque et une collection de tableaux magnifiques. Je me souviens d'un Chirico. Quel tableau ! »

Se sentait-il surréaliste dans ces années-là ? « Surréaliste, moi ? Pas du tout... D'ailleurs, je me suis fâché avec la plupart des peintres surréalistes. Avec Dalí pour commencer. Il ne venait même pas à mon exposition chez Fournier en 1951. Il s'est arrêté devant une toile. « C'est la plus mystique ! » Et puis : « Elle avait plus mystique trempée dans du lait ! » Il est parti sans un mot. On ne s'est plus jamais adressé la parole ».

■ Ce n'est pas
de la peinture ■

Quels étaient donc à ses yeux les
artisans qui valaient d'être fréquen-
tés ? « Les amis d'André Breton »,
« Mes amis Artaud, Beckett... Un
temps, « J'ai fait le coup de poing
pour Artaud... » et « J'ai écrit juste-
ment au Vieux-Colombier... J'ai
participé à une représentation de
« Les Éclaireurs » de Roger Allard
et Gérard Philippe. Quand il habitait
chez Loeb, j'allais avec lui tous les
jours visiter l'exposition Van Gogh...
Il était en train d'écrire le Suicide
dans la nuit... » et ainsi de suite.
« Je ne parlais pas, je crachais des
mots. Son écriture, c'est pareil, est
aussi ses portraits. Il se prenait
pour Van Gogh. Il faut dire qu'il
était assez fou. De temps en
temps, il jouait de la guitare, il
maillait et chuchotait le soir, et se
convertissait le lendemain,
et ainsi... » suite...

S'il fréquentait [] peint-
re ? Sam Francis, Zao Wou-Ki,
Vieira da Silva. J'ai rencontré
aussi. Quel peintre ! [] fait []
de grands [] mais les
magnifiques. [] très mal, il
avait [] [] [] [] []
voulait pas mourir l'hôpital on
lui condui [] de la rive
gauche. Il [] la nuit...
Avant, [] le voyait [] Rhumerie,
Saint-Germain. Il []
ses dessins aux consommateurs,
pour avoir de quoi boire. Mais qui
lui rendait alors compte de la beauté
de ce qu'il dessinait ? Presque per-
sonne à Paris, ce n'était qu'un
connaisseur comme à New-Tork.

Quand j'étais là-bas, après la
guerre, si on essayait de vendre un
Pollock ou un De Kooning à un
amateur, il répondait : « Ce n'est
pas de la peinture ! » Il était impos-
sible de vendre ; l'artiste n'avait
plus d'argent. Même des peintres
très célèbres, Max Ernst par exemple,
n'avaient rien. Il n'est arrivé de
vendre qu'après avoir été aux
bonnes couleurs à l'huile. Ce
peintre était incompréhensi-
ble... Et c'est donc, au Canada !

Suivait les propos très stériles sur son pays natal, concito- yens. Il ne rien, ils ne ne je nous que regarder la télévision, surtout les films porno. Il y a le temps ! Dans ma jeunesse, il fallait une dispense spéciale de l'évêque pour lire certains livres français. L'indignation, pareil pour travailler d'après nous, il fallait une dispense. Il a fallu que j'en comprenais rien à ma peinture. Plus tard, il m'a dit un peintre. Quand j'ai vu un peintre, il m'ont coupé la main et je me suis embarqué en France pour aller peindre. Bore d'un peintre, il a dit que j'étais un peintre le monde à moi. Puis, à Paris, l'exposition des œuvres qui ont été montrées par Goering - mes premiers Van Gogh.

[illegible][illegible]

Comme vous ?
Moi ? Pourquoi moi ?...
J'avais acheté un petit Courbet. Mais aussi. J'en ai un, en France... Et les truites. Il les peint !

C'est étrange, pour un 
 Courber.

Abstrait ! Comment, abstrait ?
Je ne suis pas abstrait. Je ne l'ai
jamais été, je n'ai jamais
fait de me une toile abstraite.
D'ailleurs, je suis, je suis,
vraiment abstraites ? Pas
du tout. Il en a fallu du
aux gens, pour comprendre que
Mondrian peignait la Hollande... Je
ne suis pas abstrait. Absolument
pas. Je peins avec tout, moi. Avec la
nature, l'homme ? Mais quel idiot !
Il n'y a pas de peinture abstraite !

PHILIPPE DAGEN

De l'«automatisme» à l'expressionnisme abstrait

Jean-Paul Riopelle est né en 1919 à Montréal. En 1933, il reçoit des leçons de dessin, puis, à partir de 1938, des leçons d'architecture. En 1942, il est diplômé de l'École de l'architecture de Montréal puis suit sous l'influence du surréalisme, alors en vogue à New-York, et se convertit à l'«automatisme». Après un premier séjour en Suisse, il s'installe à Paris en 1947 et rencontre à la galerie Mathieu, Wols, Victor de Siqueira et Ben Wou-Ki. Il expose chez Domus à partir de 1949, puis chez Pierre Laroche à la partir de 1954. Il la Pierre Matisse Gallery à New-York. En 1954, il participe à la Biennale de Venise. Ses peintures, constructions chromatiques, marquées en force, s'imposent alors au sein de l'expressionnisme abstrait et son individualité va croissante.

Les expositions se multiplient : à Paris chez Jacques Dubourg puis chez Maeght à partir de 1966, à New-York chez Pierre

Medina, au Canada dans les musées d'Ottawa, Montréal et Toronto (1963). Après une première rétrospective en Allemagne en 1958, d'autres ont lieu à Milan (1971), à Bâle (1980), à Paris (1981), au Musée national d'art moderne et enfin, en 1991, au Musée des beaux-arts de Montréal à l'occasion de sa réouverture.

A partir des années 70, abandonnant peu à peu les thèmes de la nature, Riopelle use du collage, du pastel, du fusain et, plus récemment, de l'aérographe. Simultanément, les motifs nouveaux apparaissent : objets quotidiens, plantes et oiseaux. Les séjours au Canada au font de plus en plus fréquents, jusqu'à l'installation, en 1974, de l'atelier du 145 Montcalm. C'est là que Riopelle entreprend en 1977 la série des *Indes*, qui inspirent Saint-Laurent.

Jean-Paul [redacted] et travaille à Sainte-Marquerite.

RTL VOUS OFFRE
1000 PLACES
POUR
JOHNNY
HALLYDAY
A BERCEY

ÉCOUTEZ RTL TOUTE LA JOURNÉE
DU 7 AU 11 SEPTEMBRE

Le Monde
Aujourd'hui 1 620 F
au 1^{er} octobre 1 890 F
**ABONNEZ-VOUS
AVANT LA HAUSSE**

ÉCONOMIE

BILLET

Coup de pouce aux PAP

Contente, M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, ministre déléguée au logement et au cadre de vie. En plein tour de France du logement, elle vient d'arracher à M. Michel Sapin, son collègue de l'économie et des finances, une « rallonge » de 7 000 PAP ou prêts aidés à l'accession à la propriété, qui s'ajoutent aux 35 000 prévus au budget pour l'année en cours. Ce n'est pas la gloire, si l'on pense aux 171 000 PAP que l'Etat finançait, il y a dix ans, pour aider l'accession sociale à la propriété. Mais enfin, par rapport aux 39 426 prêts financés en 1991, c'est un mieux. « Pour moi, ce qui est important, dit-elle, c'est l'inversion de la courbe. Il faut dire que l'accession sociale à la propriété revient de loin. Il n'y a guère, le ministère de l'économie et des finances en envisageant la disparition pure et simple sans état d'âme particulier.

Or, la demande existe, plus raisonnable qu'autrefois, de familles aux revenus modestes (2 à 3 fois le SMIC) qui souhaitent s'installer dans une maison bien à eux, où ils seront plus à l'aise. Et avec un apport personnel raisonnable (les candidats apportent environ 15 % de leur achat actuellement) et l'aide personnalisée au logement (APL), on peut réaliser ce rêve sans trop craindre la catastrophe. Il est vrai que le rêve est plus facilement réalisable en milieu rural qu'en milieu urbain, en raison de la cherté des terrains.

Il est vrai aussi que le mariage économiiste et les gémissements des professionnels du bâtiment incitant le gouvernement à encourager, si peu que ce soit, l'accession à la propriété et donc la construction neuve. Cette petite rallonge ne suffit pas cependant à constituer une véritable politique du logement, toujours coûteuse, à une époque où l'habitude s'est prise d'acheter pratiquement tout le monde, peu ou prou, à se loger. Une véritable remise à plat des financements publics en faveur du logement, pour les consacrer à donner un toit à ceux qui n'en ont pas suppose du temps, de l'imagination et un courage politique qui fasse fi des inévitables mécontentements qu'une telle révolution ferait naître. Le moment n'est pas venu. Viendra-t-il un jour, les échéances électorales se succèdent sans coup férir avec une belle régularité ?

JOSÉE DOYÈRE

Changement de président dans le groupe d'assurances Victoire

MM. Worms et Peyrelevalde marquent un point dans le conflit Suez-UAP

Nouveau coup de théâtre dans les démentis entre Suez et l'UAP au sujet du groupe d'assurances Victoire et de sa filiale allemande Colonia, avec l'annonce vendredi 4 septembre (le Monde du 5 septembre) par M. Jean Arvis de son départ de la présidence de Victoire.

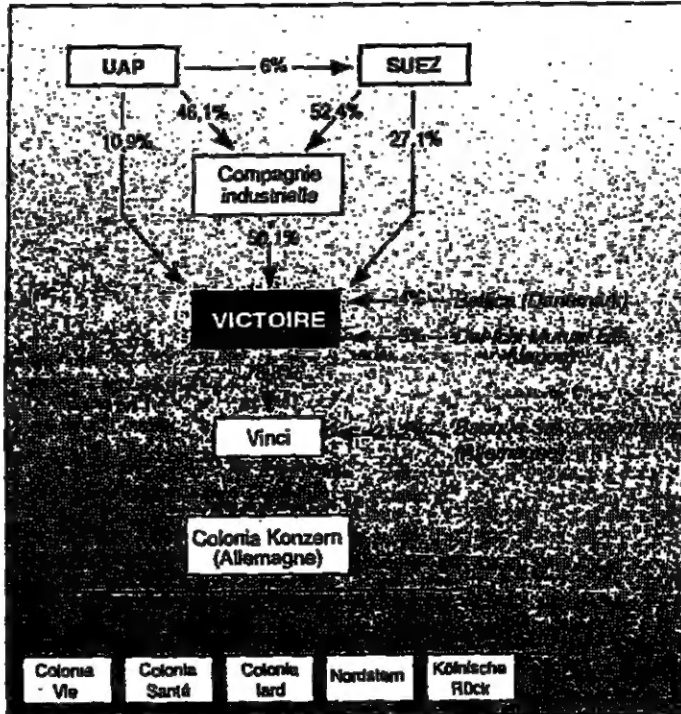
Un préalable sans doute nécessaire pour sortir de l'impasse après plus de deux ans de négociations. M. Worms et M. Peyrelevalde ont obtenu un accord avant d'être signés entre les deux présidents. Mais M. Worms n'avait pu obtenir l'aval de son conseil d'administration et des minoritaires allemands (la banque Sal. Oppenheim). Des actionnaires de Suez et certains « barons » de la maison estimaient que 50 % de Colonia en 1992 valaient bien plus que les 14 milliards payés en 1989 par l'UAP pour obtenir 34 % de Victoire. Afin d'éviter de mettre M. Worms au pied du mur, M. Peyrelevalde avait alors décidé de rapatrier sa rancœur et de ne pas envenimer les choses. Il vient d'en être, en partie, récompensé.

Aujourd'hui, deux voix semblent ouvertes. La première consiste en un accord portant notamment sur le prix de l'entrée de l'UAP à 50 % dans Colonia. La compagnie d'assurances publique soutiendrait du capital de Victoire et en contrepartie se retirerait à la tête de la moitié du capital de Colonia. Mais pour cela, l'UAP ne veut pas déboursier un centime de plus que les 14 milliards de francs investis en 1989. Autre hypothèse, le maintien pur et simple du statu quo débouchant tout de même sur une véritable coopération à l'échelle entre Victoire et l'UAP. Dans les deux cas de figure, les deux compagnies d'assurances vont devoir travailler ensemble, ce qui était quasiment impossible compte tenu des relations difficiles entre MM. Arvis et Peyrelevalde.

Reste un problème de taille. Pour renforcer sa position, M. Arvis n'a cessé de tisser des liens avec les dirigeants de Colonia. Il faudra beaucoup de temps à M. Worms pour maintenir la confiance au sein de la filiale allemande. Et il sera sans doute encore plus difficile de faire travailler Colonia avec l'UAP, perçu pendant longtemps comme l'ennemi.

ÉRIC LESER

La position stratégique de Victoire



COMMUNICATION

La clôture de l'Université d'été de la communication

Des publics critiques et sceptiques

Moins de déclarations de timoniers, plus de confrontations à la base : en maigreur volontairement (fréquentation et thèmes traités), l'Université d'été de la communication, close le 4 septembre à Carcassonne, a renoué avec une certaine vocation militante et cherche à s'ouvrir à de nouveaux publics.

CARCASSONNE-MAUBISSON de notre envoyé spécial

Experts, journalistes, élus avaient glané sur ses débris et ses plaisirs, sa confiance ou sa simple présence sous forme d'audience : il était donc normal que le public s'exprime, en fin de l'Université d'été de la communication, sous forme du troisième observatoire critique de l'Association Média, Télévision et Téléspectateurs (MTT), consacré à l'information télévisée.

Le CSA s'oppose au rachat de RFM par NRJ. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) s'est opposé, vendredi 4 septembre, au rachat par le réseau NRJ de la chaîne de radio privée RFM, détenue à 49 % par le groupe de communication britannique Crown. Le PDG et fondateur de NRJ, M. Jean-Paul Bauderoux, était allé assez loin dans les pourparlers, puisqu'il a affirmé aux Échos « avoir signé, en juillet dernier, un protocole d'accord pour le rachat de la participation de 49 % ». Selon NRJ, les négociations continueraient pour une cession minoritaire de la participation de Crown dans RFM.

« Envoyé spécial » plébiscité

Pourtant, 37 % des répondants estiment qu'on peut être bien ou assez bien informé en regardant seulement la télévision. Le public critique de MTT plébiscite l'émission « Envoyé spécial » d'A.2, devant les journaux des trois premières chaînes dans l'ordre, parmi les émissions qui l'aident à connaître et comprendre l'actualité. En revanche, seuls 6 % estiment trouver des informations intéressantes dans les émissions politiques et débats.

Peut-être parce que « le temps de la passivité est dépassé », la formule du ministre-historien de la communication Jean-Noël Jeanneney, qui souhaite que le « commentateur d'image » devienne aussi familier dans les lycées que le commentateur de texte et qui assigne à la télévision en général, à une chaîne éducative en particulier, le devoir « d'aiguiser le regard du grand public ».

M. C. L.

4 milliards de dollars de pertes en 1991

Le transport aérien se relève mal de la guerre du Golfe

L'Association du transport aérien international (IATA) prévoit une nouvelle année difficile en 1992, alors que les pertes des 209 compagnies aériennes membres de l'IATA se sont élevées à 4 milliards de dollars en 1991.

Le transport aérien ne se relève pas des effets de la guerre du Golfe et de la récession, et les compagnies n'en finissent pas d'attendre une hypothétique reprise. Le trafic international de passagers, pour le premier semestre 1992, n'a progressé que de 5 % par rapport à la même époque en 1990, avant la guerre du Golfe. En 1991, il avait enregistré un recul historique de 4 % pour l'ensemble de l'année.

Résultat : de plus en plus d'avions restent au sol. Un peu plus d'un million d'appareils, soit le sixième de la flotte mondiale, attendent des jours meilleurs dans le désert de l'Arizona ou à l'abri des hangars. On estime que le nombre de sièges vides au-dessus de l'Atlantique nord, où la concurrence est particulièrement féroce, équivaut à deux cents avions vides. Cette surcapacité est d'autant plus forte que les compagnies aériennes prennent livraison des avions commandés durant les bonnes années, entre 1988 et 1990.

Economies

et suppressions d'emplois

Le nombre de commandes enregistrées l'an passé témoignait de cette conjoncture médiocre : 467 contre 1 218 en 1990, sans compter 138 annulations. Aujourd'hui, de nombreuses compagnies négocient des reports de livraison ou diffèrent leurs options. Les pertes de 1991 - 4 milliards de dollars - sont venues s'ajouter à celles de l'année précédente, soit près de 7 milliards de dollars au total. M. Günter Eser, directeur général de l'IATA, n'est guère optimiste pour l'année à venir. « Il faut s'attendre que les services réguliers internationaux des compagnies enregistrent des pertes encore cette

□ Lufthansa Cityline commande deux Fokker 50. - La filiale régionale de la compagnie aérienne allemande, Lufthansa Cityline, a commandé douze avions Fokker 50 et pris une option sur neuf autres appareils de ce type, a annoncé le 4 septembre, le constructeur aéronautique néerlandais. Les avions commandés seront livrés entre fin 1992 et 1996. (AFP)

année», prévoit-il. Ces difficultés économiques ont obligé les compagnies aériennes à mettre de l'ordre dans leurs affaires. Le nombre des employés a chuté de 3,4 % en 1991 et la productivité par personne a augmenté de 1,7 %. Cette tendance devrait se confirmer. Lufthansa a déjà annoncé 8 000 suppressions d'emplois d'ici à la fin de 1994.

Air France prépare, de son côté, un nouveau plan d'économie en sus des 3 000 suppressions d'emplois initialement prévues (lire ci-dessous). « Il est indispensable que l'industrie du transport aérien se dote, à l'avenir, d'une base économique saine, note M. Eser, par une réduction des coûts d'exploitation, une augmentation des revenus ou un mélange des deux ».

Guerre des tarifs

Le transport aérien aura en effet à faire face à des investissements considérables. On estime que les compagnies aériennes achèteront 5 400 nouveaux appareils d'ici la fin du siècle. Il faudra trouver 400 milliards de dollars, et les observateurs les plus optimistes doutent que les transporteurs puissent rassembler plus de 40 % de cette somme grâce à leurs ressources propres, déclare le directeur général de l'IATA.

Face à ce marasme, les transporteurs ne livrent une guerre des tarifs avec comme principal champ de bataille l'Atlantique nord. M. Bernard Attali, président du groupe Air France et du comité exécutif de l'IATA, a dénoncé ces pratiques avec force, notamment de la part de compagnies américaines sous la protection de la loi sur les faillites. Ainsi, TWA prévoit d'augmenter de 54 % ses capacités sur la France et de 81 % sur Paris-New-York pour l'année prochaine. « Les compagnies européennes réalisent 30 % de leur activité sur leurs lignes transatlantiques contre à peine 11 % pour les compagnies américaines », constate-t-il. Chaque dollar perdu sur cette route n'a pas, de part et d'autre, le même poids sur les comptes ».

Face au désordre qui prévaut aujourd'hui dans le monde comme en Europe, le président d'Air France préconise l'élaboration d'un schéma directeur des infrastructures aériennes qui permettrait d'harmoniser leurs implantations et de dégrader des financements.

MARTINE LARONCHE

Air France prépare un nouveau plan d'économies

Le président du groupe Air France, M. Bernard Attali, a confirmé, vendredi 4 septembre, la préparation d'un « nouveau plan d'économies en concertation avec les organisations syndicales ». Ces mesures devraient être présentées au mois d'octobre. Le plan initial, qui prévoyait notamment 3 000 suppressions d'emplois pour Air France et UTA, devait permettre le retour à l'équilibre en 1993. Mais le premier semestre de cette année a été très décevant pour Air France-UTA. La progression du trafic par rapport à la même époque en 1990 est de 0,8 % pour une offre en augmentation de 2,4 %.

Sur les six premiers mois de l'année, le transporteur serait de 8 % en dessous de ses prévisions, soit 1,4 milliard de francs de moins que prévu. Comme de nombreuses compagnies, Air France-UTA souffre d'une surcapacité. Le coefficient d'occupation des avions, de 86,8 % au premier semestre, est en baisse d'environ 1 % par rapport à 1990. En revanche, la recette unitaire a progressé de 2,9 %.

INDICATEURS

PAYS INDUSTRIALISÉS

• Croissance : + 3,2 % en 1993 selon le FMI. - Dans un rapport non publié émanant de son comité directeur, le FMI (Fonds monétaire international) prévoit pour 1993 une reprise progressive de la croissance dans les pays industrialisés. L'expansion serait de 3,2 % en moyenne après 1,8 % cette année. La reprise aux États-Unis s'accroîtrait et atteindrait 3,4 % contre 2,1 %. Elle serait de 2,8 % au Japon contre 1,9 % et de 2,8 % en Allemagne contre moins de 1 %.

Licenciements à l'usine Orida de Loudéac (Côtes-d'Armor)

La « réponse » de La Poste

On connaissait la volonté nationale de La Poste d'inscrire sa démarche commerciale dans une nouvelle « approche du consommateur ». Tour d'horizon, quatre nouvelles formules de PEA (plan d'épargne en actions) ont été annoncées, avec pour devise : « Une offre adaptée aux besoins de chacun » (le Monde du 2 septembre). Cet objectif de « performance maximum » a-t-il été bien compris par tous les agents de La Poste ? Il a en tout cas suscité une initiative originale.

Il y a une semaine, des lettres recommandées notifiant des licenciements étaient adressées par la direction de l'usine Orida de Loudéac (Côtes-d'Armor) à 164 salariés de l'entreprise. Quelques jours seulement après s'être vu notifier leur départ, toutes ces personnes ont reçu un courrier du directeur de Loudéac, M. Jean-Claude L'Hotelier, « désolé » de leur licenciement.

ment : « Je sais les traumatismes que cela peut engendrer avec les craintes du lendemain », ajoutait-il, avant de présenter des propositions de placement pour les indemnités perçues par les salariés licenciés...

L'intersyndicale CFDT-FO-CGC d'Orida a aussitôt protesté contre ces méthodes. De son côté, le directeur d'Orida, M. Michel Lotté, a affirmé avoir communiqué à La Poste « aucun nom, aucune liste ». Et M. L'Hotelier a reconnu que les noms et les adresses avaient été relevés sur les 164 lettres recommandées. « Il n'y a jamais eu dans notre intention d'avoir des procédures mercantiles. Nous informons simplement ces personnes des placements possibles à La Poste », a-t-il indiqué, se déclarant « peiné » que les gens aient été choqués.

OLIVIER PIOT

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Espoirs dans le compartiment de l'eurofranc

Si le « oui » l'emporte le 20 septembre, il faut s'attendre à un brusque réveil du marché primaire (c'est-à-dire des nouvelles émissions) des emprunts internationaux en francs. La liste est longue des candidats qui ont différé l'exécution de leur projet dans l'attente d'une normalisation de la situation et d'une correction durable du mouvement récent de hausse du niveau de l'intérêt. Il est probable que si leurs espoirs se concrétisent, ces débiteurs voudront se présenter tous en même temps, immédiatement après le référendum. Ainsi certains spécialistes mettent-ils déjà en garde contre une accumulation soudaine de nouvelles transactions, dont le volume serait tout simplement trop important pour être facilement absorbé par les investisseurs.

La situation est très différente dans le compartiment de l'écu qui, ces trois derniers mois - depuis que les Danois ont refusé de ratifier le traité de Maastricht - a beaucoup trop souffert pour attirer en foule de nouveaux emprunteurs. Certes, le bénéfice d'un « oui » français serait considérable. Les cours remonteraient beaucoup. Chacun en convient. Mais on redoute vivement que l'amélioration ne dure pas et qu'elle provoque au contraire d'importants dégonflements de la part d'investisseurs ou de banques qui, depuis des semaines, cherchent en vain à se débarrasser, à des conditions raisonnables, de titres libellés en écus. Le problème est grave et, pour l'instant, on ne voit pas encore de solution, car c'est le fonctionnement même du marché des obligations en écus qui est en cause.

Contrairement à d'autres compartiments, comme celui de la lire italienne par exemple, les malheurs récents de l'écu ne doivent rien à l'évolution des cours de change. En tant que monnaie, l'écu s'est bien comporté ces derniers temps. Comme il s'agit d'un panier de devises européennes, où le mark tient une place importante, il ne figure pas au nombre des victimes de la baisse du dollar. Qui aurait déposé des fonds en écus pour une brève échéance d'un ou de quelques mois serait mal venu à se plaindre. Mais de nombreux porteurs d'euro-obligations de longue durée en écus ont de bonnes raisons de regretter leur investissement. Ils ont été parmi les grands

perdants de ces dernières semaines, précisément parce que le marché n'a pas fonctionné, parce que la valeur de leurs titres baisse et qu'ils ne trouvent personne à qui les vendre à un prix acceptable. Plusieurs compartiments demeurent à l'abri des incertitudes actuelles et attirent tout à la fois les emprunteurs et les bailleurs de fonds. Ce sont pour l'essentiel ceux des dollars américains et canadiens et ceux du mark et du franc suisse, dont l'évolution n'est guère affectée par les incertitudes de l'Union économique et monétaire en Europe. Il n'est pas surprenant que ce soit là que se retrouvent la plupart des emprunteurs français qui sollicitent le marché international des capitaux. En dollars, une formule connue de remporter un vif succès auprès des investisseurs : celle des obligations à taux variable, mais dont le niveau de l'intérêt ne pourra pas dépasser un maximum ni tomber au-dessous d'un minimum, lequel est nettement plus haut que le taux actuel de l'argent à court terme.

Des emprunts avantageux en francs suisses

A la veille du week-end, la Compagnie bancaire a lancé un nouvel emprunt de ce genre. Elle entend lever pour 100 millions de dollars des États-Unis pour une durée de dix ans. La rémunération des titres sera au plus bas de 5,25 %, et au plus haut, de 10 %.

En francs suisses, les dernières opérations sont de type classique. Leur rémunération est à taux fixe, déterminée d'avance pour toute la durée de l'emprunt. Traditionnellement, ces titres sont destinés à des clients privés qui, dans la plupart des cas, les conservent jusqu'à l'échéance et ne se soucient guère de leur liquidité. Aussi les montants des nouveaux emprunts émis en Suisse sont-ils généralement plus faibles que ceux des transactions lancées sur d'autres marchés. La situation est pourtant en train d'évoluer car de gros efforts sont accomplis pour attirer aussi les investisseurs qui privilégient les grandes transactions dont les obligations sur le marché secondaire seront aisément négociables. C'est dans cette perspective qu'il faut examiner l'emprunt de 300 millions de francs suisses (soit environ 1,2 milliard de francs français) que

vient d'émettre la SNCF pour une durée de douze ans.

L'emprunt de la SNCF (que dirige le Crédit suisse) a ceci de particulier que son encours pourra être augmenté ultérieurement par l'émission de nouveaux titres parfaitement interchangeables avec les premiers. Ainsi prévoit-on de construire progressivement, par ajouts successifs, une grande ligne sur les débiteurs français de premier plan. Il y en a une autre, non négligeable : la fermeté actuelle du franc suisse qui leur permet d'envisager sans crainte de s'endetter dans cette devise et de conserver tel quel le produit de l'emprunt, sans chercher à se dégarer du risque de change.

Le taux d'intérêt nominal est de 7 %. Tout compris, frais et commission inclus, l'offre revient à la SNCF à un peu moins de 7,20 % l'an, ce qui est très peu coûteux. Aucun autre marché européen ne permet de lever des fonds dans des conditions aussi avantageuses. C'est certainement une des raisons qui expliquent l'attrait qu'exerce actuellement le marché helvétique sur les débiteurs français de premier plan. Il y en a une autre, non négligeable : la fermeté actuelle du franc suisse qui leur permet d'envisager sans crainte de s'endetter dans cette devise et de conserver tel quel le produit de l'emprunt, sans chercher à se dégarer du risque de change.

Cette émission de la SNCF porte à cinq le nombre d'emprunts français émis en Suisse depuis le début de juillet. Leur montant s'élève au total à 805 millions de francs suisses, soit environ 3,2 milliards de francs français. Durant tout le premier semestre de cette année, quand la devise helvétique donnait encore des signes de faiblesse, il n'y a eu que quatre débiteurs français à se présenter en Suisse pour y lever, ensemble, l'équivalent de 1,2 milliard de francs français.

Pour ce qui est du dernier emprunt du Crédit national lancé à la fin du mois d'août, précisons que son montant de 300 millions de francs correspond en gros à 1 milliard de francs français, à un milliard de dollars. La devise américaine ne s'est pas effondrée à ce point.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le franc raffermi et la lire au plancher

Quelle semaine ! Le dollar battit d'abord son record de baisse, avant de remonter violemment sur le lancement d'un emprunt massif du Trésor britannique pour défendre la livre, puis de rebondir sur l'annonce de « mauvais » chiffres de l'emploi aux États-Unis. La livre sterling, proche de son plancher au sein du Système monétaire européen, a été relancée par le Trésor britannique. Le franc, enfin, s'est raffermi vis-à-vis du mark, tandis que la lire se trouvait à nouveau violemment attaquée.

Mardi 1^{er} septembre, déprimé par des nouvelles peu rassurantes en provenance des États-Unis (recul de 0,5 % des dépenses de construction en juillet, malgré la baisse des taux d'intérêt et recul de 0,5 % de l'indice des directeurs d'achat), le dollar tombait à 1,3895 deutschemark, plus bas cours historique, et à moins de 4,75 francs (à Paris, le record de baisse avait été établi en mars 1973 à 3,85 francs). Certains opérateurs le voyaient même glisser à 1,30 DM, en raison des propos laxistes du président Bush. Jeudi, en revanche, et vendredi matin, la devise américaine se redressait à la suite de la livre sterling (aujourd'hui l'emprunt) et du relatif apaisement des tensions au sein du Système monétaire européen : elle atteignait presque 1,44 DM et 4,89 francs.

Las ! Vendredi, en début d'après-midi, l'annonce de la perte de 23 000 emplois aux États-Unis en août, après un chiffre de créations d'emplois révisé de 117 000 emplois en juillet contre les 198 000 prévus, jetait un grand froid sur les marchés financiers internationaux, qui tablèrent sur une augmentation de 180 000 emplois pendant ce même mois d'août. Le taux de change avait beau revenir de 7,7 % à

7,6 % : les chiffres sur l'emploi étaient jugés « catastrophiques », les analystes relevant que, compte tenu des 100 000 emplois saisonniers créés par le gouvernement, c'étaient 183 000 emplois qui avaient été perdus. Aussi s'est profilée la possibilité d'une nouvelle diminution des taux directeurs de la Réserve fédérale des États-Unis, susceptible de creuser encore l'écart entre les rémunérations offertes à New-York et à Francfort, 6,50 % à l'heure actuelle, d'où la réapparition de pressions sur le dollar.

Ce dernier, en fin de semaine, se retrouvait à 1,40 DM et 4,78 francs environ. A défaut d'une baisse ultérieure, toujours possible, plus personne n'entrevoit son redressement (s'il a lieu) avant le printemps 1993, en tout cas après les élections présidentielles outre-Atlantique.

Un geste britannique spectaculaire

En Europe, l'événement de la semaine a été l'annonce de l'emprunt massif lancé par la Grande-Bretagne, évoqué précédemment, pour défendre la livre sterling, tombée en milieu de semaine au voisinage de son cours plancher au sein du SME (2,7783 DM). A la veille de la rencontre des ministres des finances des Douze à Bath, dans le sud de l'Angleterre, le Trésor britannique a effectué un geste spectaculaire.

Il a donc lancé un emprunt de 10 milliards d'écus (73 milliards de francs), moins pour renforcer les réserves de devises de la Banque d'Angleterre, un peu enlambé certes mais largement suffisantes (44,5 milliards de dollars), que pour lui assurer sa détermination de faire respecter les parités du sterling au sein du SME, soit 6 %

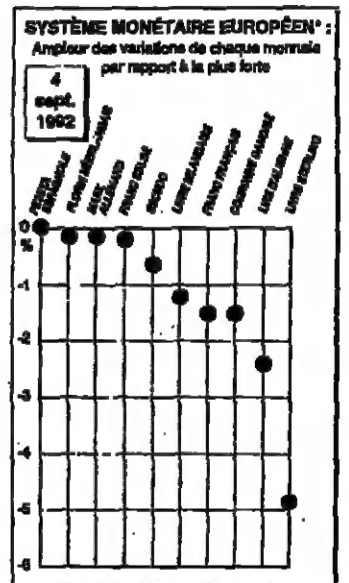
de part et d'autre d'un cours pivot de 2,95 DM.

Accessoirement cet emprunt, dont la première tranche de 5 milliards d'écus à 3 ans sera mobilisée auprès de 45 banques internationales, permettra de financer une partie du déficit budgétaire, de diminuer les appels au marché domestique ; enfin, il évitera une remontée des taux d'intérêt britanniques, qui serait désastreuse au moment où l'économie du Royaume-Uni ne paraît guère sortir de la récession. Du coup, la livre sterling a bondi au-dessus de 2,81 DM, avant de retomber un peu au-dessous de 2,80 DM. A Londres, toutefois, on estime qu'il sera difficile à la devise britannique de s'élever, dans l'immédiat, au-dessus de 2,82 DM.

En tout cas, cet emprunt, le plus gros depuis les années 70, a permis de diminuer les tensions au sein du SME. M. Hans Tietmeyer, vice-président de la Bundesbank, estimait même que ledit SME en est « débarrassé pour le moment ». Le franc français en a profité pour se raffermir vis-à-vis du mark, dont le cours à Paris est tombé de 3,41 à 3,42 francs à 3,40 francs à la veille du week-end, après avoir même touché 3,3960 francs dans la matinée de vendredi.

Quant à la lire italienne, très attaquée par la spéculation qui a quitté la livre sterling pour se reporter sur elle, elle s'est légèrement reprise vendredi après le relèvement massif des taux directeurs de la Banque d'Italie, décidée à défendre sa devise par des mesures dignes du temps de guerre (lire page 18).

F. R.



MATIÈRES PREMIÈRES

Les métaux en berne

Comme la plupart des marchés de matières premières, les métaux n'ont pas échappé cette semaine aux influences monétaires, au point que les spécialistes parlent ces jours-ci de « marchés de monnaies » à propos des non-ferreux. Au London Metal Exchange, les prix s'inscrivaient d'une manière générale à la baisse, à l'exception de l'étain stimulé par des achats spéculatifs, et du zinc à son niveau le plus élevé depuis deux ans (1 394,5 dollars la tonne le 3 septembre).

Habituellement, les cours des produits de base réagissent de manière mécanique aux fluctuations des devises : les prix montent dans la monnaie qui baisse et baissent dans la monnaie qui monte. Cet enchaînement tient aux arbitrages qui affectent en principe les opérateurs entre New-York et Londres, entre les marchés libellés en dollars et ceux libellés en livres. Ainsi, par exemple, la chute du billet vert a pour effet de rendre plus attractifs les métaux cotés à New-York, comparés aux mêmes

métaux inscrits en livres à Londres. Le différentiel de change reporte ainsi vers le marché américain des achats qui seraient restés, sinon, sur la place britannique. Mais, ce faisant, la vague d'achats observée outre-Atlantique a pour effet de stimuler les prix en dollars à New-York, tandis que les prix exprimés en livres (laquelle s'apprécie face au billet vert) s'infléchissent. Ainsi est vérifiée « l'équation » paradoxale des cours grimpant dans la monnaie qui baisse et vice versa.

Mauvaise d'entraînement du marché

Mais, une fois n'est pas coutume, cette règle d'or ne s'applique pas aussi bien qu'elle devrait et les cours de nombreux métaux ont continué de fléchir à Londres, bien qu'ils soient exprimés en dollars. Cette baisse qui pourrait inquiéter d'illlogique ne laisse pas d'inquiéter. Elle traduit en effet l'incapacité du facteur monétaire à masquer la réalité fondamentale des marchés, c'est-à-dire les données physiques exprimées en termes d'offre, de demande et de stocks. Or ces données montrent que les réserves de métaux, en Europe notamment, sont considérables. Si on admet, que, malgré leur relative stagnation depuis vingt ans dans l'industrie, les métaux restent malgré tout des indicateurs de la croissance, l'incapacité du facteur monétaire à dire que la croissance n'est pas pour aujourd'hui.

A observer de plus près les hausses enregistrées en ce début septembre, on remarque en outre que la remontée du zinc ne s'appuie ni sur le facteur monétaire ni sur les « fondamentaux » (qui demeurent médiocres). Elle tient en réalité à une manipulation du London Metal Exchange, qui tente de que les Anglo-Saxons nomment un « corner ». Il s'agit d'une manœuvre de groupement de producteurs, qui ont constitué pendant

l'été de fortes positions à l'achat portant à la fois sur le papier (les contrats à terme) et du « physique », c'est-à-dire de la marchandise. Au point que ces jours derniers, les opérateurs voulant se procurer du zinc en trouvaient très peu de disponible, et à des prix surélevés.

Une stratégie intrigante qui perturbe fortement les marchés et les acheteurs pour le compte des industries de transformation. De nombreuses voix s'élèvent dans la profession des non-ferreux pour contester la fiabilité et la sécurité des transactions au London Metal Exchange. D'autres demandent un retour aux « prix producteurs », ces tarifs qui fixaient naguère les producteurs dans le cadre de contrats de moyenne durée avec leurs acheteurs. Une technique que certaines firmes continuent d'utiliser pour échapper aux fluctuations desor-données des prix, comme la firme française SLN (Société Le Nickel).

Parmi les quelques données stimulantes pour les métaux, on relevait les prévisions du courtier japonais Sumitomo à propos de l'aluminium : la demande mondiale pourrait progresser de 4,3 % en 1993 pour atteindre 15,8 millions de tonnes. Quant à la production, elle baisserait simultanément de 3 %, ce qui occasionnerait un déficit de 290 000 tonnes, et, espèrent les professionnels, une remontée des prix.

Enfin, la CRU (Commodities Research Unit), une firme américaine de recherche sur les métaux, prévoit que la consommation occidentale de cuivre devrait progresser de 5 % par an d'ici à 2005, tirée principalement par les économies en développement de l'Asie du Sud-Est (Inde, Chine) et de l'Amérique latine. Les besoins de consommation interviendraient dans le bâtiment, mais le métal rouge devrait faire l'objet d'une demande moins forte dans les secteurs de l'électricité et des transports.

ÉRIC FORTINORIO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un certain soulagement

Comme sur les marchés des changes, la semaine a été très agitée sur les marchés des taux d'intérêt, essentiellement en France, où les cours du MATIF ont fait un bon de deux points dans une atmosphère beaucoup plus optimiste à la veille du week-end.

La semaine précédente, les sondages montraient une montée des « non » au référendum sur le traité de Maastricht avaient profondément déprimé le marché de Paris. Cette fois-ci, le renversement de tendance a été provoqué par deux événements. Le premier a été l'emprunt lancé par le Trésor britannique (voir ci-dessus en rubrique « Devises et or ») pour défendre la livre, qui a détendu le marché des changes, fait baisser le deutschemark, fait baisser le franc français. Le second a été le débat télévisé entre M. François Mitterrand et M. Philippe Séguin, la présentation du président de la République sur le traité de Maastricht ayant favorisé l'impressionnisme des milieux financiers, qui en attendaient impatiemment les effets sur l'opinion.

Vendredi après-midi, la rumeur d'un sondage indiquant une remontée des « oui » était confirmée par la publication d'un tel sondage effectué par l'Institut CSA pour l'Institut et France Inter. Après le débat, l'enquête du CSA prête 55 % au « oui », 45 % au « non » et 33 % d'abstentions (lire page 7). Le sondage précédent CSA de l'Institut, réalisé entre le 24 et le 26 août, donnait 53 % de « non ». Ainsi, la remontée des « oui » annoncés en milieu de

semaine à 51 %-53 %, après une chute à 47 %, la semaine dernière, se confirmerait, avec toutes les précautions d'usage, naturellement.

Il y a donc de quoi doper au MATIF qui, en deux jours, est passé, sur l'échéance septembre, de 104,60 à 106,30, avec de très fortes transactions, tandis que le contrat écu, après un point bas à 100,4 %, bondissait à 102,50. Le rendement de l'FOAT dix ans retombait, d'une semaine à l'autre, de 9,13 % à 8,86 %. Du coup, l'écart entre l'FOAT et le Bund 10 ans, coté à 7,90 %, est revenu en dessous d'un point, après une poussée de fièvre à 1,30 % point en août. Aussi, les opérateurs ont pris espoir, tablant sur une baisse de 0,50 % sur le rendement à long terme si le « oui » passe le 20 septembre prochain. En ce cas, ils pronostiquent une montée du MATIF à 109.

En attendant un reflux des taux

Le revirement, envisagé dès la fin de juillet (le Monde daté 2-3 août 1992), avant que les sondages sur le vote du traité ne prennent un tour alarmant, se fonde aussi sur la certitude que les taux d'intérêt vont baisser en France et dans le monde en raison de la crise larvée et du marasme des investissements. Pour eux, la Bundesbank, très vivement critiquée en Allemagne même, assouplira sa politique plus tôt que prévu. Cet enthousiasme devrait toutefois être tempéré. La banque centrale allemande va attendre que la croissance de la masse monétaire se ralentisse pour abaisser sa garde,

probablement pas avant le printemps 1993.

En attendant, comme l'a souligné M. Michel Sapin, ministre des finances, un « oui » franc et massif au traité européen permettrait, effectivement, un reflux des taux d'intérêt en France, surtout ceux à long terme, après la poussée de ces deux derniers mois, injustifiée au regard des données fondamentales de notre économie mais provoquée par le « syndrome de Maastricht ». Pour les taux à court terme, qui ont un peu reflé à Paris, reviennent en dessous de 10 %, leur recul paraît limité par la nécessité de défendre le franc vis-à-vis de la zone mark, où le taux de l'argent s'établit toujours aux environs de 9,75 %.

Sur le marché obligataire, où le lancement de plusieurs emprunts a été retardé en raison des événements, la vente est allée à l'adjudication mensuelle du Trésor, qui s'est effectuée jeudi avec succès, avant même l'annonce du grand emprunt britannique. L'État a levé 11,8 milliards de francs avec facilité à des rendements de 9,08 % contre 9 % en août sur dix ans, 9,05 % sur onze ans et 9,02 % contre 8,94 % sur trente ans. On a relevé d'importantes souscriptions étrangères, attirées par de bons rendements. A cet égard, le Trésor a placé, à l'étranger, pour 70,4 milliards de francs de valeur de l'État français entre le 1^{er} janvier et le 31 mai 1992, dont 52,2 milliards de francs d'FOAT, ce qui revient à dire que les non-résidents ont financé une part appréciable du déficit budgétaire français.

FRANÇOIS RENARD

PRODUITS	COURS DU 4/9
Cuivre 1 ^{er} s. (Londres)	1 277 (-12)
Trois mois	1 277 (-12)
Aluminium (Londres)	1 302 (-28)
Trois mois	1 302 (-28)
Nickel (Londres)	7 150 (-190)
Trois mois	7 150 (-190)
Sucre Paris	258,50 (+3,48)
Octobre	258,50 (+3,48)
Café (Londres)	788 (+31)
Novembre	788 (+31)
Cacao (New-York)	1 094 (+3)
Décembre	1 094 (+3)
Biz (Chicago)	342 (+12)
Décembre	342 (+12)
Malt (Chicago)	222 (+3)
Décembre	222 (+3)
Sole (Chicago)	193,10 (+2,89)
Octobre	193,10 (+2,89)
Pétrole (Londres)	19,95 (+0,23)
Brent - Septembre	19,95 (+0,23)

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

